

**ENTRETIEN LA PHILOSOPHE  
MARTHA NUSSBAUM  
SUR LES DROITS DES ANIMAUX**



**ISRAËL — LA CRAINTE D'UNE ESCALADE  
VU DES ÉTATS-UNIS — LE RAPPORT  
DES FRANÇAIS AU TRAVAIL**



**Courrier  
international**

N° 1683 du 2 au 8 février 2023  
[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)  
France : 4,90 €

Algérie 5,90 DA, Allemagne 6,30 €,  
Andorre 6 €, Canada 8,25 \$CAN,  
DOM 5,30 €, Espagne 5,50 €,  
Grande-Bretagne 5 €, Grèce 5,80 €,  
Italie 5,50 €, Japon 9,00 ¥,  
Maroc 45 DH, Pays-Bas 6 €,  
Portugal cont. 5,50 €,  
Sénégal 3,400 F CFA, Suisse 7,20 CHF,  
TOM 1100 XPF, Tunisie 9 DT,  
Afrique CFA autres 3600 F CFA.

# UKRAINE JUSQU'OUÀ LA GUERRE ?



*Des chars lourds et peut-être bientôt  
des avions livrés à Kiev, les Occidentaux  
ont choisi de s'engager plus frontalement  
dans le conflit. Une décision risquée,  
selon la presse étrangère.*

M 03183 - 1683 - F: 4,90 €



# DÉCARBONER L'ÉCONOMIE ?

“ON Y CONTRIBUE  
ET ON ACCÉLÈRE.”

Sébastien L.  
Responsable Green Desk  
Pôle de financement spécialisé  
Transition Énergétique

Photographie retouchée.

## NOUS ACCÉLÉRONS LA SORTIE DU FINANCEMENT DES ÉNERGIES FOSSILES

- Zéro financement des spécialistes des hydrocarbures non conventionnels (type gaz de schiste) depuis 2017.
- Une baisse de plus de 80% de l'encours de financement à l'extraction et la production de pétrole à l'horizon 2030.\*
- Une sortie définitive du charbon d'ici 2030 dans l'OCDE, déjà réduit à moins de 2,5% des financements de production d'énergie à fin septembre 2022.

## NOUS AMPLIFIONS LE FINANCEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

- Les énergies renouvelables, 1<sup>re</sup> source de production d'énergie financée par BNP Paribas à hauteur de près de 25 milliards d'euros à fin septembre 2022.
- Un objectif de 40 milliards d'euros d'encours de financement de la production d'énergies bas carbone d'ici 2030, qui représenteront alors 80% des financements de production d'énergie.

## NOUS ENCOURAGEONS NOS CLIENTS DANS LEUR TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE BAS CARBONE

- 1<sup>re</sup> banque au monde pour les obligations vertes en 2022 selon Bloomberg.
- 200 milliards d'euros de financements dédiés à la transition de nos clients à échéance 2025.

[group.bnpparibas/transition](https://group.bnpparibas/transition)



# BNP PARIBAS

La banque  
d'un monde  
qui change

\* Sur un encours de 5 Mds€ à fin septembre 2022.

BNP Paribas, SA au capital de 2468663292€ - Siège social : 16 bd des Italiens, 75009 Paris - Immatriculée sous le n° 662042449 RCS Paris - Identifiant CE FR76662042449 - ORIAS n° 07022735 - [www.group.bnpparibas](https://www.group.bnpparibas)



**LES CHOIX DE "COURRIER"**

CLAIRE CARRARD

## Ukraine : jusqu'où ira la guerre ?

C'est un numéro un peu particulier que nous publions cette semaine. Il inaugure un mois spécial à *Courrier international*, un mois aux couleurs de l'Ukraine. Jusqu'à la fin de février, malgré une actualité forte ailleurs, nous avons choisi de renforcer notre traitement de cette guerre dans l'hebdomadaire comme sur notre site, ainsi que dans notre prochain hors-série, à paraître en mars. Cela ne nous empêchera pas de décrypter largement la mobilisation contre la réforme des retraites en France ou la crise démocratique en Israël, vues par la presse étrangère. Mais un an après l'invasion russe, le 24 février 2022, il nous

semblait important de marquer le coup, tant les conséquences de ce conflit, le premier de cette nature et de cette ampleur en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, apparaissent d'ores et déjà majeures d'un point de vue géopolitique, mais aussi économique et surtout humain.

Qui aurait dit il y a un an que cette guerre durerait, des mois et des mois encore, sans qu'on puisse en imaginer la fin ? Et ce n'est pas la décision récente des Occidentaux de livrer des chars lourds à l'Ukraine qui va inverser cette tendance, de l'avis unanime de la presse étrangère. Le conflit entre dans une nouvelle phase, plus brutale, s'inquiète **The New York Times**. Dans son éditorial, le quotidien s'adresse, chose rare, directement au peuple russe. "Bientôt, écrit-il, les vastes champs boueux de l'Ukraine seront de nouveau le théâtre d'une guerre de tranchées et de batailles de chars, qui opposeront cette fois des armes occidentales à une Russie aux abois. Le genre

de conflit qui ne devait plus jamais se produire en Europe après la dernière guerre mondiale." Tout cela à cause de la folie d'un seul homme, selon le *New York Times* : Vladimir Poutine. Comment l'arrêter et jusqu'où les Occidentaux sont-ils prêts à aller ? C'est la question qui traverse ce dossier. En Allemagne, un dernier tabou est tombé avec l'annonce, historique, par Olaf Scholz que Berlin livrerait des chars Leopard à Kiev. Mais pour en arriver là, il y a eu bien des tergiversations, raconte **Die Zeit**. La décision a été prise en concertation avec les alliés, a expliqué le chancelier allemand. Comprendre "les Américains", décrypte l'hebdomadaire. C'est important. "Car rien n'est simple face à un risque d'escalade, écrit *Die Zeit*. Pendant que Scholz et Biden tentent de deviner les lignes jaunes de Poutine afin de ne pas s'attirer un retour de bâton fulgurant, Poutine attise la peur en brandissant de manière plus ou moins directe la menace nucléaire."

Où cela s'arrêtera-t-il ? L'Ukraine est-elle en mesure de gagner la guerre ? En tout cas, l'Occident fait tout pour, estime **The Guardian**, qui évoque une "phrase cruciale" du conflit. "L'envoi de plus de chars occidentaux ne signifie presque finie, avertit le quotidien britannique. Elle va encore durer des mois, pour ne pas dire des années." Ce qui change, c'est que l'attitude des Occidentaux s'est durcie, et que les chars confèrent un avantage militaire à l'Ukraine qui "pourrait être décisif". En attendant, les Russes, qui avaient essayé plusieurs revers fin 2022, reprennent du terrain et intensifient leurs bombardements sur les cibles civiles. Soledar, le Verdun ukrainien, est tombé. Et la bataille de Bakhmout s'annonce tout aussi terrible. Face à ces difficultés, Volodymyr Zelensky a d'ores et déjà demandé la livraison d'avions et de missiles longue portée. Pour l'Ukraine, il s'agit de reconquérir les territoires

perdus en 2014 : la Crimée et l'intégralité du Donbass. Les Occidentaux sont-ils prêts à aller jusque-là ? Rien n'est moins sûr, même si le *New York Times* affirmait encore récemment : "L'administration Biden estime désormais que, si l'armée ukrainienne arrive à montrer à la Russie qu'elle peut menacer sa mainmise sur la Crimée, cela renforcera la position de Kiev dans des négociations futures." Si, le 30 janvier, Joe Biden a exclu de livrer des F-16 à l'Ukraine, les Européens, eux, sont moins catégoriques, à en croire le **Financial Times** et *The Guardian*. Le pas aurait même déjà été franchi... En secret. Selon **Dziennik Gazeta Prawna**, la Pologne aurait déjà livré "plusieurs" avions de combat MiG-29 à l'Ukraine en pièces détachées. On est bien loin de la fin du conflit.

**En couverture :**  
Ukraine : dessin de **Pete Reynolds**, Royaume-Uni.  
Entretien : dessin d'**Alex**, Suisse.



## Sommaire

### 7 JOURS DANS LE MONDE p.6

## Israël. La crainte d'une escalade

Après le raid israélien qui a fait dix morts à Jénine le 26 janvier et les attaques meurtrières qui se sont ensuivies à Jérusalem, la tension ne retombe pas dans la région.

### SCIENCES p.32

## Quand les pairs sont des enfants

Les relecteurs de la revue scientifique *Frontiers for Young Minds* ont entre 8 et 15 ans. Ils ont pour mission de rendre la science accessible à leur génération, raconte **The Washington Post**.

### L'ENTRETIEN p.44

## "Des avocats pour défendre les droits des animaux"

Dans **The New York Times Magazine**, la philosophe américaine Martha Nussbaum nous appelle à prendre conscience de notre responsabilité envers les animaux.



PHOTO ROBERT NZAOU

### PORTFOLIO p.36

## Au Congo, les liaisons facétieuses

Dans une espiègle série sur l'amour, le photographe Robert Nzaou inverse les rôles traditionnellement attribués aux hommes et aux femmes dans son pays. En espérant changer les mentalités.

### LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Asharq Al-Awsat** Londres, quotidien.
- The Atlantic** Washington, mensuel.
- Berlingske** Copenhague, quotidien.
- The Daily Star** Dacca, quotidien.
- The Economist** Londres, hebdomadaire.
- LeFaso.net** (lefaso.net), Ouagadougou, en ligne.
- Il Foglio** Milan, quotidien.
- The Guardian** Londres, quotidien.
- Lianhe Zaobao** Singapour, quotidien.
- New Scientist** Londres, hebdomadaire.
- The New York Times** New York, quotidien.
- The New York Times Magazine** New York, hebdomadaire.
- Novynarnia** (novynarnia.com) Kiev, en ligne.
- Novoïé Vremia** Erevan, trihebdomadaire.
- Raseef22** (raseef22.net) Beyrouth, en ligne.
- Rossia v Globalnoï Politiké** Moscou, bimestriel.
- Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien.
- The Sunday Times** Londres, hebdomadaire.
- USA Today** McLean, quotidien.
- Visual Capitalist** (visualcapitalist.com) Vancouver, en ligne.
- The Washington Post** Washington, quotidien.
- Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



## SOMMAIRE

## 7 jours dans le monde

6. Israël. La crainte d'un engrenage incontrôlé

## D'un continent à l'autre

10. Monde arabe. La chute sans fin des monnaies

13. États-Unis. Les recrues au régime sec

14. Pérou. Aux morts d'Ayacucho

16. Burkina Faso. Les femmes paient le prix fort

18. Retraites. Pourquoi les Français contestent le projet

20. Suède. Qui décide vraiment à l'Otan ?

21. Arménie. Au carrefour des menaces

22. Chine. La population vieillit avant d'être riche

23. Bangladesh. À Dacca, une IA contre les bouchons

## À la une

24. Ukraine, jusqu'où ira l'Occident ?

## Transversales

32. Sciences. Quand les pairs sont des enfants

34. Économie. La tech chasse le "suremploi"

35. Signaux. Un monde assez coton

## 360°

36. Portfolio. Au Congo, les liaisons facétieuses

40. Idées. Faisons de notre vie un roman

42. Plein écran. Naples crève l'écran

44. Entretien. "Il faut des avocats pour défendre les droits des animaux"



## SUR NOTRE SITE

## La France vue de l'étranger. La réforme des retraites entre la rue et l'Assemblée

En raison des horaires de bouclage de ce numéro, retrouvez sur notre site les réactions et les analyses de la presse étrangère à la deuxième journée de mobilisation contre la réforme des retraites, alors que les députés commencent l'examen du texte.

## Modern Love. La révélation romantique d'un ancien moine

Découvrez la chronique phénomène du *New York Times* sur l'amour traduite en exclusivité pour *Courrier international* sur notre site. Ce dimanche, un moine bouddhiste raconte sa rencontre avec une jeune femme.

## Vu du Royaume-Uni. Allez contempler le Gers en hiver !

Un journaliste du *Daily Telegraph* a été séduit par la beauté du Gers, ses paysages, sa culture et son sens de l'accueil. Une région "aussi rurale que peut l'être la France profonde", d'où on revient le ventre plein et avec de nouveaux amis.

**L'horoscope de Rob Breznsky** Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

## À NOS LECTEURS

Pendant des mois, nous avons tenu bon. Mais la hausse du prix du papier et des coûts industriels nous contraint aujourd'hui à augmenter le prix de l'hebdomadaire, qui passe de 4,50 à 4,90 euros. C'est la condition nécessaire pour maintenir une information de qualité et les investissements éditoriaux du journal. Merci pour votre compréhension et votre fidélité.

## Le directoire de Courrier international

## Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international  
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

## Je m'abonne pour :

RCO23BO01

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 218,80 €\*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €\*

Monsieur  Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :  
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>  
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

\*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.

Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale.  Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou [dpd@groupelemonde.fr](mailto:dpd@groupelemonde.fr). Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail [abo@courrierinternational.com](mailto:abo@courrierinternational.com) ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CSV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



## Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

## Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33  
[abonnements@saipm.com](mailto:abonnements@saipm.com)  
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310  
[expressmag@expressmag.co.m](mailto:expressmag@expressmag.co.m)  
Suisse : (41) 022 860 84 01  
[abonne@edigroup.ch](mailto:abonne@edigroup.ch)



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec

directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Février 2023. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web

[www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com) Courriel [lecteurs@courrierinternational.com](mailto:lecteurs@courrierinternational.com)

Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit

(1612) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web),

Mathieu Recarte Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception

graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE

MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de

service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Gussie, est de l'Europe,

16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon

(Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 16 74), Beniamino Morante

(Italie, 19 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Moutou (Pays-Bas), Valentin

Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège,

Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous

(Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Kovic (Serbie,

Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marijela Vitureau (Lituanie), Alda Engoian

(Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef

de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord,

16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann

Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE

Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Châteauneuf

(Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud),

Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) MOYEN-ORIENT Bachir

El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal

Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe

Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechar (chef de rubrique), Vincent

Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique

australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES

Pascal Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de

rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360°

Marie Béliou (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Oumeïma Nechi

HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édi-

tion), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Catlet,

Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saïby

(éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65) COURRIER EXPAT

Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz

(chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe,

anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon

(anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand),

Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois,

anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol)

RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe

Czerepak, Françoise Hérol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) WEB DESIGN ET ANIMATION

Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan

Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41),

Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation)

MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia

CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la

communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de

fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45 330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Torunn Amiel, Etienne Bianchi, Emma Bougerol,

Emmanuelle Bour, Geneviève Deschamps, Elisabetta Di Matteo, Mona Guichard, Mehdi

Harmi, Lucie Hoarau, Éléonore Nicolas, Florent Normand, Malia Raclot, Maélys Sour

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris

Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Elisabeth Cialdella ([elisabeth.cialdella@mpublicite.fr](mailto:elisabeth.cialdella@mpublicite.fr), 39 68),

Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steve Dablin

(01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités program-

matiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel ([sebastien.noel@mpublicite.fr](mailto:sebastien.noel@mpublicite.fr),

37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren ([francois.deren@mpublicite.fr](mailto:francois.deren@mpublicite.fr),

30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin ([steve.dablin@mpublicite.fr](mailto:steve.dablin@mpublicite.fr), 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Lucie

Madalena (gestion) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur

de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude

Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20)

Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion

Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18),

Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Martine Prévot (16 49),

Mynn-May Vang, Anthony Pittavino Responsable du numérique Kevin Jollivet,

Louise Dugeat (développement web)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 01 47 Service

clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066

Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h)

Courriel [abo@courrierinternational.com](mailto:abo@courrierinternational.com). Prix de l'abonnement annuel en France

métropolitaine: 129 €. Autres destinations: <https://boutique.courrierinternational.com>

Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

Origine du papier: UK, Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MA MAURY certifié PEFC.

Étrophilations: Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier.

Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H7E 7K1, Canada.

ACPM

PEFC 10-31-1282 pefc-france.org

# NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

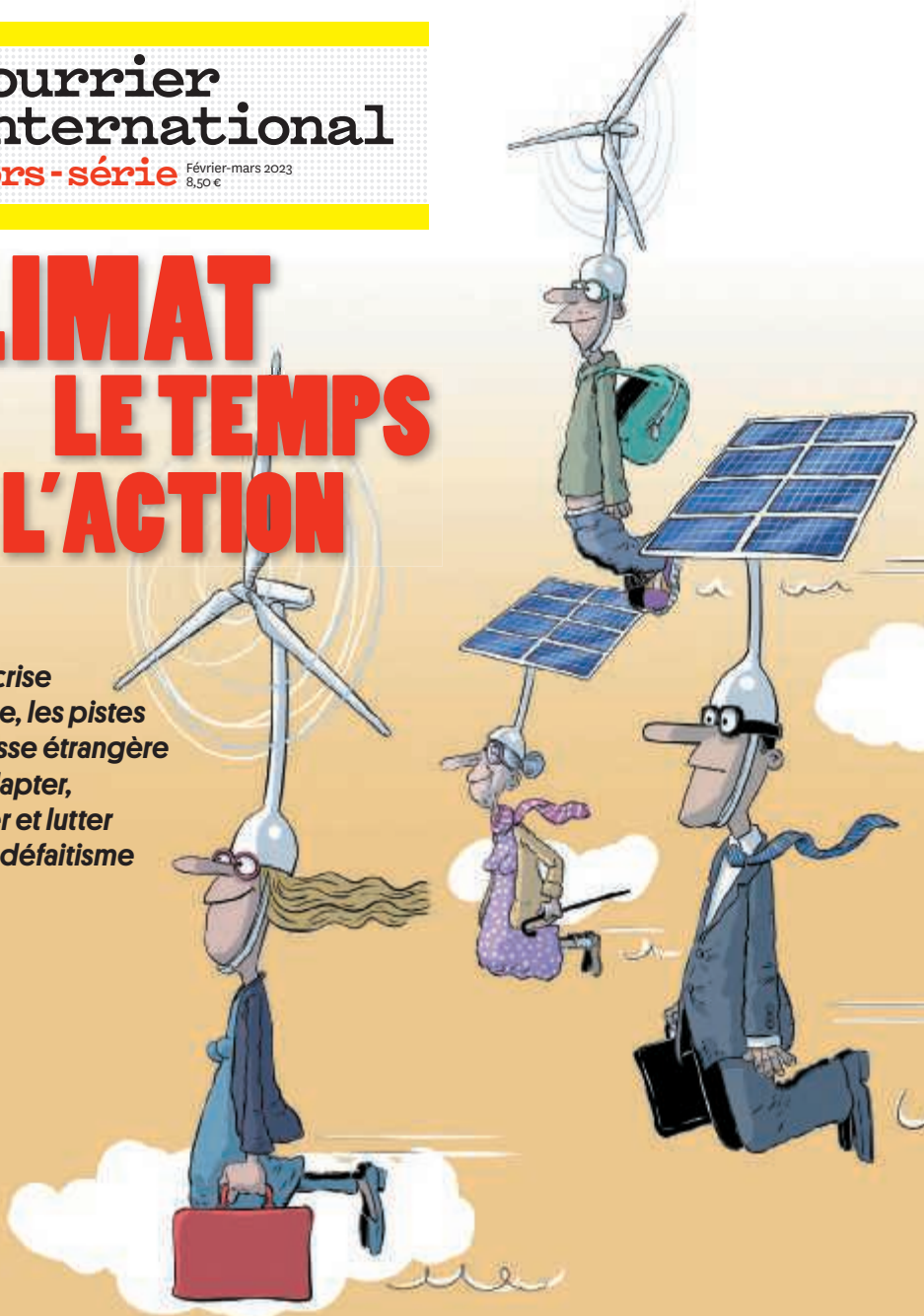


**Courrier  
international**

**Hors-série** Février-mars 2023  
8,50 €

## CLIMAT LE TEMPS DE L'ACTION

*Face à la crise  
climatique, les pistes  
de la presse étrangère  
pour s'adapter,  
s'engager et lutter  
contre le défaitisme  
ambiant.*



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



**Courrier  
international**

7 jours dans  
le monde

# Israël. La crainte d'un engrenage incontrôlé

Le cycle de violence meurtrier qui a repris dans la région montre qu'une simple étincelle suffit à attiser les tensions, en partie alimentées par le nouveau gouvernement de Benyamin Nétanyahou.



← Dessin  
de Ramsés,  
Cuba.

La tournée éclair du secrétaire d'État américain, Antony Blinken, en Égypte, en Israël et dans les Territoires palestiniens aura permis de briser, au moins le temps du déplacement du chef de la diplomatie américaine, l'engrenage de la violence sur le terrain à Jérusalem, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Mais les tensions restent extrêmement fortes depuis la flambée de violences dont la région a été le théâtre en fin de semaine dernière, qui a exacerbé les craintes d'une confrontation généralisée.

“Jamais le cycle des effusions de sang n'avait été aussi tangible”, écrit le quotidien israélien de centre gauche **Ha'Aretz**, pour qui les deux camps sont pris au piège de dynamiques dangereuses. Le 26 janvier, un raid de l'armée israélienne dans le camp de réfugiés palestiniens de Jénine, en Cisjordanie, fait 10 morts. Ce raid, le plus meurtrier depuis au moins 2005, s'inscrit dans le contexte d'une année 2022 particulièrement meurtrière en Cisjordanie. Ces derniers mois, les forces de sécurités israéliennes ont multiplié les opérations dites “antiterroristes” dans ce territoire occupé depuis 1967 par l'État hébreu, où vivent près de 3 millions de Palestiniens et près de 500 000 colons israéliens, plus particulièrement dans les secteurs de Jénine et de Naplouse, bastions de factions palestiniennes armées. L'Autorité palestinienne dénonce un “massacre”.

La nuit suivante, des roquettes sont tirées depuis la bande de Gaza, suivies de frappes

aériennes israéliennes de représailles sur l'enclave palestinienne, sans faire de victimes. Des responsables israéliens et américains expriment alors la “crainte d'une escalade”. Elle survient quelques heures plus tard. Dans la soirée du 27 janvier, un Palestinien de 21 ans tue par balles 7 personnes près d'une synagogue à Neve Ya'akov, quartier de colonisation juive de Jérusalem-Est.

“Les Israéliens viennent de vivre leur pire shabbat depuis des années”, résume un chroniqueur du magazine juif **The Forward**. Comme le rappelle le site d'information **Times of Israel**, il s'agit de l'attaque palestinienne la plus meurtrière qu'ait connue l'État hébreu depuis 2008. Le président américain, Joe Biden, l'a même qualifiée d’“attaque contre le monde civilisé”. Le lendemain, un adolescent palestinien de 13 ans blesse un père et son fils israéliens à Silwan, un quartier palestinien de Jérusalem.

Après ces attaques, des colons israéliens ont mené le 28 janvier des dizaines d'actions (jets de pierre, incendies, dégradations) à travers la Cisjordanie. Des “actes de représailles” perpétrés par des membres de l'extrême droite israélienne qui “cherchent à faire payer aux Palestiniens le prix des attentats”, écrit **The Jerusalem Post**. Des faits survenus après que le cabinet de sécurité du Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, qui a promis une réponse “forte”, a annoncé la démolition des maisons des deux assaillants, une accélération de la procédure d'acquisition

du port d'arme, ainsi qu'un renforcement des colonies dans les prochaines semaines. Le lendemain, le gouvernement israélien a annoncé la suppression des droits à la sécurité sociale des “familles de terroristes”. Des propositions qui vont dans le sens des partenaires politiques d'extrême droite de Nétanyahou.

Durant le week-end, les appels à la retenue et à la désescalade se sont multipliés au sein de la communauté internationale, notamment à Washington. Voilà le contexte dans lequel Antony Blinken a entamé sa visite au Proche-Orient, prévue de longue date. Première étape, l'Égypte, un pays, rappelle **The Jerusalem Post**, qui “a historiquement toujours joué un rôle clé dans les discussions avec les factions palestiniennes et l'apaisement des tensions entre les deux camps”. Aux côtés du président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, et du chef de la diplomatie égyptienne, Sameh Choukri, le secrétaire d'État a appelé le 30 janvier Israéliens et Palestiniens au “calme” et à “la désescalade des tensions”, avant de s'envoler pour Jérusalem.

À chaque prise de parole, le secrétaire d'État américain a semblé peser ses mots. Il a appelé “toutes les parties à prendre des mesures urgentes pour rétablir le calme et désamorcer la situation”, condamnant aussi bien l'attentat à la synagogue de Neve Ya'akov que “les appels à la vengeance” et “les actes de violence en représailles contre les civils”, en référence “à la violence extrémiste juive contre les Palestiniens en Cisjordanie ainsi qu'aux appels extrémistes contre les Arabes”, décrypte **The Jerusalem Post**.



Vu de  
Palestine

## Critiqué, Blinken cherche l'équilibre

● Lors de son passage dans les Territoires palestiniens pour rencontrer Mahmoud Abbas, Antony Blinken a exprimé la nécessité “de prendre des mesures de désescalade, d'arrêter la violence, et de réduire les tensions”. La presse palestinienne et la presse arabe avaient peu apprécié ses propos en Israël. Le chef de la diplomatie américaine n'y avait pas “mentionné les Palestiniens tués par Israël” et n'avait pas non plus “critiqué explicitement la politique israélienne d'expansion des colonies illégales”, relevait **Al-Jazeera**.

Le secrétaire d'État américain a fait à Ramallah des déclarations dans ce sens qui rétablissent un certain équilibre. Après avoir exprimé sa “tristesse pour les civils palestiniens innocents tués” au cours de l'année écoulée, Blinken a décrit l'expansion des colonies comme une démarche qui compromet la solution à deux États. Après le raid meurtrier de Jénine, signe du “programme d'escalade” du “gouvernement d'extrême droite” israélien, selon le quotidien palestinien **Al-Ayyam**, l'Autorité palestinienne avait décidé de mettre fin à la coopération sécuritaire avec Israël, une première depuis 2020. Une décision que Washington a dit regretter.

Si Benyamin Nétanyahou et Antony Blinken ont parlé d'un lien durable entre leurs pays, “des divergences de plus en plus profondes sur une série de sujets fondamentaux”, comme la question palestinienne et le virage à droite du gouvernement israélien, “mettent cette unité à rude épreuve”, souligne **The New York Times**.

Ainsi, lorsque le chef de la diplomatie américaine s'est exprimé en faveur de la solution à deux États, le Premier ministre israélien n'a pas répondu, observe la **BBC**. “Son gouvernement nouvellement formé comprend des partis qui s'opposent résolument au concept d'un État palestinien et soutiennent l'expansion des colonies juives sur les terres que les Palestiniens revendiquent pour un État qu'ils espèrent voir naître.”

Mardi, Blinken s'est ensuite entretenu avec le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, à Ramallah.

— **Courrier international**

## Pilleurs de noces

**INDE** — Dans la salle des fêtes de Karkardooma, à New Delhi, trois personnes se sont présentées à une fête de mariage. En prétendant être des parents du marié, elles se sont fondues dans la masse des invités avant de s'évaporer dans la nature, avec l'équivalent de 2 000 euros d'argent liquide, raconte **The Indian Express**. Elles ont finalement été arrêtées par la police. Elles appartiennent à l'un des nombreux gangs spécialisés dans le vol lors de mariages, dont la saison bat son plein.

## Automate liquide

**SCIENCE** — Une équipe de chercheurs a réussi à créer un minirobot pouvant changer de forme mais aussi "se liquéfier et se reconstituer, ce qui lui permet d'effectuer des tâches dans des lieux difficiles d'accès et même de s'évader d'une cage", d'après des travaux publiés le 25 janvier dans la revue **Matter**. Ce robot microscopique a été fabriqué à partir d'un mélange de gallium, un métal qui devient liquide au-dessous de 30 °C, et d'un matériau magnétique composé de néodyme, de fer et de bore.

## Les torys en crise



**ROYAUME-UNI** — **Nadhim Zahawi**, le président du Parti conservateur, représenté affalé sur des sacs de billets de banque en une de l'édition du 28 janvier du **Spectator**, n'a pas échappé au scandale. Le Premier ministre, **Rishi Sunak**, l'a limogé le 29 janvier de son gouvernement, au sein duquel il était ministre sans portefeuille. **Nadhim Zahawi** avait récemment fait l'objet d'un redressement fiscal de plusieurs millions de livres.

## Une confédération belge?

**BELGIQUE** — "Tant qu'on sera attachés à la Wallonie, ça ne fonctionnera pas." Dans une interview parue le 28 janvier dans **De Tijd**, **Bart de Wever**, patron du parti indépendantiste flamand (N-VA), a dit vouloir imposer l'autonomie de la Flandre par le biais d'une "réforme extralégale". Elle viderait l'État fédéral de sa substance et en confierait les compétences à la Flandre et à la Wallonie, dans le cadre d'un modèle confédéral.

↳ *Dessin de Riber paru dans Sydsvenskan, Malmö.*

## PAKISTAN

# Un "attentat sauvage" contre la police

**Au moins 100 policiers ont été tués dans un attentat suicide dans une mosquée de Peshawar. Le fait de groupes terroristes islamistes revigorés par le retour des talibans en Afghanistan.**

Entre 300 et 400 policiers étaient rassemblés pour la prière de midi, le lundi 30 janvier, dans une mosquée située à l'intérieur du quartier général de la police de Peshawar, dans le nord-ouest du Pakistan, lorsqu'un kamikaze, qui a réussi à pénétrer dans le lieu de culte en déjouant la sécurité du périmètre, a déclenché les 10 à 12 kilos d'explosifs qu'il portait sur lui.

Le bilan est effroyable, à la mesure des dégâts provoqués par la déflagration, sous le souffle de laquelle le toit et un mur de la mosquée se sont effondrés. À l'heure où nous devons passer sous presse, il était d'au moins 100 morts et plus de 200 blessés, des policiers dans leur immense majorité.

Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière depuis plusieurs années au Pakistan. Le dernier attentat d'ampleur à avoir frappé Peshawar remonte à mars 2022. Un attentat suicide revendiqué par l'État islamique au Khorasan (EI-K), la branche régionale du groupe djihadiste, avait fait 64 morts dans une mosquée chiite.

C'est "une tragédie inimaginable", écrit le quotidien pakistanais **The Nation**. "Le Pakistan continue de saigner par la main des terroristes", dont l'objectif est "de pousser le pays - déjà sous le choc d'une grave crise économique - plus loin dans le bourbier du terrorisme, de l'extrémisme et de l'anarchie", renchérit **The Express Tribune**.

Les regards se sont rapidement tournés

vers le Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP), même si la piste d'un groupe dissident du TTP ou de l'EI-K n'est pas à exclure. Créée en 2007, ce groupe de talibans pakistanais a tué des dizaines de milliers de civils et de membres des forces de sécurité, avant d'être chassé des zones tribales par l'armée en 2014. Mais il est revenu en force ces derniers mois, galvanisé par l'arrivée au pouvoir des talibans à Kaboul, en août 2021.

Cet "attentat sauvage", écrit le quotidien pakistanais **Dawn** dans un éditorial publié au lendemain de l'attaque, "est un rappel inquiétant des ravages dont le TTP est capable".

À Peshawar, et plus largement dans la province du Khyber Pakhtunkhwa, frontalière de l'Afghanistan, dont elle est la capitale, la sécurité, qui était revenue après les années 2010, s'est à nouveau dégradée. Depuis quelques mois, les insurgés du TTP et de l'EI-K ont multiplié les attaques contre des patrouilles, des barrages ou des postes de police.

L'attentat de Peshawar a été condamné par l'ensemble du spectre politique. Cependant, rebondit **Dawn**, "plus que des pensées et des prières, ce qu'il faut maintenant, c'est de l'action, au moins en ce qui concerne la menace terroriste". Le journal appelant le gouvernement et l'opposition à "resserrer les rangs et [à] former un front uni", afin de "planifier et [d']exécuter une stratégie antiterroriste efficace".

"Si le gouvernement veut faire quelque chose" contre l'insécurité dans le Khyber Pakhtunkhwa avant que "les choses n'empirent", surenchérit **The Nation**, "ce doit être tout de suite, avant que les factions terroristes ne deviennent trop fortes".

— **Courrier international**



# 11,3 %

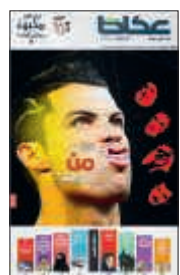
**C'EST LE TRÈS FAIBLE TAUX DE PARTICIPATION** enregistré pour le second tour des élections législatives en Tunisie, le 29 janvier, une semaine après un premier tour marqué par une abstention record de 89 %. Ce scrutin est un camouflet pour le président **Kaïs Saïed**, contre lequel les partis d'opposition (qui ont boycotté l'élection) ont appelé à une vaste alliance. Il illustre également le "sentiment de lassitude et de résignation" des Tunisiens face au déclin économique du pays et à la politique, estime **La Presse**.

## SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

## But contre l'islamisme



**ARABIE SAOUDITE** — L'arrivée de Cristiano Ronaldo dans le club saoudien d'Al-Nassr est une "gifle infligée à l'islam politique", s'enorgueillit Okaz.

Le quotidien local montre à sa une du week-end dernier le visage du célèbre joueur portugais faisant la grimace à quatre prédicateurs et figures de l'islam politique, dont le leader du Hezbollah libanais, pro-iranien, qui ont pour point commun d'avoir tous critiqué la venue de CR7 dans le royaume.

## La forêt aux indigènes

**BRÉSIL** — Les zones forestières à propos desquelles les peuples autochtones se sont vu accorder des droits de propriété souffrent moins de déforestation que celles où ils ne bénéficient pas de droits équivalents. C'est ce que montre une étude publiée le 26 janvier dans le journal scientifique **PNAS Nexus** sur la forêt atlantique, la deuxième forêt tropicale du pays après l'Amazonie. Après l'attribution de ces droits, la surface boisée a progressé de 0,77 % chaque année.

## Sous les eaux



**NOUVELLE-ZÉLANDE** — "Lessivée", peut-on lire à la une du **New Zealand Herald**, le 28 janvier, avec la photo

impressionnante d'un glissement de terrain montrant l'ampleur des dégâts causés par les inondations qui ont touché la région d'Auckland, une des principales villes du pays, pendant plusieurs jours. Selon un dernier bilan, au moins quatre personnes sont mortes dans des crues soudaines et autres éboulements provoqués par les fortes pluies qui se sont abattues sur le pays.

## ÉTATS-UNIS

# Tyre Nichols, martyr du "racisme systémique"

**Le meurtre de cet Africain-Américain par des policiers noirs montre la prégnance d'un racisme déshumanisant au sein des forces de l'ordre américaines, dénonce ce chroniqueur noir.**



— **USA Today** (extraits) McLean (États-Unis)

**V**ous voulez vraiment comprendre pourquoi tant de Noirs ne font pas confiance à la police, pourquoi nous avons des sueurs froides quand nous passons à proximité d'une voiture de police, ou que notre cœur s'accélère quand nous sommes arrêtés pour un contrôle, même si nous n'avons rien fait de mal, et pourquoi nous nous tournons vers nos enfants à l'arrière de la voiture pour les rassurer ?

Vous voulez vraiment comprendre pourquoi nous pensons que les policiers nous considèrent comme des animaux, de simples bêtes que l'on peut abattre, étrangler ou envoyer à la mort avec une rafale de balles dans le dos ou des coups de pied dans la poitrine ? Des moins que rien que l'on peut éliminer s'ils tiennent un sac de bonbons à la main ou un pistolet en plastique, ou bien souvent, sans aucune raison ? Vous voulez comprendre pourquoi nous pensons que les flics nous considèrent comme inférieurs aux Blancs ? Inférieurs à tous les autres êtres humains ? Inférieurs à la plus insignifiante des créatures ?

Si vous voulez vraiment comprendre, il suffit de regarder attentivement un passage de cette vidéo ignoble qui dure une heure et qui montre le passage à tabac, ou plutôt le meurtre, de Tyre Nichols. Tyre Nichols, 29 ans, est assis par terre, les mains menottées dans le dos. Il est couvert de sang et

gémît de douleur après avoir été roué de coups par les policiers, dont cinq seront ensuite inculpés pour meurtre au deuxième degré [intentionnel mais sans préméditation]. Il commence à basculer vers l'avant et un policier lui dit de se redresser. Pas la moindre trace de compassion à ce moment-là, et personne ne lui vient en aide. Les policiers sont debout devant lui et discutent entre eux comme s'ils venaient d'assister à un match de football américain Tennessee Titans.

Tyre Nichols recommence à s'affaïsser. Rappelons qu'il vient de se faire violemment tabasser. Et là encore, pas une once d'humanité de la part des policiers. Au contraire, l'un d'entre eux recom-

mence à s'en prendre à lui. À ce moment-là, on voit bien à quel point la vie d'un Noir ne compte pas pour ces policiers. À ce moment-là, on voit avec évidence à quoi ressemblent des siècles de déshumanisation, à quoi ressemble le mépris pour l'homme noir, et peu importe si les flics sont noirs eux aussi. Une fois que les flics noirs intègrent ce système, ils se déshumanisent comme les autres.

Plus tôt dans la vidéo, un des flics dit : "J'espère qu'ils vont le défoncer." La vidéo d'une caméra de surveillance montre un flic lui donner des coups de pied dans la tête. Un autre le frappe également au visage avec une sorte de matraque. Plus tard, on entend Tyre Nichols appeler sa mère.

La chronologie sanglante des interactions violentes entre la police et les Noirs couvre plusieurs siècles et comprend de

nombreux repères historiques. Les plus récents étant le passage à tabac de Rodney King en 1991 à Los Angeles et le meurtre de George Floyd à Minneapolis en 2020.

Le meurtre de Tyre Nichols vient s'ajouter à cette sinistre liste à cause de l'insensibilité et de la cruauté montrées par ces policiers. Nous nous en souviendrons comme l'un des spectacles les plus ignobles qu'il nous a été donné de voir en tant que nation. La police tue des Noirs dans tout le pays, de la côte Ouest à la côte Est, du Midwest jusqu'au Texas.

Le passage à tabac de Tyre Nichols a été comparé au passage à tabac de Rodney King. La différence, pourtant, c'est que les policiers qui tabassaient King ne savaient pas qu'ils étaient filmés. Alors que les policiers de Memphis étaient tous équipés de caméras piéton. Ils savaient que leurs agissements étaient enregistrés, et cela ne les a pas empêchés de se comporter avec brutalité.

Comment une banale arrestation en voiture peut-elle se transformer en exécution ? Les Noirs et les autres personnes de couleur le savent : c'est à cause de la couleur de leur peau. Pour l'instant, il n'y a même pas de preuve que Tyre Nichols avait commis une infraction. Certains policiers ne jugent pas utile d'avoir un motif valable pour nous arrêter. Nous ne sommes pas des Américains ou des citoyens comme eux. La Constitution n'a pas été écrite pour nous. Nous n'avons aucun droit.

Il y a une chose à ne jamais oublier : Tyre Nichols était une personne bien réelle. C'était un père de famille. Il aurait fait du skateboard. Il avait une vie. Sa vie avait un prix. Les vies noires comptent [référence au mouvement Black Lives Matter]. Même si la police pense le contraire.

— **Mike Freeman**  
Publié le 27 janvier

➤ Sur la portière : Police, servir et protéger, arrêter et inculper, juger, condamner et exécuter, le tout en moins d'une heure.

Dessin de **Danziger** paru dans **The Rutland Herald**, États-Unis.



**SUR NOTRE SITE**

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

**Il y a cent ans, la tragédie du massacre de Tulsa, en Oklahoma**

En mai 1921, Tulsa a connu deux jours de tueries racistes. Le **Smithsonian Magazine** revient sur ce lynchage, l'un des pires de l'histoire américaine, symbole des promesses brisées du rêve américain.



CONTROVERSE

# Doit-on encore apprendre à skier à nos enfants ?

Alors que des records de chaleur ont été battus en début d'année et que les stations de sport d'hiver ont de plus en plus recours aux canons à neige, ce quotidien bavarois s'interroge sur l'avenir du ski.

NON

## C'est une aberration écologique

—Süddeutsche Zeitung (extraits)  
Munich

Les séjours au ski ne sont pas forcément associés aux plus beaux souvenirs d'enfance. Pour les parents d'aujourd'hui, en tout cas, qui ont grandi dans les années 1970 et au début des années 1980, il y a de grandes chances que ce souvenir s'accompagne d'un frisson désagréable. À l'époque, il n'y avait pas tous ces équipements qui facilitent aujourd'hui un apprentissage émaillé de "gamelles". Les chaussures étaient des étaux qui nous comprimaient les pieds, on avait les doigts glacés, et personne ne nous faisait entrer dans un chalet à midi pour déguster un Kaiserschmarrn [spécialité des stations autrichiennes à base de pâte à crêpe et de compote] et un chocolat chaud. C'était un sandwich au fromage à moitié congelé, debout, à mi-pente.

Les enfants d'aujourd'hui sont bien mieux lotis que nous ne l'étions alors. Non, ce qui nous retient de les inscrire à des cours de ski, c'est que pour pratiquer cette activité, il faudrait que l'ingrédient de base soit au rendez-vous.

On est en tee-shirt à Noël, le Nouvel An a des airs de printemps, et l'on se pince en regardant à la télé le Neujahrsskispringen [concours de saut à ski du jour de l'an, organisé à Garmisch-Partenkirchen, en Bavière] : ce ruban blanc perdu dans un décor marronnasse – sommes-nous encore dans l'aberration ou déjà dans la dystopie ? Dans bien des stations, on stocke la neige dans des hangars quand elle tombe pour la ressortir plus tard. Pour que les canons à neige fonctionnent, le mercure doit tomber sous les -2 °C. Le jour de l'an, le thermomètre indiquait 20 °C.

Quand ils seront grands, les enfants qui verront des skis réagiront-ils comme nous aujourd'hui devant les dernières cabines téléphoniques ? "À quoi ça pouvait bien leur servir, autrefois ?"

Pour quelqu'un d'humble et d'un tant soit peu proche de la nature, la solution

paraît évidente. Pour profiter d'un loisir de plein air quel qu'il soit, il faut que les conditions soient réunies. Si elles ne le sont pas, on s'en passe. On ne fait pas du canoë en plein désert ni du kitesurf au milieu de la forêt et, à moyenne échéance, plus personne ne skiera sous les 3 000 mètres. Au vu des conséquences terrifiantes du dérèglement climatique, dont nous sommes responsables, c'est le cadet des soucis de l'humanité. D'autant que le ski, contrairement à d'autres sports, comme la natation (moyen de se prémunir contre la noyade) et le vélo (mobilité écoresponsable), ne nous fait pas avancer dans la vie, mais ne sert qu'à nous divertir.

Seulement voilà, quand on vit dans le sud de l'Allemagne, au pied des massifs, on voit souvent la chose différemment. Dès l'âge de 2 ans, on y dévale les pistes skis aux pieds. Et le jour où l'on fera pousser des kiwis sur le Kampenwand [massif bavarois qui culmine à 1 669 mètres], l'école organisera des classes de neige en Autriche, dans les stations les plus haut perchées. On reste dans la politique du canon à neige : quand ça ne passe pas, on fait en sorte que ça passe. On continue de skier, coûte que coûte.

Les exploitants de remontées mécaniques injectent des millions pour aménager la montagne toujours plus haut, fusionner des domaines et proposer plus de kilomètres de pistes. Les skieurs arrivent en voiture et émettent plus de CO<sub>2</sub> par personne et par jour que la préparation des pistes elle-même, comme l'a confirmé l'Agence autrichienne pour l'environnement. S'abstenir d'aller au ski, c'est donc agir pour l'écologie.

Celles et ceux qui veulent être écoresponsables viennent donc en train. Seuls pourront supporter un tel calvaire les parents qui n'ont pas besoin de se reposer, qui aiment l'aventure... et qui ont les reins solides. Car le ski est un luxe. Les forfaits journée à 50 ou 60 euros ne sont pas rares dans les grandes stations à peu près sûres d'avoir de la neige, et celles et ceux qui descendront dans un bon hôtel en période de vacances scolaires débourseront pour leur petite famille des sommes qui, voilà quelques années encore, leur auraient permis de faire l'acquisition d'une petite voiture d'occasion.

Ce n'est pas parce qu'on peut tout faire qu'il faut tout faire. Il existe suffisamment d'autres moyens d'amuser les enfants en hiver.

—Jochen Tensch

OUI

## C'est une expérience magique

Nous sommes lundi matin, la deuxième semaine de janvier, très tôt, à Munich. Le mercure indique 8 °C. Un genre de bourrasque automnale, froide et humide, fait balloter les pompons sur les bonnets. Le minibus Volkswagen gris anthracite de l'école de ski, avec à son bord six élèves de maternelle, s'apprête à se mettre en route pour un domaine skiable... en Autriche. Et pour cause : en Bavière, on ne voit pas l'ombre d'un flocon sur les hauteurs. Apprentissage du ski, pizzas, frites et tapis roulant attendent le petit bonhomme de 4 ans. Le séjour a été réservé juste au sortir des vacances d'été : l'hiver dernier, il enviait tellement son grand frère qui était allé faire du tire-fesses et dévaler les pistes.

Aujourd'hui, la question se pose : à l'heure du dérèglement climatique et de la crise énergétique, des glaciers qui fondent et de l'enneigement artificiel toujours plus prépondérant, est-il encore bien pertinent de mettre une nouvelle génération sur les skis ?

La vérité, c'est que si les parents d'un petit bonnet à pompon de 4 ans répondent à cette question par la positive, ce n'est pas pour des motifs raisonnables ni bien réfléchis. Si l'on apprend aux enfants à nager et à tenir sur un vélo, c'est pour qu'ils ne se noient pas et qu'on ne soit pas obligés de prendre la voiture à tout bout de champ pour les amener à leur entraînement de foot. Le ski, lui, ne fait pas partie de ces apprentissages élémentaires sans lesquels on serait sous-éduqué en Europe.

Si l'on répond encore par la positive à cette question, en 2023, c'est parce qu'on a, chevillée au corps, la conviction qu'il ne faut pas être toujours raisonnable dans la vie. Et parce qu'on a envie de vivre une expérience magique avec ses enfants. Car le ski est un sport merveilleux : on est au grand air toute la journée, dans l'idéal au soleil, même. Élégance et vitesse s'y marient mieux que dans la plupart des autres disciplines sportives. Et quand la neige tombe en abondance du ciel, métamorphosant les flancs de montagne en

pistes, le ski est aussi un sport de nature – avec des vues à couper le souffle sur des vallées enneigées et des sommets capuchonnés de blanc –, un sport qu'on pratique en famille, dès que les enfants ne sont plus cantonnés à la télécabine.

Un sport certes coûteux quand on écume les domaines skiabiles à huit à bord de télésièges chauffants, mais abordable pour les familles qui choisissent de petites stations moins cossues. Et moins cher encore, évidemment, quand on chausse les skis de randonnée pour grimper là-haut. Bien sûr, on peut vivre sans. Mais ce serait tout de même bien dommage d'y renoncer.

La question de l'avenir du ski s'inscrit dans le débat cardinal des années et des décennies à venir. Le fait que chacun doive renoncer à certaines choses, que les choses doivent changer si l'on veut faire face à l'urgence climatique, relève de l'évidence. Mais à quoi faut-il renoncer, au juste ? Et qui le décide ? Tout un chacun, en faisant preuve d'un bon sens élémentaire, ou le politique, en interdisant par exemple le moteur thermique ?

Le ski n'est pas le responsable n° 1 du dérèglement climatique, il en est une cause parmi d'autres. C'est un loisir qui est en train de passer de mode et qui ne sera vraisemblablement bientôt plus possible dans bon nombre de stations, car à 12 °C même les canons à neige de Hubert Aiwanger [homme fort de Bavière qui défend la neige de culture] ne sont d'aucune utilité. Si l'on en arrive un jour au point où l'on ne peut plus skier ni en Bavière ni en Autriche, voire si l'on n'y est plus autorisé, les amateurs de glisse n'auront plus qu'à se faire une raison.

Le jour où c'est fini, c'est fini. Mais on n'en est pas encore là.

—Katharina Riehl  
Publié le 13 janvier

SOURCE



SÜDDEUTSCHE ZEITUNG  
Munich, Allemagne  
Quotidien, 317 200 ex. (2021)  
sueddeutsche.de

Créé en 1945, le "Journal du sud de l'Allemagne" compte parmi les quotidiens suprarégionaux de référence du pays. De tendance libérale, il est un grand défenseur des valeurs démocratiques et de l'État de droit.

d'un  
continent  
à l'autre.

moyen-  
orient

Amériques.....	13
Afrique.....	16
France.....	18
Europe.....	20
Asie.....	22



# Monde arabe. La chute sans fin des monnaies



FOCUS

De la Turquie à l'Iran, en passant par l'Égypte, le Liban la Syrie et l'Irak, les monnaies dévissent dans toute la région et atteignent des plus bas historiques. Les situations locales ont notamment été aggravées par la guerre en Ukraine et la politique de la Réserve fédérale américaine.



↓ "Ce n'est pas que le cours des devises augmente... c'est que nous sommes en chute libre."  
Dessin de Ramsés, Cuba.

en partie par de nouvelles restrictions imposées par la Réserve fédérale américaine, [qui administre désormais les transferts de dollars et leur conversion sur le marché irakien].

Il s'agit pour Washington d'interdire l'accès au dollar pour les banques et entreprises accusées de blanchiment d'argent au profit [de l'Iran ou de ses alliés locaux]. Cela a provoqué un bond de la valeur du dollar à plus de [1 600 dinars].

Le rial iranien aussi subit les conséquences des sanctions américaines. Après la décision du président américain, Donald Trump, de renforcer ces sanctions, au moment du retrait de Washington de l'accord nucléaire en mai 2018, son cours s'est effondré.

D'environ 65 000 rials pour 1 dollar, il est tombé à 360 000 en septembre dernier. L'arrêt des négociations [sur le nucléaire iranien] en mars 2022 et les nouvelles sanctions américaines imposées

en raison de la répression féroce contre le mouvement de contestation l'ont affaibli davantage.

Cette dégringolade risque de se poursuivre en raison de la pression occidentale au sujet de la répression et des livraisons de drones iraniens aux Russes.

En réalité, ce sont toutes ces monnaies moyen-orientales qui

**La livre libanaise est dévalorisée de plus de 98 % par rapport au niveau d'avant la crise monétaire.**

—Asharq Al-Awsat  
(extraits) Londres

Depuis le début de l'année 2022, plusieurs pays du Moyen-Orient ont vu la valeur de leurs monnaies chuter dans des proportions inouïes par rapport au dollar américain.

En Égypte, la livre a ainsi perdu 58 % de sa valeur face au billet vert. Au Soudan, la monnaie nationale s'est dépréciée de 30 %. La monnaie turque, elle, a reculé de 41 % sur la même période ; le dinar irakien, de 14 %, tandis que le rial iranien – dans la tourmente depuis 2018 déjà – a connu un brusque effondrement de son cours à la fin de l'année dernière. La palme revient toutefois au

Liban. Là aussi, la crise monétaire est ancienne et remonte à 2019. Mais l'année 2022 a été particulièrement dramatique et s'est achevée avec une monnaie désormais dévalorisée de plus de 98 % par rapport au niveau d'avant la crise.

Toutes ces situations s'expliquent en grande partie par des facteurs externes. D'abord, la hausse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine [pour contrer l'inflation engendrée par la guerre en Ukraine], qui a provoqué des retraits de devises et des fuites de capitaux. Cette hausse a affecté la plupart des monnaies, à l'exception de l'euro, explique l'analyste financier [saoudien] Hamad Al-Olayan.

La progression des prix [à l'échelle internationale, notamment des denrées alimentaires et des hydrocarbures] a aggravé le phénomène d'érosion monétaire et le niveau d'inflation locale.

La pandémie du Covid avait déjà pesé sur les finances des pays en question et provoqué l'épuisement de leurs réserves en devises [nécessaire pour maintenir la valeur des monnaies locales face au dollar].

Mais il y a également des facteurs internes, ajoute l'analyste. En Égypte, par exemple, la chute de la monnaie a été aggravée par la décision de la banque centrale d'adopter un taux de change flexible, une des conditions du Fonds monétaire international

(FMI) pour l'octroi d'un nouveau prêt de 3 milliards de dollars [approuvé le 16 décembre].

La situation est encore plus dramatique au Liban, où la banque centrale a continué de relever le taux de change bancaire, le faisant passer de 32 000 à 38 000 livres pour 1 dollar [fin décembre]. Elle a justifié sa décision par la nécessité de maîtriser [l'écart avec le taux de change sur] le marché noir [qui s'élève à plus de 60 000 livres pour 1 dollar]. Là encore, l'effondrement de la monnaie a provoqué une très forte inflation, qui pèse lourdement sur la population [dont plus de 75 % vit désormais sous le seuil de pauvreté].

En Irak, la trajectoire erratique de la valeur du dinar s'explique

continueront probablement d'être sous pression durant l'année 2023, selon la plupart des économistes.

Mais la situation sera moins dramatique que l'année écoulée.

Les gouvernements ont en effet pris certaines mesures pour mieux résister. Et surtout, la hausse des prix des denrées alimentaires [et de l'énergie] est derrière nous.

Reste qu'il sera difficile pour ces pays de rétablir leurs monnaies aux niveaux d'avant la crise, conclut Hamad Al-Olayan. Il faudra de longues années pour rétablir la stabilité économique et reconstituer les réserves en devises étrangères.

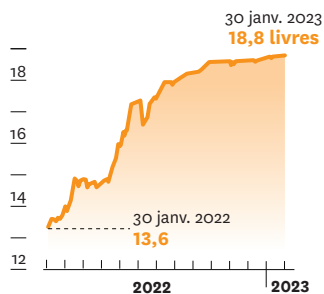
—Mohamed Al-Moutairi  
Publié le 3 janvier



### Vu de Turquie

#### Cours du dollar en livres turques

Taux sur le marché des changes officiel



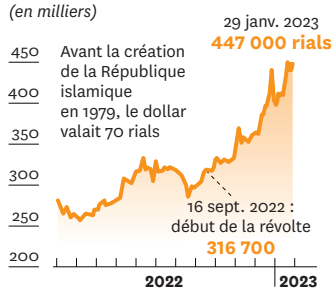
SOURCE : BOURSORAMA



### Vu d'Iran

#### Cours du dollar en rials iraniens

Taux sur le marché des changes officiel (en milliers)



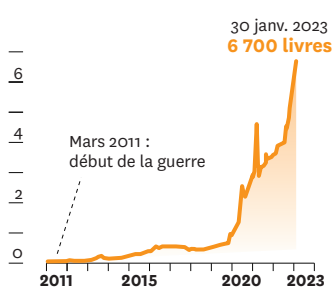
SOURCE : BONBAST



### Vu de Syrie

#### Cours du dollar en livres syriennes

Taux au marché noir (en milliers)



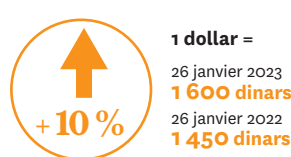
SOURCE : KARIM SHAAR



### Vu d'Irak

#### Cours du dollar en dinars irakiens

Taux au marché noir



Le taux de change officiel est toujours fixé à 1 450 dinars mais le taux de 1 600 est pratiqué dans les bureaux de change. Le gouverneur de la Banque centrale a été démis de ses fonctions le 23 janvier 2023.

## Des pattes de poulet contre l'inflation

**Égypte.** Pour faire face à la hausse des prix, les autorités incitent la population à consommer ces morceaux de volaille.

Alors que les prix des produits alimentaires en Égypte ne cessent de grimper, sur fond d'une dégringolade monétaire sans précédent depuis un an, les autorités ont appelé la population à favoriser la consommation de pattes de poulet, une alimentation promue comme "saine pour le corps et le budget", rapporte **The Wall Street Journal (WSJ)** dans un reportage sur la situation socio-économique du pays.

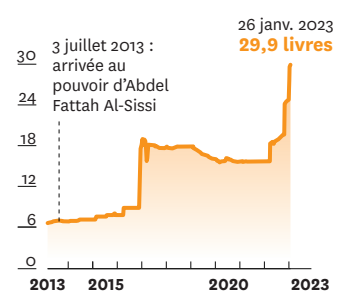
La monnaie nationale a atteint en janvier un nouveau plus bas historique, à plus de 32 livres pour 1 dollar, avant de se stabiliser autour de 30 livres, marquant ainsi une baisse de 43 % de sa valeur par rapport au billet vert depuis mars 2022 et de 75 % depuis le putsch d'Abdel Fattah Al-Sissi, en juillet 2013.

Outre des facteurs internes, notamment une dette élevée, et la pression du Fonds monétaire international (FMI) pour faire flotter le régime monétaire, en partie à l'origine de cette dévaluation, le pays est frappé de plein fouet par la guerre en Ukraine, qui a entraîné une sortie massive de capitaux, "estimée à 20 milliards de dollars", selon le WSJ.

Celle-ci a aggravé le phénomène de dévaluation monétaire et d'inflation, pesant sur la sécurité alimentaire et →12

#### Cours du dollar en livres égyptiennes

Taux sur le marché des changes officiel



SOURCE : BOURSORAMA

## De mauvais choix de politique monétaire

● Après avoir limogé plusieurs présidents de la banque centrale et ministres de l'Économie, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a pris lui-même la barre de la politique monétaire du pays. Son choix, en rupture avec les théories économiques dominantes, de baisser au lieu d'augmenter les taux d'intérêt a plongé la Turquie dans une spirale inflationniste. En 2022, l'inflation a ainsi atteint 67 %, selon des chiffres officiels, cités par le quotidien islamonationaliste **Yeni Safak**. Des chiffres contestés par l'Enag, un groupe de travail constitué d'économistes indépendants, qui estime l'inflation à 137 % en 2022, selon le quotidien de gauche **Birgün**. La livre turque a chuté de plus de 38 % face au dollar à la fin janvier 2023, sur un an. La banque centrale n'hésite pas à puiser largement dans ses réserves en devises pour freiner cette baisse. En 2022, elle a pu compter sur le soutien des banques centrales russe, qatarie et émiratie.

## La contestation accélère la chute

● Depuis le rétablissement des sanctions américaines en 2018, la monnaie nationale ne cesse d'atteindre des seuils historiques, une chute accélérée par le soulèvement, depuis septembre, contre le pouvoir. Le rial a ainsi perdu plus de 53 % de sa valeur en un an, passant d'environ 280 000 rials pour 1 dollar à près de 430 000. Selon un rapport du ministère du Travail publié début janvier et cité par le journal économique **Donyay-é Eghtessade**, l'inflation continue de grimper alors qu'elle avait déjà atteint un record historique en 2021, à 40 %. Cela a pour conséquence l'accélération de la paupérisation de la population : désormais, 25,6 millions d'Iraniens (sur 83 millions d'habitants) vivent au-dessous du seuil de pauvreté, selon le rapport. Une situation qui risque d'empirer au vu de la répression menée par le pouvoir. Ainsi, les restrictions d'accès à Internet pourraient mettre en péril l'emploi de 12 millions de personnes, a récemment averti l'ancien porte-parole du gouvernement Ali Rabiei.

## Une monnaie décimée par douze ans de guerre

● "Coupures d'électricité, pénuries de carburant, effondrement de la monnaie et inflation galopante... Près de douze ans après le début du conflit, la majorité des Syriens peinent à survivre", rapporte le quotidien libanais **L'Orient-Le Jour**. Selon l'ONU, neuf Syriens sur dix vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté. "L'une des principales sources de leurs maux est la chute sans précédent de la valeur de la livre." Avant le début du conflit en 2011, 1 dollar valait 47 livres syriennes. Après plusieurs dévaluations ces dernières années, le taux officiel s'élève désormais à 2 512 livres pour 1 dollar. Et il atteint plus de 6 000 livres sur le marché noir. Cette dégringolade, que la crise libanaise et les sanctions occidentales ont accélérée, a entraîné une inflation sans précédent. Selon le Programme alimentaire mondial, les prix des denrées alimentaires ont été multipliés par près de douze au cours des trois dernières années.

## Une aggravation due aux Américains

● Alors que le taux officiel reste fixé à 1 470 dinars pour 1 dollar, la monnaie nationale se déprécie depuis trois mois, le billet vert se négociant chez les changeurs autour de 1 600 dinars, soit une hausse de plus de 10 %. En cause, explique le site **Middle East Eye**, la mise en place, par la Réserve fédérale américaine (Fed), d'un mécanisme de contrôle des opérations bancaires irakiennes pour lutter "contre la corruption et la contrebande de dollars", notamment après la découverte du "vol du siècle", à savoir le retrait frauduleux de 2,5 milliards de dollars d'un compte du fisc irakien. La Fed a ainsi décidé de bloquer des transferts qu'elle juge douteux, notamment vers l'Iran voisin, cible de sanctions internationales. Conséquence : une raréfaction du dollar sur le marché local, entraînant une dépréciation du dinar et, par suite, une inflation des prix (+7 % en 2022), pesant sur le pouvoir d'achat des Irakiens, dont 25 % vivent sous le seuil de pauvreté.



✓ Sur les pancartes : La semaine dernière. La semaine prochaine.  
Dessin de Martirena, Cuba.

11 ← entraînant de nouveaux segments de la population dans la pauvreté. “La livre égyptienne a connu la troisième plus mauvaise performance dans le monde, après la roupie sri-lankaise et le peso argentin”, indique le *Wall Street Journal*. Conséquence : “L’inflation a atteint près de 19 % en novembre, et les économistes s’attendent à ce qu’elle culmine à 25 % d’ici à mars”, précise le journal américain.

Sur le terrain, ce bond des prix alimentaires – “30 % (en un an)

### Ce bond des prix alimentaires contraint certains Égyptiens à sauter des repas.

à la fin de novembre” – se fait largement ressentir, et contraint les Égyptiens à ne plus consommer certains produits, y compris les œufs, voire à sauter des repas.

Selon Mohamed Wahba, représentant des bouchers à la chambre de commerce du Caire, cité par le *WSJ*, les ventes de viande ont chuté d’environ 25 % au cours du mois dernier.

Ahmed Qutb, 53 ans, risque de fermer son étal de volaille, faute de clients. “Le poulet est désormais pour les riches”, lâche-t-il. “Le fait que le gouvernement dise aux gens de manger des pattes de poulet montre à quel point il n’a pas réussi à gérer la crise”, déplore de son côté Mahmoud Ibrahim, 55 ans, professeur de sport dans un lycée.

Outre la viande et le poulet, les Égyptiens consomment aussi moins de légumes et de fruits, comme “les carottes, les pommes de terre, les oignons et les oranges”, affirme Hanem Mohamed, un primeur âgé de 62 ans. *Ces jours sont les pires. Même les enfants comprennent que nous n’avons pas beaucoup de revenus, alors ils mangent ce qui est disponible.*

Face à cette situation, de plus en plus d’Égyptiens songent à quitter le pays. C’est le cas de Hagar Khaled, 30 ans, qui compte déménager aux Émirats arabes unis, où travaille son frère.

Ceux qui restent s’enfoncent chaque jour un peu plus dans la misère. Environ 60 % des 100 millions d’Égyptiens vivent désormais au-dessous ou juste au-dessus du seuil de pauvreté. —

## “Un salaire ne suffit pas pour une semaine”

**Liban.** En proie à une chute historique de la monnaie, la population et les réfugiés syriens s’effondrent chaque jour un peu plus dans la pauvreté.



—Raseef22 (extraits)  
Beyrouth

**A** proximité de champs, le long d’un chemin bourbeux, des étals couverts de bâches s’étendent à perte de vue. C’est jour de marché à Rayak. Les vendeurs, qui s’égosillent pour attirer le chaland, passent de ville en ville, un jour à Rayak, un autre à Baalbek, puis à Zahlé... Partout, l’affluence reflète la réalité de cette plaine de la Bekaa – dans l’est du Liban, près de la frontière syrienne – qui rassemble Libanais et réfugiés syriens sous le même signe de la pauvreté.

Dans le passé, ces marchés populaires étaient seulement fréquentés par les classes défavorisées. Mais aujourd’hui ils constituent un recours pour la majorité des habitants de la région pour faire face à la terrible crise économique qui frappe le Liban.

Ils s’y rendent pour faire leurs emplettes en produits de second choix, fripes et fruits et légumes quasi périmés.

À l’étal d’Abou Mohammad Al-Halabi, quinquagénaire originaire de Syrie, les vêtements sont vendus à partir de 10 000 livres libanaises (0,18 dollar), et les plus chers valent 100 000 livres – l’équivalent d’environ 2 dollars sur le marché noir.

L’équivalent en neuf, dans une boutique, reviendrait au moins à 300 000, voire 1 million de livres.

Des prix désormais hors de portée pour la plupart des gens, explique Abou Mohammad Al-Halabi. “La majorité des clients sont des réfugiés syriens et des familles de militaires libanais”, affirme-t-il.

La femme d’un soldat raconte qu’elle ne fréquentait que rarement ce genre de marché avant la crise [qui dure depuis 2019]. “Depuis l’effondrement de la livre libanaise, le salaire de mon mari ne suffit même pas pour une semaine.” Désormais, elle y va régulièrement pour “acheter au kilo

les produits nécessaires pour les enfants, aussi bien les fruits et légumes que les vêtements pour aller à l’école”.

Ali, originaire d’Idlib, en Syrie, vend du parfum. “Une façon de faire plaisir à moindre prix, selon lui. Le prix d’un flacon commence à 2 000 livres [0,35 euro].” Fahd



REPORTAGE



Beydoun, militaire au sein de l’armée libanaise, est venu justement pour en acheter. “J’en mets quand je vais au travail, mais mon salaire mensuel ne suffit plus pour en acheter en magasin.”

Avant la crise, il n’aurait jamais songé à fréquenter cet endroit. Mais de nos jours, pour nourrir sa famille de quatre enfants, il est contraint d’y aller pour acheter des légumes abîmés, quitte à en couper les parties impropres à la consommation. “Voilà à quoi nous sommes réduits, soupire-t-il. Et ça va aller de mal en pis.”

Dans son rapport annuel sur le Liban, le Programme alimentaire mondial (PAM) alerte sur la progression de la pauvreté et de l’insécurité alimentaire, aussi bien parmi les Libanais que parmi les réfugiés syriens.

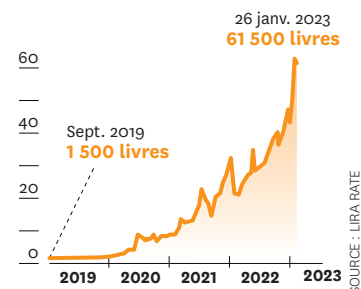
### Les habitants se rendent dans ces marchés pour acheter des produits quasi périmés.

Ainsi, près de 1,3 million de Libanais, soit environ un tiers de la population, et 700 000 réfugiés syriens sont aujourd’hui confrontés à une “insécurité alimentaire aiguë”, un nombre pouvant atteindre respectivement 1,46 million et 800 000 d’ici à avril prochain.

Et le rapport de rappeler que “88 % des réfugiés syriens vivent dans l’extrême pauvreté” [tandis que plus de 75 % des Libanais vivent sous le seuil de pauvreté, contre moins de 30 % avant la crise].

“Les besoins les plus basiques sont devenus inaccessibles du fait de l’inflation” à trois chiffres [sur les trois dernières années].

Cours du dollar en livres libanaises  
Taux au marché noir (en milliers)



SOURCE : LIRA RATE

Dans ce contexte dramatique, où “toutes les institutions se sont effondrées”, seule l’armée libanaise arrive plus ou moins à tenir debout, souligne l’économiste Eli Yachoui.

Le commandant en chef de l’armée, Joseph Aoun, a réussi, grâce au recours à des aides internationales, à maintenir le versement des salaires. Mais tous les corps de l’armée n’ont pas bénéficié de ce privilège. Selon l’économiste, il faudrait par conséquent assurer à tous les employés de l’institution militaire [vecteur de stabilité sécuritaire dans un pays où les tensions intercommunautaires restent élevées] un niveau de vie correct, car “la pauvreté progresse” au sein de l’armée, alerte-t-il.

Et Eli Yachoui d’accuser le gouverneur de la banque centrale du Liban, Riad Salamé, d’avoir spolié les dépôts bancaires des simples citoyens, ce qui a causé une paupérisation à grande échelle et les a obligés à fréquenter ces marchés pour nourrir leurs familles et pour protéger leurs enfants contre le froid mordant en cette saison d’hiver [la quatrième depuis le début de la crise].

—Hasan Sendian  
Publié le 4 janvier

SOURCE



RASEEF22

Beyrouth, Liban  
raseef22.net

En arabe, raseef signifie “trottoir”, comme celui de cette rue qui gronde depuis le déclenchement des révoltes, en 2011. Et 22, c’est le nombre de pays membres de la Ligue arabe. Fondé au Liban en août 2013, Raseef22, bilingue arabe-anglais, est certainement l’un des meilleurs de ces nouveaux médias.



amériques

# États-Unis. Les recrues au régime sec

Du fait d'une obésité toujours plus répandue, l'armée de Terre américaine a du mal à trouver des candidats aptes au service. Elle a donc lancé son propre programme de remise en forme.

—The Economist Londres

Il y a quelques mois, Michael Devey, 22 ans, obèse et sans abri, entrainé dans un bureau de recrutement de l'armée de terre de Sacramento, en Californie. Prêt à tout pour avoir enfin un lit et un revenu, il avait très envie de s'engager mais savait que son poids l'en empêcherait. Il se trouve que c'était son jour de chance : un programme visant à remettre en forme les recrues en surpoids venait d'être lancé. Michael Devey a signé à l'endroit prévu à cet effet et est parti quelques semaines plus tard à Fort Jackson, en Caroline du Sud, dans un camp d'amaigrissement.

L'armée américaine manque désespérément de bras. Elle n'a recruté que 75 % des effectifs qu'elle visait l'année dernière. Vingt-trois pour cent seulement des 17-24 ans sont aptes au service, soit une partie minime des candidats.

Le nombre d'Américains qui remplissent les critères scolaires et physiques requis est en diminution, et l'enseignement



travailler, ce qui a entraîné un retard en lecture et en maths. Pour s'engager, un homme de 20 ans mesurant 1,78 mètre doit peser moins de 81,6 kilos. Les candidats peuvent dépasser de 6 % leur seuil pondéral, qui est fonction de l'âge, du sexe et de la taille. Ils ont alors quarante-quatre

jours pour perdre leurs kilos en trop avant de passer à la formation de base. Ils ont droit pour cela à un programme d'exercices physiques matinaux associés à des cours de pleine conscience, de nutrition, de résilience et de sommeil. Huit cent cinquante recrues sont passées par ce programme jusqu'à présent. Aucune n'a raté son objectif.

“Cours préparatoire”. L'armée a pris conscience en juillet qu'elle ne remplirait pas ses objectifs annuels de recrutement – tant s'en faut – et a lancé le Cours préparatoire du futur soldat afin de remettre les corps en forme. “Les choses sont allées très vite, déclare le général John Kline, le responsable de la formation. Personne n'avait rien vu venir.” Ce programme en deux volets permet à des candidats qui auraient été déclarés inaptes de perdre du poids ou de

travailler, ce qui a entraîné un retard en lecture et en maths. Pour s'engager, un homme de 20 ans mesurant 1,78 mètre doit peser moins de 81,6 kilos. Les candidats peuvent dépasser de 6 % leur seuil pondéral, qui est fonction de l'âge, du sexe et de la taille. Ils ont alors quarante-quatre

jours pour perdre leurs kilos en trop avant de passer à la formation de base. Ils ont droit pour cela à un programme d'exercices physiques matinaux associés à des cours de pleine conscience, de nutrition, de résilience et de sommeil. Huit cent cinquante recrues sont passées par ce programme jusqu'à présent. Aucune n'a raté son objectif.

Ceux qui maigrissent trop vite – par exemple en mangeant trop peu – sont surveillés de près par les sergents instructeurs. Il ne leur servira pas à grand-chose de changer à court terme parce que le poids des soldats est suivi pendant toute leur carrière. Une personne qui se retrouve

deux fois en surpoids en un an peut être renvoyée définitivement. Même si les forces armées recrutent bien plus de soldats venant de familles prospères qu'il y a cinquante ans, les recrues qui participent au Cours préparatoire du futur soldat sont en général assez pauvres. Et les études montrent que les enfants issus de foyers moins aisés ont plus de probabilités d'être gros.

**Au menu : exercices physiques matinaux, et cours de pleine conscience et de nutrition.**

Le programme est un aperçu du vieux rêve américain : il offre à des adolescents fauchés la possibilité de faire une carrière, de bénéficier d'avantages, d'obtenir un crédit immobilier et, au bout de vingt ans de service, de percevoir une pension à vie. Michael Devey rêve de voir son père – qui vit dans un centre d'hébergement et peut à peine marcher tellement il est gros – bénéficier de sa couverture santé militaire.

Si l'armée a aujourd'hui du mal à recruter à cause de l'obésité des jeunes, ce problème n'a rien de nouveau aux États-Unis. En 1960, John F. Kennedy, qui était à l'époque président élu, avait écrit un article dans *Sports Illustrated* sur le mauvais état de santé des enfants du pays. Une étude réalisée par le Columbia Presbyterian Hospital [de New

↳ Dessin de Vlahovic, Serbie.

York] venait de conclure que les enfants américains étaient bien plus susceptibles que les jeunes Européens d'échouer à des tests de force physique. “Une telle mollesse chez le citoyen peut contribuer à détruire la vitalité d'un pays”, commentait Kennedy.

**Obésité infantile.** Soixante ans et quelques plus tard, les choses sont bien pires. Le taux d'obésité des enfants a quadruplé, et plusieurs États ont supprimé les cours d'éducation physique dans les écoles publiques. D'après un sondage, près de la moitié des Américains ont pris du poids entre février 2020 et février 2021 – un peu plus de 13 kilos en moyenne. Les enfants sont, eux aussi, devenus plus gros : la part des enfants et adolescents obèses est passée de 19 à 22 %.

Le Cours préparatoire du futur soldat ne réglera pas le problème de l'armée. Les écoles et les parents pourraient en faire davantage pour que les enfants s'activent et mangent correctement bien avant qu'un recruteur se manifeste. L'armée tente de s'adapter à l'Amérique; mais celle-ci doit corriger le tir. —

Publié le 12 janvier



**SUR NOTRE SITE**  
courrierinternational.com

**Les Américains vivent de moins en moins longtemps**

L'espérance de vie aux États-Unis n'a cessé de reculer : elle est désormais inférieure à celle des Chinois. Une crise profonde, pourtant largement ignorée à Washington, note le **Financial Times**.



L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.  
À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

## PÉROU

# Aux morts d'Ayacucho

Le 15 décembre, 10 personnes ont été tuées par l'armée dans la région. Pour raconter leur histoire, ce photographe a rencontré leurs proches.

**A**u Pérou, la mobilisation ne faiblit pas. Presque deux mois après l'arrestation de l'ex-président Pedro Castillo, on ne dénombre pas moins de 50 tués au cours des manifestations, la plupart sous les tirs des forces de l'ordre. Des milliers de Péruviens réclament la démission du gouvernement de Dina Boluarte, l'organisation d'élections et des changements profonds dans le système politique et social. Pour tenter de ramener le calme, la présidente cherche désormais à obtenir du Parlement des élections anticipées dès octobre prochain suivies d'une refonte de la Constitution de 1993.

La crise a commencé le 7 décembre, quand le président Castillo a tenté de dissoudre le Congrès – ce qui n'est pas permis par la Constitution – et d'instaurer un gouvernement d'exception. Mais il s'est retrouvé seul : ni l'armée ni la police n'ont obéi à ses ordres. Il a été destitué puis arrêté, sous l'accusation de rébellion et de conspiration, et sa vice-présidente lui a succédé.

Dans les jours qui ont suivi, le département andin d'Ayacucho est devenu l'un des épicycles de la tragédie : le 15 décembre, la répression militaire féroce a coûté la vie à dix personnes. Ces images publiées par le site catalan **Revista 5W** et commentées par leur auteur péruvien livrent un témoignage saisissant sur un conflit encore brûlant qui révèle l'énorme fracture économique et politique du Pérou.

— **Courrier international**



## Les photos

### OMAR LUCAS

Ce photographe péruvien entretient une relation très intime avec Ayacucho : depuis 2018, il y réalise un reportage photographique sur la remise aux familles des corps des disparus dans la guerre civile qui a sévi au Pérou de 1980 à 2000 entre l'armée et le groupe terroriste Sentier lumineux.

Quelques jours après le massacre du 15 décembre 2022, Omar Lucas s'est rendu à Ayacucho pour rendre visite aux familles dont des proches ont été tués lors des manifestations. Il voulait savoir comment ils étaient morts, mais aussi découvrir l'endroit où ils vivaient. Il s'agit d'une région frappée par une "extrême pauvreté" et dont la situation n'a guère changé en trente ans, souligne-t-il.



↑ Ricardina Arango a perdu son fils. Edgar, 51 ans, a été tué d'une balle par l'armée à la porte de chez lui. Sa famille dit qu'il ne participait pas aux manifestations et qu'il était sorti pour aider un blessé. Photos Omar Lucas/Revista 5W.



↑ Luis Miguel Urbano Sacsara avait 22 ans; une balle lui a perforé le dos et traversé le cœur. Il se rendait chez sa compagne au moment des affrontements avec les militaires. Sa mère montre une pièce d'uniforme qu'il portait pendant son service militaire.



↗ Une famille décimée. Narcisa Yucra [photo de gauche] a été assassinée par des membres du Sentier lumineux dans les années 1980. Son arrière-petit-fils, Luis Aguilar Yucra [à droite], a été tué par les militaires durant les manifestations. ↑ Germán Sañudo, à l'endroit où son fils Josué est tombé, le 15 décembre, sous les balles des militaires.



↑ La chambre de Josué Sañudo Quispe chez ses parents. Il louait un studio non loin, mais il revenait trois ou quatre fois par semaine chez eux. Il avait 31 ans et est mort victime d'un coup de feu le 15 décembre. Son père assure qu'il rentrait simplement chez lui. ↑ Nilda García tient dans le creux de sa main les douilles retrouvées à l'endroit où son fils de 23 ans, Clemer Rojas, a été retrouvé mort. Alors qu'il était sorti manifester, deux balles lui ont perforé le foie et un rein.



afrique

# Burkina Faso.

## Les femmes paient le prix fort

L'enlèvement d'une soixantaine de femmes fait craindre un changement de stratégie des groupes armés terroristes, s'inquiète ce site burkinabè. Car cette escalade symbolique n'est pas sans rappeler les précédents syrien ou nigérian.



—Lefaso.net Ouagadougou

Les 12 et 13 janvier 2023, les groupes armés ont fait un acte inédit dans notre pays : ils ont enlevé une cinquantaine de femmes [61 selon certaines sources] de la commune d'Arbinda [dans la province de Soum, dans le nord du pays, une région située dans la zone dite des "trois frontières", entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, où sévissent principalement les groupes armés et terroristes]. Les femmes sont celles qui paient le plus lourd tribut de cette guerre depuis 2015.

Elles sont violentées dès qu'elles s'aventurent en brousse. C'est pour cette raison qu'elles y vont en groupe, mais les assaillants voulaient plus cette fois et surtout par cet acte symbolique de rapt immense, un message est adressé aux hommes du

Burkina. Ils nous disent que non seulement ils sont les maîtres de la brousse, mais aussi de nos femmes.

**Vulnérabilité.** C'est vraiment un sentiment d'extrême vulnérabilité qui nous habite tous quand on voit le délitement sécuritaire du pays. Qui sont ceux qui ont enlevé les femmes d'Arbinda ? Quel sera leur sort aux mains de leurs ravisseurs ? Pourquoi ces femmes n'ont-elles eu pour seul recours que de braver la mort pour aller chercher des feuilles et des fruits pour nourrir leur famille ? Sommes-nous capables, aujourd'hui, d'organiser un convoi de ravitaillement terrestre dans les zones à forts défis sécuritaires ?

Ce sont des résistantes qui viennent d'être enlevées aux environs d'Arbinda il y a une semaine. Elles ont refusé d'abandonner

leurs terres, villages, habitations, et maigres biens, pour prendre les routes et aller ailleurs vivre de mendicité. Ce sont des résistantes abandonnées de tous, principalement de l'État burkinabè, du gouvernement et de tous ceux qui ont en charge la sécurité du pays et de ses habitants. Ces femmes vivaient l'enfer mais ne baissaient pas les bras, ne courbaient pas l'échine et cherchaient par tous les moyens à vivre libres chez elles, sur la terre de leurs ancêtres.

Elles ont été enlevées par des hommes armés, probablement un des groupes terroristes qui nous disputent le territoire. Dans cette partie du pays qui fait partie du Liptako-Gourma, aussi appelé la zone des trois frontières, il y a le GSIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans), affilié à Al-Qaida au Maghreb islamique, et l'État islamique au grand Sahara (EIGS). Les enlèvements de femmes et de jeunes filles sont un mode opératoire usité de l'État islamique, et sa franchise africaine Boko Haram, au Nigeria, est connue pour l'enlèvement de jeunes pensionnaires d'un collège à Chibok, au Nigeria [dans la nuit du 14 au 15 avril 2014, 276 lycéennes, la plupart chrétiennes, avaient été enlevées]. L'État islamique l'a pratiqué en Irak et en Syrie.

**Ce sont des résistantes abandonnées de tous, principalement de l'État burkinabè.**

Selon un communiqué du 18 janvier 2023 du Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples (MBDHP), lu sur sa page Facebook, ce sont en bonne proportion des jeunes filles qui ont été enlevées. "Suite à ces informations, le Mouvement a établi une liste, non exhaustive, de soixante et une (61) femmes enlevées, dont au moins vingt-six (26) âgées de moins de 18 ans."

L'enlèvement n'a pas été revendiqué, comme la plupart des opérations des groupes armés depuis ces dernières années. Les groupes terroristes qui se sont adonnés à ces actes odieux comme Boko Haram et l'EIGS n'ont jamais caché que [les femmes] étaient destinées à servir comme esclaves sexuelles ou à être mariées de force à leurs combattants.

Le gouvernement est face à un nouveau problème que le pays n'a pas encore connu ? Il faut libérer ces femmes au plus vite pour que le pire n'arrive pas. Notre pays, pour l'instant, n'a aucune expérience connue de nous de libération d'otages des mains de groupes terroristes. Naturellement, les libérations sous Blaise Compaoré ne comptent pas puisque nous étions le médiateur choisi par eux et roulant pour eux.

Pourquoi ces femmes sont-elles allées en brousse ? Elles sont allées chercher

des fruits sauvages comestibles et des feuilles. C'est de cela qu'elles nourrissent leur famille car, depuis novembre 2022, il n'y a plus rien à manger à Arbinda, situé à 90 kilomètres de Djibo, chef-lieu de la province du Soum, dont il dépend et qui vit aussi souvent sous le blocus des terroristes sans ravitaillement.

Arbinda est aussi éloigné de 104 kilomètres du chef-lieu de la région, Dori. La situation d'embargo était connue des autorités, des lanceurs d'alerte avaient interpellé les autorités, et la population, en désespoir de cause, avait pillé un magasin de la Sonagess [Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire du Burkina Faso] qui avait des vivres entreposés à Arbinda.

**Une armée muette.** Voilà près de deux mois que nous refusons de porter secours à nos sœurs et frères en détresse, et les premiers en cause sont ceux qui sont en responsabilité. C'est la faim qui a poussé ces femmes en brousse, et c'est l'absence de ravitaillement du village qui est la cause première.

Depuis le drame de Gaskindé, le 26 septembre 2022 [un convoi alimentaire de 207 véhicules avait été attaqué par un groupe djihadiste près de cette commune de la région du Soum. L'attaque avait été revendiquée par Al-Qaida], aucun convoi terrestre de ravitaillement n'a été organisé. Notre armée reste muette sur ses défaillances. On se demande si elle recherche la rationalité qui se cache derrière ses défautes. C'est en démêlant les fils du pourquoi et du comment que l'on avance et que l'on apprend de ses erreurs. Sinon on se condamne à vivre les mêmes erreurs du passé et à avoir une peur bleue de la reproduction de l'événement traumatique.

C'est normal, c'est humain que le nom d'Arbinda et la route d'Arbinda fassent peur parce qu'ils évoquent des drames de notre guerre, des moments où nous avons accusé d'énormes pertes, en 2019. Lors d'une attaque du détachement militaire le 24 décembre 2019 qui a fait 35 morts chez les civils dont 31 femmes et 7 FDS (Forces de défense et de sécurité, 4 gendarmes et 3 militaires). L'attaque a duré trois heures et a été repoussée par l'intervention de l'aviation laissant 80 terroristes au sol.

Arbinda, c'est aussi le souvenir douloureux de l'attaque d'un convoi de civils escorté par les FDS et les VDP (Volontaires pour la défense de la patrie) [citoyens engagés volontaires dans la lutte contre les groupes terroristes], le 18 août 2021, sur l'axe Gorgadji-Arbinda. La douleur est toujours vive car le triste bilan est de 65 civils, 15 FDS et 6 VDP décédés suite au guet-apens des groupes terroristes.

Est-ce que ce sont ces souvenirs traumatiques qui empêchent d'organiser le

ravitaillement ? Pourquoi l'armée n'essaie pas d'associer le maximum de gens à la recherche de solutions, peut-être que des compétences existent dans le civil pour convoier des vivres dans ces zones ? En lançant un appel d'offres, elles verraient les solutions proposées et les nouvelles idées pour organiser la sécurité des convois. Si on doit dépendre du PAM [Programme alimentaire mondial] pour ravitailler nos populations, c'est encore un abandon de notre souveraineté.

Car en le faisant nous-même, nous luttons pour la sauvegarde de notre bien, de notre territoire, de notre pays. Le président du MPSR II [Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration, nom pris par les militaires qui ont pris le pouvoir après le coup d'État du 24 janvier 2022], le capitaine Ibrahim Traoré, s'est présenté comme celui qui parle du côté des populations qui n'ont rien à manger, qui mangent des herbes (*sic*) [allusion à un discours au cours duquel Ibrahim Traoré avait déploré la famine qui touche certaines populations sous blocus : "On fait la fête à Ouaga, [tandis que] des gens mangent l'herbe."], il avait le visage détendu et heureux à l'université Joseph Ki-Zerbo face aux étudiants qu'il a quittés il y a une dizaine d'années [Ibrahim Traoré y a été étudiant], c'est vrai que tout est urgent, mais la sécurité est plus urgente.

En disant cela, on ne demande que ce que le MPSR I [après le coup d'État du 24 janvier 2022, Paul-Henri Sandaogo Damiba prend le titre de président] et II [Ibrahim Traoré prend la tête du MPSR par un autre coup d'État, le 30 septembre 2022.] ont promis : se consacrer prioritairement à la lutte contre l'insécurité, qui connaît des accès de fièvre dans tout le nord du pays, de l'Est à l'Ouest. Selon des informations de dernière minute de l'AIB [l'Agence d'information du Burkina], les femmes auraient été retrouvées [ce 20 janvier]. Nous attendons les détails à venir, et maintenons la présente analyse.

— Sana Guy

Publié le 22 janvier

SOURCE



LEFASO.NET

Ouagadougou, Burkina Faso  
lefaso.net

Fondé en 2003 par le journaliste, essayiste et chercheur Cyriaque Paré, Lefaso.net est un média en ligne généraliste du Burkina Faso. Ses articles équilibrés et ses reportages fouillés lui permettent de se présenter comme le "premier site d'informations en ligne au Burkina Faso".

## “Un camouflet de plus pour la France”

Le rappel de l'ambassadeur de France par le Quai d'Orsay et le retrait demandé par les autorités burkinabè de la force française Sabre sont salués par la presse locale. Mais le pays pourrait céder aux sirènes de Moscou.

**L**e Burkina, une arête dans la gorge de Jupiter”, affichait en une ce 26 janvier le quotidien **L'Observateur Paalga**. “Divorce”, “rupture”, voire “seconde décolonisation” sont des termes qui reviennent aussi dans la presse burkinabè pour désigner les relations tumultueuses entre Paris et son ancienne colonie. Le 26 janvier, le Quai d'Orsay a annoncé le rappel de son ambassadeur au Burkina Faso, Luc Hallade. Pas franchement une surprise. En début de semaine, le porte-parole du gouvernement burkinabè avait déclaré avoir réclamé le remplacement de ce diplomate et avoir “reçu toutes les assurances que les autorités françaises [accéderaient] à cette demande”, rappelle le site **Burkina 24**. Sauf que cette annonce intervient au lendemain d'une autre déclaration du Quai d'Orsay. Le 24 janvier, il a en effet accusé réception de “la dénonciation par le gouvernement burkinabè de l'accord de 2018 relatif au statut des forces françaises présentes dans ce pays”. En clair, la force française Sabre a un mois pour plier bagage à compter de cette date. Composée d'environ 400 hommes et chargée des opérations spéciales au Sahel, elle est stationnée depuis 2010 à Kamboinsin, en périphérie de Ouagadougou.

“S'assumer”. “C'est un camouflet de plus pour la France dont la politique paternaliste, hégémonique et ambivalente a fini par ancrer dans l'opinion publique burkinabè le sentiment que les objectifs de sa présence militaire au pays des Hommes intègres [traduction de “Burkina Faso”] ont toujours été flous et n'ont jamais été conformes aux intérêts du pays”, résume **Le Pays**.

En toile de fond de ce désamour : la crise sécuritaire. Dans ce pays frontalier du Mali, les groupes djihadistes n'ont cessé de resserrer leur étau depuis 2015. Et les forces françaises “visiblement et en théorie” plus “aptées” à lutter contre ces assaillants n'ont pas mieux fait que les Burkinabè, constate le quotidien d'État **Sidwaya**. Il rappelle l’“euphorie” du président Macron qui avait déclaré au lendemain de la signature de l'accord militaire de 2018 : “La France restera un partenaire indéfectible face à ce défi qui peut s'entendre

simplement par : aider les Forces de défense et de sécurité (FDS) à avoir le dessus sur des terroristes.” Cinq ans plus tard, maugrée **Sidwaya**, quand l'ambassadeur de France à Ouagadougou “demande à ses compatriotes vivant sur le sol burkinabè de ne pas fréquenter certaines villes du pays, quand la France peint le pays en rouge, synonyme de destination à ne pas fréquenter, cela sonne comme un aveu d'échec”.

“Le moment est venu, pour le Burkina, de s'assumer et de compter sur ses propres forces”, reprend **Le Pays**. Un argument retentissant à Ouagadougou, où les nouvelles autorités issues du putsch du

30 septembre (le deuxième en huit mois), ont recruté 50 000 civils pour suppléer l'armée dans la lutte antiterroriste, les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP).

Cette singularité de la stratégie de défense burkinabè devrait d'ailleurs limiter les comparaisons à l'envi entre le Burkina et le Mali, selon **Aujourd'hui au Faso**. Certes, il y a des deux côtés un “divorce acté” avec Paris, un départ des forces françaises, un “coup dans le coup” d'État, une “lutte pour la souveraineté”, avec une jeunesse qui exige de la France qu'elle “brûle ses scories néocoloniales”.

Il y a, enfin, un rapprochement avec Moscou, et des murmures quant à l'arrivée imminente du groupe Wagner. Mais “Wagner n'est pas encore au Burkina”, et “la ministre des Affaires étrangères burkinabè [...] s'est écriée le 23 janvier : “Notre Wagner ce sont les FDS et les VDP””, note le quotidien ouagalais.

*L'Observateur Paalga* se montre plus prudent : “S'il y a bien quelqu'un qui doit être en train de boire du petit-lait, c'est le Russe Evgueni Prigojine, le chef du groupe Wagner, qui entend faire du Burkina son nouvel eldorado.”

— **Courrier international**

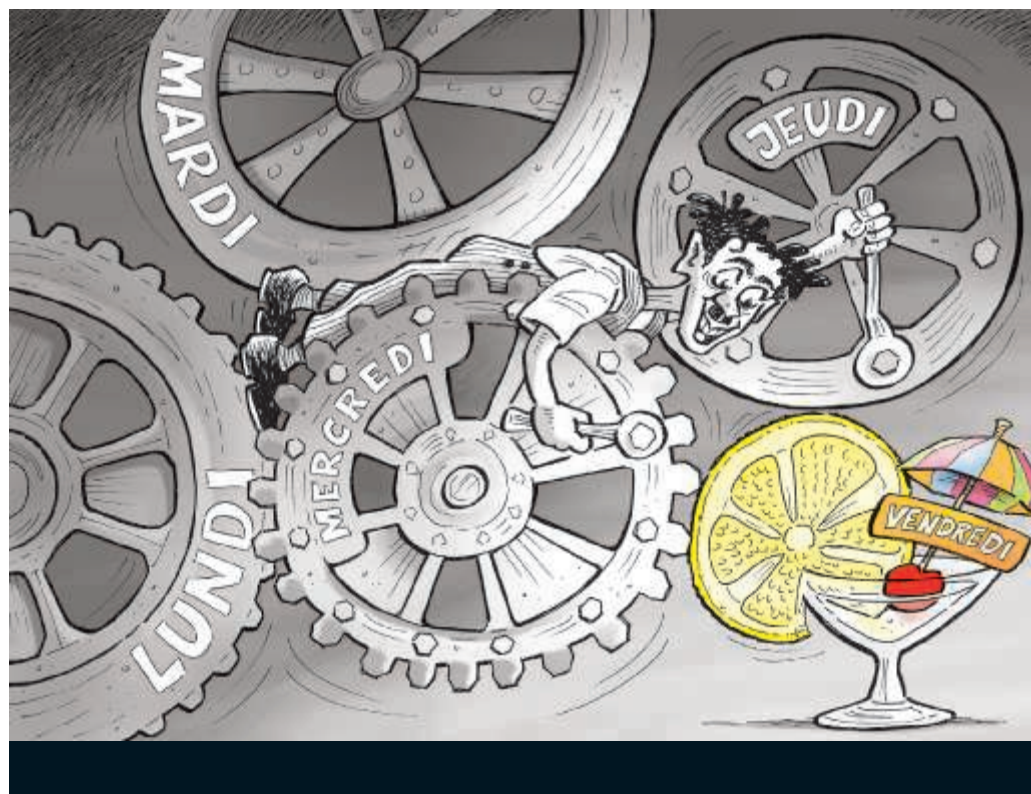




france

# Retraites. Pourquoi les Français contestent si fortement le projet

Impressionnée par l'intransigence des manifestants contre la réforme des retraites, cette journaliste américaine tente d'expliquer à ses lecteurs le fossé qui existe entre la mentalité française et la mentalité nord-américaine en matière de relation au travail et de richesse.



—The Atlantic (extraits)  
Washington

Si vous voulez mieux comprendre pourquoi les Français s'opposent en majorité au report du départ à la retraite de 62 à 64 ans, il suffit de se pencher sur l'énorme manifestation de la semaine dernière.

“La retraite avant l'arthrite”, pouvait-on lire sur une pancarte écrite à la main. “Laissez-nous vivre avant de mourir”, disait une autre. Un manifestant d'un certain âge était déguisé comme le banquier du Monopoly, avec un haut-de-forme, une cravate noire et un cigare. “C'est la fin des haricots”, disait-il à la foule.

Le président [Emmanuel Macron] a été réélu facilement

l'année dernière, en partie sur la promesse d'une refonte du système des retraites, même si son parti a perdu sa majorité parlementaire peu après. Au premier abord, son argumentaire était très simple, presque mathématique : puisque les Français vivent plus vieux, il n'y aura pas suffisamment d'actifs pour cotiser et payer les pensions de tous les retraités.

Mais alors pourquoi les Français se braquent-ils autant sur cette réforme apparemment

**La France a beau être un pays capitaliste prospère, sa population se méfie du libéralisme.**

nécessaire et peut-être même inévitable ?

Sans doute parce qu'ils ont déjà fait des concessions sur l'âge de la retraite il n'y a pas si longtemps. En 2010, le président de droite Nicolas Sarkozy avait réussi à reculer l'âge de départ de 60 à 62 ans, en dépit d'une forte mobilisation.

Mais c'est surtout parce que les Français ont une conception toute particulière du travail et de la retraite. En tant qu'Américaine, je trouve leur point de vue aussi contradictoire que rafraîchissant. Et il mérite d'être exposé auprès de ceux qui y sont étrangers et probablement opposés.

La France a beau être un pays capitaliste prospère, sa population se méfie du libéralisme.

En 2019, une enquête d'opinion révélait que deux tiers des sondés avaient une opinion “plutôt mauvaise” ou “très mauvaise” du capitalisme. Le Parti communiste français, autrefois très puissant, est désormais un acteur très minoritaire de la vie politique, mais il participait encore au gouvernement jusqu'à la fin des années 1990 et n'a pas complètement disparu. Le parti compte encore une dizaine de députés à l'Assemblée nationale et des centaines de maires, notamment dans les petites villes.

Le scepticisme des Français à l'égard de l'économie de marché s'inscrit dans une tendance plus large qui consiste à réduire les questions politiques à une bataille entre patrons et salariés. Une vision très répandue à l'extrême gauche et à l'extrême droite, qui à eux deux ont remporté 45 % des voix lors du premier tour de la présidentielle. Dans ce sondage de 2019, 81 % des électeurs d'extrême gauche disaient avoir une opinion négative du capitalisme, et 72 % au sein de l'extrême droite.

**Choisir son “camp”.** Le bouillonnant Jean-Luc Mélenchon, à la tête du parti d'extrême gauche La France insoumise, appelle au contraire à baisser l'âge de la retraite à 60 ans. Quand l'homme d'affaires milliardaire Elon Musk a tweeté son soutien à la réforme des retraites de Macron la semaine dernière, Mélenchon lui a rétorqué : “Choisissez votre camp. Le capital ou le travail.”

Les milliardaires comme Musk sont aussi critiqués aux États-Unis, évidemment. Mais quand mes enfants apprenaient à lire, mes amis leur offraient des biographies de Steve Jobs et Bill Gates adaptées à leur âge. En 2016, les États-Unis ont élu un milliardaire pour président et nous avons tendance à considérer les chefs d'entreprise comme des modèles à suivre qui ont mérité leur fortune.

En France, en revanche, les riches et ceux qui sont perçus comme leurs amis sont les personnes à abattre. D'où le M. Monopoly de la manifestation. Dans un sondage de 2020, 82 % des personnes interrogées disaient que les riches n'avaient pas bonne réputation, notamment parce qu'ils sont soupçonnés de ne pas vouloir payer leurs impôts.

✓ Dessin d'Alex paru dans La Liberté, Fribourg (Suisse).

Macron est d'ailleurs appelé le “président des riches” parce qu'il a passé presque quatre ans dans une banque d'investissement française [Rothschild]. Ensuite, sa première décision, ou presque, en tant que président en 2017 a été d'abolir l'impôt sur les grandes fortunes, une taxe sur les patrimoines supérieurs à 1,3 million d'euros – une décision destinée à faire revenir les riches en France (Macron l'a remplacé par un nouvel impôt sur la fortune immobilière pour les contribuables dont le patrimoine immobilier – net de dettes –

**Les riches et ceux qui sont perçus comme leurs amis sont les personnes à abattre.**

dépasse 1,3 million d'euros, mais la création de cet impôt a été moins médiatisée).

Au début de son mandat, Macron a également fait passer une loi qui facilitait les licenciements – et il s'est décrédibilisé quand, peu après, il a dit à un jardinier au chômage qu'il n'avait qu'à “traverser la rue” pour trouver un emploi dans un hôtel, un café ou un restaurant. Une émission de télévision a ensuite suivi le jeune homme, qui a traversé de nombreuses rues sans réussir à décrocher le moindre boulot. (À la décharge de Macron, le chômage en France a depuis lors baissé.)

Autre cible des manifestants de la semaine dernière : Bernard Arnault, à la tête du conglomérat de luxe LVMH et actuellement l'homme le plus riche du monde, devant Elon Musk, bien trop distrait par Twitter. “Ma retraite se passera bien”, pouvait-on lire sur une autre pancarte satirique de manifestants, à côté d'une photo de Bernard Arnault. Une autre version aurait pu être “Donnez-leur de la brioche”.

Dans le débat sur les retraites, cette vision du monde se traduit par la conviction que le gouvernement veut faire payer les travailleurs tout en épargnant les plus riches. “L'argent est là ; mais ce sont toujours les mêmes qui en profitent”, lance un infirmier rencontré dans la manifestation. Pour lui, la France a largement les moyens de payer les retraites “en répartissant l'argent entre les plus riches et les moins riches”.

“Il y a cette idée que les réformes se feraient exclusivement au détriment des travailleurs, explique Dominique Méda, professeure de sociologie à l’université de Paris Dauphine, qui étudie les comportements à l’égard du travail. *Tout cela intervient dans un contexte de profits record des grandes entreprises et de hausse délirante de la fortune des milliardaires. Cela met les gens en colère.*”

Un autre facteur, avancée-elle, c’est la culture des entreprises en France. De nombreuses personnes commencent leur vie active en pensant se rendre utile et s’épanouir dans leur travail, mais, selon ses recherches, “*Les employés disent trop souvent qu’ils ne servent à rien, qu’ils sont invisibles, qu’ils sont des pions. Et, pour nombre d’entre eux, cela explique évidemment leur désir de quitter la vie active au plus vite.*”

Leur solution ? S’unir contre une autre figure du pouvoir : l’État. Les grèves et les manifestations à l’échelle nationale [du 19 janvier] – les plus importantes depuis l’arrivée de Macron au pouvoir – ont pour une fois réussi à mettre d’accord les principaux syndicats français.

Si les manifestants avaient l’air mécontents de leur sort, quand j’ai dit à un groupe de personnes que j’étais américaine, ils étaient horrifiés : “Oh, là là”.

**Solidarité nationale.** “*Je ne pourrais jamais vivre là-bas, vraiment pas, me lance une autre infirmière, 47 ans et mère de trois enfants. Nous, les Européens, nous avons l’impression que là-bas il n’y a que l’argent qui compte, le fric. Il n’y a pas de solidarité et c’est une honte.*” En France, dit-elle, “*le type qui se lève tous les matins et nettoie les rues a autant droit que les autres à notre reconnaissance.*”

Les Français n’ont pas toujours attendu avec autant d’impatience la retraite. Dans les années 1960, cesser de travailler était une sorte de “*mort sociale*”, comme l’a écrit Vincent Caradec, un sociologue français qui étudie le vieillissement. La plupart des actifs à l’époque étaient des hommes, qui prenaient généralement leur retraite à 65 ans et mouraient à 70.

Tout a commencé à changer en 1982, quand le président socialiste François Mitterrand

## Décryptage

### Passer par le référendum ?

●●● En France, le gouvernement affronte la colère de la rue. “*Macron fait le dos rond, tandis que l’hostilité à la réforme des retraites prend de l’ampleur*”, titrait **Bloomberg** à la veille de la deuxième grande journée de mobilisation contre la réforme, le 31 janvier – jour de notre bouclage, retrouvez les réactions de la presse étrangère sur notre site –, Comme le rappelle le site financier, 72 % des Français se déclarent contre cette réforme, alors qu’ils n’étaient que 59 % au début de l’année. “*En proie à un scepticisme grandissant, les Français restent sourds aux tentatives d’expliquer le bien-fondé financier et économique du projet, ainsi que les concessions destinées à protéger les plus démunis*”,

estime **Bloomberg**. Cette même observation inspire une autre idée à **Blick** : “*Donner la parole aux Français sur les retraites ne devrait pas être tabou.*” Pour le site suisse, vu l’ampleur de la colère populaire, un référendum “*sur une question aussi essentielle pour les Français que l’âge de départ à la retraite aurait du sens*” et devrait être plébiscité par la population. En 2019, elle était en effet favorable à 77 % au recours à un référendum d’initiative citoyenne. Refuser d’envisager une telle issue à l’actuel bras de fer est pour **Blick** “*une défaite de la pensée, des élites et de leur capacité de pédagogie politique*” : “*Une bonne partie des élus ont aujourd’hui peur de ce peuple qui bouillonne.*”

a abaissé l’âge de la retraite de 65 ans à 60 ans. À la fin des années 1990, la nature des emplois et l’espérance de vie avaient tellement changé que de nombreuses personnes pouvaient espérer vivre encore vingt ans après leur départ à la retraite. Ce qui a fait naître l’idée que la retraite devrait être un temps d’accomplissement de soi et de détente – le fameux troisième âge de la vie.

Profiter d’une longue retraite est alors devenu un droit fondamental et une réalité de la vie. Impossible d’échapper aux retraités français à Paris : ils sont partout et arpentent les musées et les supermarchés en pleine journée quand ils n’accueillent pas leurs petits-enfants pour les vacances. “*Nous sommes*

**“Les employés disent trop souvent qu’ils ne servent à rien, qu’ils sont invisibles, qu’ils sont des pions.”**

**Dominique Méda,**  
PROFESSEURE DE SOCIOLOGIE

très attachés à notre modèle social”, explique la sociologue Dominique Méda.

[Leur système de retraites et ses] privilèges n’ont pas l’air d’être excessifs aux yeux des Français. Au contraire, ils jugent leurs avantages beaucoup plus civilisés et humains. Malgré les déficits et les manquements du système des retraites, les Français y sont très attachés et ils sont convaincus que la “*solidarité nationale*” doit être défendue. “*En matière de santé, d’éducation et de retraites, nous savons que nous sommes privilégiés et c’est ce que nous voulons protéger*”, explique une autre infirmière de 56 ans.

Le gouvernement a l’intention de faire examiner le projet de loi par l’Assemblée nationale début février et espère obtenir un vote avant la fin du mois d’avril. Dans le cas contraire, Macron pourrait essayer de faire passer sa réforme en ayant recours à un décret présidentiel.

— **Pamela Druckerman**  
Publié le 25 janvier

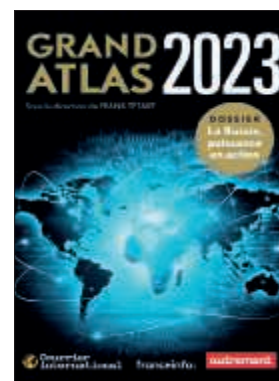
\* En français dans le texte.

## NOTRE SÉLECTION

Pour commander,  
scannez le code QR



Ou sinon rendez-vous sur notre site :  
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>



19,90€\*

Collection dirigée par  
Frank Tétart Format

### Grand Atlas 2023

Le Grand Atlas 2023 fait le point sur l’actualité géopolitique mondiale. Les 50 thèmes abordent les enjeux politiques de l’année, les conflits en cours et les défis de la mondialisation. En plus, un dossier spécial pour fêter les 10 ans.

- Format : 20 x 29,5 cm
- 144 pages

### L’agenda 2023

La rédaction de  
**Courrier international**  
à imaginé pour vous  
un agenda original.

- Septembre 2022 à décembre 2023
- Format : 145 mm x 210 mm
- 144 pages
- Une double page par semaine
- Couverture rigide
- Ruban marque-page

9,90€\*



Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu’au 30/6/2023 \* Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>



europe

# Suède. Qui décide vraiment à l'Otan ?

L'autodafé d'un exemplaire du Coran lors d'un rassemblement d'extrême droite, à Stockholm, a donné l'occasion au président Erdogan de fermer encore un peu plus la porte à l'adhésion du royaume à l'Otan.



—Berlingske (extraits)  
Copenhague

Curieusement, le Suédois Rasmus Paludan est peut-être le plus beau cadeau que pouvait souhaiter Recep Tayyip Erdogan. Si l'on regarde les événements du week-end [du 21-22 janvier] avec les yeux du président turc, et sous un angle cynique, le scénario ne pourrait être mieux écrit. Car l'autodafé d'un exemplaire du Coran par l'extrémiste de droite représente bien plus que la profanation d'un livre sacré un samedi après-midi dans la capitale suédoise. Cet épisode vient en effet à point dans l'histoire d'un président turc en difficulté, alors que des élections approchent et qu'une visite turque à Washington a échoué la semaine précédente.

Lorsque Rasmus Paludan s'est présenté derrière les barrières installées devant l'ambassade

de Turquie à Stockholm, une rangée de caméras l'attendaient pour le filmer sur fond de contre-manifestations. Une fois les images du Coran brûlé diffusées dans de nombreux pays, des sympathisants d'Erdogan et des manifestants ont explosé de rage.

Avant même l'autodafé du Coran, l'issue de la demande d'adhésion de Stockholm à l'organisation militaire était incertaine. La Turquie accuse depuis longtemps la Suède d'accueillir des "terroristes" kurdes, de soutenir des partis de cette minorité et de ne rien faire pour empêcher les manifestations contre la Turquie et, en particulier, contre son président.

Depuis qu'elles ont déposé leurs candidatures simultanées

**La Turquie est un membre important de l'Alliance atlantique.**

à l'Otan, en mai 2022, la Suède et la Finlande n'en ont pas moins courtisé la Turquie, s'évertuant à dire et à faire ce qui pourrait amener Erdogan à appuyer leurs demandes.

Le gouvernement suédois savait que l'acte de Paludan serait susceptible d'envenimer la situation. Aussi, une fois l'acte réalisé, le Premier ministre suédois, Ulf Kristersson, est-il vite monté au créneau pour faire son possible. Souligner que la liberté d'expression et le droit de manifester sont inscrits dans la Constitution suédoise et, en même temps, condamner fermement l'autodafé, qu'il a jugé irrespectueux.

Mais le mal était fait. Dans les rues de Turquie, des manifestants brûlaient déjà le drapeau suédois devant les caméras. Et plusieurs personnalités politiques du pays musulman exprimaient leur colère contre la Suède et la profanation du Coran.

↳ Recep Tayyip Erdogan : "Les Kurdes, s'il vous plaît."  
Dessin de Tasos Anastasiou, Grèce.

Ainsi, grâce à Rasmus Paludan, Erdogan a entre les mains une affaire qui est devenue celle de toute la Turquie. Avec la Suède comme ennemi commun. Cela tombe à pic pour Erdogan : les élections présidentielle et législatives turques auront lieu le 14 mai, et le chef de l'État et son parti sont en difficulté. La crise économique fait rage, l'inflation atteint des sommets et la population s'appauvrit.

La crise économique et la pauvreté sont de mauvais ingrédients dans une bataille électorale, surtout quand on veut remporter la victoire. Le président en est bien conscient, et c'est pourquoi tout ennemi extérieur, comme la Suède ou Rasmus Paludan, est le bienvenu lorsqu'on veut éclipser la réalité et détourner la colère sur d'autres.

**Ennemi bienvenu.** Le président Erdogan s'oppose donc maintenant ouvertement à l'adhésion de la Suède à l'Otan. On est dès lors en droit de s'interroger : qui, en réalité, prend les décisions au sein de cette organisation ?

L'accord unanime des 30 États membres est nécessaire pour tout élargissement de l'Alliance atlantique à de nouveaux pays. On peut penser ce qu'on veut du bien-fondé de ce principe, la Turquie et son président l'exploitent aujourd'hui à fond.

L'exercice de son droit de veto par Erdogan contraint le secrétaire général de l'Alliance atlantique et, surtout, les États-Unis à faire des heures supplémentaires en vue de faire entrer la Suède et la Finlande dans le giron de l'Otan sans trop heurter la Turquie.

Cette dernière est en effet un membre important. Le pays dispose de la plus grande armée d'Europe et a été essentiel, pendant de nombreuses années, pour la défense de tout le flanc sud de l'Otan, notamment lorsque l'Union soviétique existait encore. Ankara met des bases à la disposition des États-Unis et de ses armes nucléaires.

Cependant, la Turquie est devenue, ces dernières années, une source d'irritation pour l'Otan et les États-Unis. Les ambitions politiques d'Erdogan au Moyen-Orient l'ont placé dans des situations périlleuses à l'occasion d'agissements en Syrie ou en Libye, tout en heurtant plusieurs États arabes. Et quand

Ankara a attisé le vieux conflit qui couve toujours avec la Grèce, cela n'a pas amélioré les relations avec les États-Unis.

Ces dernières années, la décision d'Erdogan d'abandonner l'achat de systèmes américains de défense aérienne et d'opter pour les systèmes S-400 russes a provoqué la colère des États-Unis. Au point que les Américains ont instauré un embargo sur les armes.

Revenons à l'autodafé du Coran et à la demande d'adhésion de la Suède. La Turquie peut se servir de ce conflit pour ramener les États-Unis à la table des négociations. Car les réunions du ministre des Affaires étrangères turc à Washington, les 17 et 18 janvier, n'ont rien donné.

Le dernier coup d'Erdogan est peut-être ce qui accélérera les véritables négociations. Car les États-Unis veulent que la Suède et la Finlande entrent dans l'Otan. Il va donc falloir trouver une solution. Ce ne sera sans doute pas avant les élections turques. Mais après, toutes les parties devraient voir l'intérêt d'aboutir à un accord.

—Peter Suppli Benson  
Publié le 23 janvier

## Helsinki avant Stockholm ?

●●● Candidates à l'Otan depuis mai 2022 en raison de l'invasion russe de l'Ukraine, la Suède et la Finlande se heurtent au veto turc - même si le président Erdogan s'est dit prêt le 29 janvier "à envoyer un message différent concernant la Finlande". C'est surtout l'attitude de la Suède qui déplaît à Ankara, en raison de son soutien traditionnel aux Kurdes. Le nouveau gouvernement suédois, installé en octobre, se veut constructif. Pour lui, il est impératif que le pays bénéficie au plus vite de la protection accordée à tout membre de l'Otan. Mais la destruction par le feu d'un exemplaire du Coran fin janvier a enterré tout espoir d'une solution rapide. La Finlande a laissé entendre qu'elle "pourrait demander à entrer dans l'Otan avant son partenaire suédois", constate le quotidien de Stockholm Svenska Dagbladet.

ARMÉNIE

# Au carrefour des menaces

Selon cet éditorialiste d'opposition, l'Arménie et le Haut-Karabakh, abandonnés de tous, pourraient devenir, après l'Ukraine, le prochain champ de bataille des puissances régionales.

CARTOON MOVEMENT



— **Novoïe Vremia** (extraits)  
Erevan

Eugène Ionesco, père du théâtre de l'absurde, n'aurait pu rêver lui-même scène aussi absurde et grotesque que celle offerte par la célébration de ce Nouvel An : centre d'Erevan "décoré" de milliers de lumières et guirlandes, musique tonitruante, discours du Premier ministre faisant le bilan d'une croissance économique extraordinaire et de la prospérité inégalée des Arméniens, restaurants et bars bondés, foule béate arpentant les rues et admirant ce panoptique. Où était l'Artsakh – le Haut-Karabakh – affamé dans tout ça? Les milliers de morts et de blessés? Le sentiment d'une nouvelle guerre et de nouvelles pertes à venir, humaines et territoriales? La conscience du fait que ce carnaval grotesque pourrait être le dernier Nouvel An de l'histoire du pays? Aucune trace de tout cela.

Que nous promet l'année 2023, si 2022 ne nous a pas donné la moindre lueur d'espoir concernant l'amélioration de la situation du Haut-Karabakh et de l'Arménie? L'idée fumeuse des partisans de Nikol Pachinian [le Premier ministre] de rendre à Bakou le Haut-Karabakh comme

gage de "sécurité" de l'Arménie continue son chemin. En réalité, seuls les traîtres et les idiots peuvent encore croire aux intentions soi-disant pacifistes affichées par Ilham Aliiev, le président de l'Azerbaïdjan, et les Turcs. C'est pourtant la ligne martelée par le parti Contrat civil, sous la houlette de l'"infaillible" Pachinian lui-même. La multiplication des voyages touristiques à l'étranger de notre pseudo-dirigeant aux frais de l'État, prétendument pour y négocier le statut du Haut-Karabakh et un "traité de paix", devient insupportable.

**Impuissance.** Il y a encore quelques années, c'est le cachot qui l'attendait [il a été condamné à la prison en 2009 pour participation aux manifestations contestant les résultats de l'élection présidentielle de 2008, puis amnistié en 2011]. Et le voilà maintenant invité à serrer la pince des leaders du monde. Lors d'une conférence de presse, le 10 janvier, Nikol Pachinian a franchement admis sa propre impuissance politique, se déclarant dans l'incapacité d'assurer la sécurité de l'Arménie et du Haut-Karabakh, qu'il a abandonnés depuis longtemps.

Selon ses propres dires, le président azerbaïdjanais Aliiev et ses

partenaires turcs se moquent éperdument de ses déclarations. À son refus d'organiser en Arménie les exercices militaires de l'OTSC [Organisation du traité de sécurité collective, structure placée sous la tutelle de Moscou, dont l'Arménie fait partie], il a trouvé une explication incroyable : la Turquie et l'Azerbaïdjan auraient pu considérer ces exercices comme une menace. Or il ne voulait surtout pas les irriter.

Enfin... Qu'il aille en paix. Ce qui nous préoccupe, c'est le sort de l'Arménie et du Haut-Karabakh, au-dessus duquel s'amoncellent les nuages d'une catastrophe mondiale. La région se prépare activement à une nouvelle guerre, mais cette fois avec l'implication – directe ou indirecte – d'acteurs mondiaux. Le risque est réel que

**La Russie s'est comportée dans notre région de manière très prudente, voire lâche.**

l'Arménie et l'Azerbaïdjan, même sans le vouloir, deviennent le champ de bataille où viendront régler leurs comptes l'Occident, la Turquie en tandem avec Bakou et Israël, d'une part, et l'Iran possiblement soutenu par la Russie et l'Inde, d'autre part.

Ce n'est pas pour rien qu'Aliiev construit des aérodromes militaires à un rythme effréné, principalement dans les territoires occupés du Haut-Karabakh, dont l'Azerbaïdjan n'a clairement pas besoin, mais qui pourraient se révéler utiles dans une guerre globale. La Russie, enlisée en Ukraine, s'est jusqu'à présent comportée

dans notre région de manière très prudente, voire lâche, redoutant d'ébranler le sultan plein de zèle de Bakou. Ce comportement a renforcé l'argumentaire de toutes les forces antiruses en Arménie, qui n'ont pas manqué d'accuser l'allié de trahison et d'impuissance. On peine à trouver des arguments à leur opposer : la Russie contribue largement au renforcement des sentiments antiruses.

**Optimisme.** Pour l'instant, on tient le coup. Le Haut-Karabakh tient le coup. Dans la région assiégée, on continue à travailler dans les vignes. Cet exemple de résilience et d'optimisme des habitants restera dans l'histoire : les pages sur la trahison des élites du pays côtoieront les pages sur l'incroyable abnégation de la population. Difficile de briser la volonté du peuple du Haut-Karabakh. Mais combien de temps cela peut-il durer?

Alors que la guerre n'est même pas déclarée, nos soldats meurent sur la frontière par dizaines, par centaines, dans le silence assourdissant des autorités de l'Arménie, de l'OTSC, de l'ONU et de toute la communauté internationale. Difficile de dire quelle sera la note finale de cette nouvelle année – une ode à l'héroïsme du peuple arménien qui sera sorti victorieux d'une nouvelle catastrophe ou un requiem pour l'Arménie, qui ne sera jamais devenue un État souverain indépendant, parce que ce même peuple aura toujours voté pour des crapules et des démagogues. Le choix entre l'ode et le requiem revient à chacun d'entre nous.

— **Armen Vatian**  
Publié le 11 janvier



## Le Haut-Karabakh asphyxié

●●● Affaibli et déboussolée à l'issue de la deuxième guerre du Karabakh, en 2020, l'Arménie se heurte à l'appétit territorial de l'Azerbaïdjan.

Le 12 décembre, sous le prétexte de vérifier le fonctionnement des mines (d'or et d'argent, notamment) du Haut-Karabakh, des "militants écologistes indépendants" azerbaïdjanais ont bloqué la seule route reliant la petite république au monde extérieur, à savoir l'Arménie. Cet axe est sous la responsabilité des Casques bleus russes depuis

le 10 novembre 2020, date de l'accord tripartite de cessez-le-feu signé entre Erevan et Bakou sous l'égide de Moscou. Bloqués depuis quarante-cinq jours, les Arméniens du Haut-Karabakh subissent des pénuries alimentaires, de produits de première nécessité, de médicaments, de carburant, sans compter qu'ils sont régulièrement privés de gaz et d'Internet, et que l'électricité est rationnée. "Les intentions de Bakou sont claires, a déclaré le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, au Conseil des ministres du 26 janvier, cité par le site arménien **Verelq** :

"Porter à son paroxysme la pression économique et psychologique dans le Haut-Karabakh, puis ouvrir le corridor de Latchine (voir carte) pendant quelques jours en espérant que les Karabakhis quittent leurs maisons en masse. C'est une politique ouverte de nettoyage ethnique." Le pays voisin lorgne aussi le sud de l'Arménie, notamment la région de Siounik, où les troupes azerbaïdjanaises sont présentes depuis 2021.

COURRIER INTERNATIONAL



✍ Dessin de Falco,  
Cuba.

# Chine. La population vieillit avant d'être riche

Le géant chinois a désormais une pyramide des âges inversée. Les adultes consommateurs et productifs suffiront-ils à préserver le statut d'«usine du monde» d'un pays en déclin démographique ?



—Lianhe Zaobao Singapour

**S**elon les dernières données publiées par le Bureau national des statistiques, à la fin de l'année dernière la Chine comptait 1 411 750 000 habitants, et le nombre des naissances ayant été inférieur à celui des décès, cela représente une baisse de 850 000 personnes. Pour la première fois depuis la grande famine de 1961, le pays enregistre donc une croissance démographique négative. [Entre 1958 et 1961, la famine aurait fait 30 millions de morts selon des chercheurs, et entraîné une réduction de 15 à 30 millions de naissances.]

Ce tournant est arrivé plus tôt qu'escompté par les pouvoirs publics chinois. De plus, les démographes sont convaincus que le vieillissement de la population qui accompagne ce recul démographique est une tendance lourde, qui va avoir des conséquences durables sur l'économie chinoise, et même mondiale.

L'épidémie de Covid-19 a suscité en peu de temps une hausse du taux de mortalité en Chine, elle a porté un rude coup au marché de l'emploi et à la mobilité, tout en perturbant les plans de nombreux Chinois désireux d'avoir des enfants. Néanmoins, seuls la baisse continue du taux de fécondité (due à un changement des mentalités) et le déclin démographique constituent une tendance durable, voire irréversible.

«**Précipice**». Deux facteurs sont à l'œuvre : tout d'abord, la politique de l'enfant unique en vigueur durant de longues années en Chine. Elle fut mise en place en 1979 par le Parti communiste chinois (PCC), qui venait de lancer sa politique de réformes et d'ouverture et craignait qu'une croissance démographique rapide ne l'empêche d'atteindre ses objectifs en matière d'industrialisation et de modernisation du pays, en érodant l'accumulation du capital. On a donc par

tous les moyens (y compris la distribution d'amendes farineuses ou le recours à des avortements forcés) cherché à limiter l'expansion démographique. Entre 1979 et 2015, selon les statistiques officielles, la politique de l'enfant unique s'est montrée très efficace, puisqu'elle a évité 400 millions de naissances. Par ailleurs, le taux de fécondité a chuté de 5,54 enfants par femme au moment de la création de la Chine populaire, en 1949, à 1,07 en 2022.

À noter qu'en raison de la préférence traditionnelle pour les garçons, la politique de l'enfant unique a eu pour effet de modifier le rapport de masculinité [la proportion de femmes et d'hommes] dans la population. Elle a conduit à l'avortement, l'abandon ou la mort après la naissance d'un grand nombre de bébés de sexe féminin, ce qui a réduit considérablement le nombre de femmes en âge de procréer au cours des deux ou trois décennies suivantes.

Le remplacement des générations n'est désormais plus assuré en Chine, certains spécialistes allant même jusqu'à évoquer une «chute dans un précipice» pour décrire le phénomène.

Le second élément d'explication de la baisse de la fécondité est à chercher dans le développement économique de la Chine; il est en particulier lié au fait que le gouvernement a favorisé l'urbanisation au détriment des campagnes. En 2021, le nombre de Chinois inscrits comme citoyens sur les registres d'état civil a augmenté pour atteindre 46,7% de la population, et le taux d'urbanisation – calculé à partir du nombre effectif de résidents permanents – était de 64,72% [des individus à l'état civil «rural» peuvent résider en ville sans jamais y obtenir leur enregistrement, ce qui a un effet sur la politique sociale qui leur est appliquée].

**Éducation coûteuse.** Or si dans les campagnes, où les familles ont de la place, les enfants sont considérés comme une force de travail potentielle, dans les villes, où l'espace est plus compté, les enfants représentent une charge financière pour les familles, surtout à cause du coût élevé de l'éducation et des soins de santé.

Par ailleurs, à l'instar de ce qui s'est passé dans toutes les sociétés industrialisées, lorsque les Chinoises ont vu leur niveau d'éducation et leur statut social s'améliorer après le lancement des réformes et l'ouverture du pays, et sont devenues relativement indépendantes sur le plan financier, leur envie d'avoir des

**La faible place occupée par les jeunes et les enfants dans la population n'augure rien de bon.**

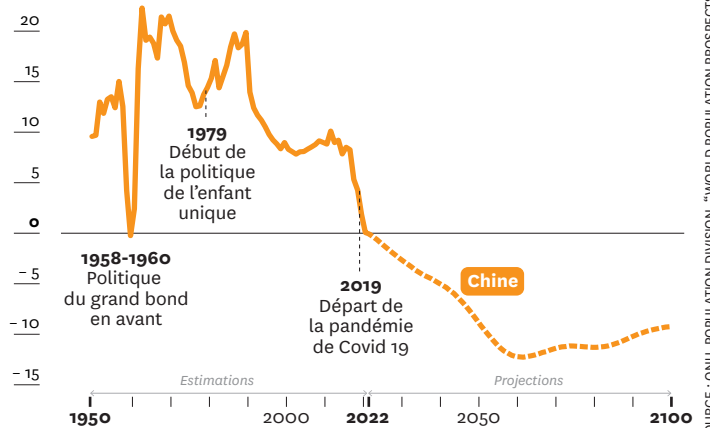
enfants a chuté. Elles ont commencé à enfanter de moins en moins, voire pas du tout, faisant plonger le taux de fécondité.

Cependant, le principal problème n'est pas tant la diminution du nombre d'habitants en valeur absolue que le vieillissement de la population. À la faveur du développement économique et des progrès scientifiques et techniques, l'espérance de vie en Chine ne cesse d'augmenter, tout comme la proportion des plus de 60 ans dans la population totale. Selon les chiffres du septième recensement national de 2021, ceux-ci étaient 264,02 millions, soit 18,70% du total, tandis que les Chinois de moins de 14 ans étaient 253,38 millions, soit 17,95%. La part de la population âgée étant supérieure à celle des enfants, la structure normale de la pyramide des âges s'en trouve inversée.

À l'annonce officielle de la diminution de la population chinoise, les médias mondiaux ont réagi en soulignant que l'Inde, deuxième pays par la population, allait sans doute ravir la première place à la Chine cette année. En effet, la population de l'Inde continue de croître et reste relativement jeune. Selon des chiffres de 2021, les moins de 14 ans y constitueraient 25,69% de la population, contre 10,1% pour les 60 ans ou plus. Bien qu'affichant également

## Une inexorable chute de la démographie

Variation annuelle de population en Inde et en Chine de 1950 à 2100 (en millions)



↳ Dessin de Guz Wid, Indonésie.

BANGLADESH

# À Dacca, une IA contre les bouchons

Bus, voitures, rickshaws, motos... Circuler dans la capitale est un défi. Pour améliorer le trafic, les autorités misent sur l'intelligence artificielle. Mais cette chroniqueuse doute de son succès.



CARTOON MOVEMENT

—The Daily Star Dacca

Dites-moi si je me trompe, mais quand on parle d'intelligence artificielle (IA), n'est-il pas admis qu'une "intelligence" humaine normale la précède? Autrement dit, avant de s'aventurer sur le territoire inexploré de l'IA, ne devrions-nous pas avoir donné sa chance au "bon sens" à l'ancienne?

La municipalité de Dacca Sud a annoncé l'installation de feux de signalisation régis par une IA afin de remédier au plus grand mal de cette ville – les embouteillages. De quoi secouer le petit pois qui nous sert de cerveau. Après tout, comment oublier les feux automatisés installés sur tous les grands axes dans les années 2000 au prix de 1,19 milliard de takas [environ 10,5 millions d'euros], qualifiés par leurs plus virulents détracteurs d'"échec absolu"?

Moins de 7 % de la superficie de Dacca correspond à des routes goudronnées, sur lesquelles foncent 1,78 million de véhicules immatriculés. Ce sont plus de 300 000 voitures individuelles, 100 000 camionnettes, 84 000 minibus, 78 000 camions, 37 000 bus, 30 000 taxis et des milliers d'autres types de

véhicules tels que des utilitaires, des camions bâchés, des triporteurs, des jeeps, des tracteurs, des rickshaws motorisés, des cyclo-poussettes et j'en passe, autour desquels 900 000 casse-cou à moto zigzaguent. Au milieu de tout ça se glissent encore les rickshaws [pousse-pousse à vélo], qui lambinent et transportent tout, des ordures comme du mobilier, et les milliers de tuk-tuks tirés par des conducteurs nonchalants, qui font la course avec les voitures individuelles et bifurquent brutalement sur les routes les plus fréquentées.

N'oublions pas non plus les hordes de piétons indisciplinés et sûrs d'eux qui sont prêts à toutes les acrobaties pour enjamber les terre-pleins centraux ou s'y faufiler, risquant consciemment l'amputation ou la mort, tout plutôt que de marcher jusqu'à la passerelle piétonne qui se trouve à quelques mètres. Il leur paraît aussi normal de traverser calmement une route très passante par le seul pouvoir de la main : peu importe la vitesse à laquelle arrive le véhicule à moteur, il doit piler dès qu'apparaît cette main levée magique.

Étant donné ces réalités, il n'est pas surprenant que les

rues s'apparentent à un champ de bataille où le vainqueur est celui qui arrive à évincer les autres pour leur passer devant. Ce n'est pas un match de foot où les fautes donnent lieu à des cartons rouges ou à des penaltys – les arbitres, c'est-à-dire les policiers chargés de la circulation, sont soit absents, soit occupés à arrêter des gens ordinaires pour laisser passer des VIP. C'est une guerre totale dans laquelle chacun doit parvenir à sa destination et passer devant tout le monde, à tout prix.

**Course effrénée.** Dans la hiérarchie des véhicules, les bus sont tout-puissants. Ils sont peut-être délabrés – pare-brise et phares cassés, carrosserie enfoncée, peinture écaillée, fumée d'échappement noire –, mais ils règnent sur les routes et ils ont toujours la priorité. Ils peuvent s'arrêter au milieu de la route pour prendre des passagers, foncer dans des véhicules plus petits, pousser les autres bus à une course effrénée – quitte à écraser les corps humains qui oseraient se mettre en travers de leur chemin – et filer à toute allure sans s'attirer le moindre regard des policiers, restés impassibles grâce à la magie de l'"argent pour le thé" [le pot-de-vin]. Les camions aussi ont ce pouvoir, mais c'est seulement à la nuit tombée qu'ils sont à la hauteur de leur réputation de "chauffards tueurs".

Vient ensuite le monstrueux SUV qui appartient généralement à un VIP ou à un VRP ["Very Rich Person"], et ces deux titres sont associés aux mêmes types de privilèges. Ces véhicules s'obstinent à repousser les plus petits qu'eux, que ce soit une berline ou

un rickshaw motorisé, au moyen de leurs gyrophares (parfois des mégaphones sans fil) pour intimider et faire filer la populace.

Mais les voitures individuelles, dont certaines sont de beaux coupés sport, sont aussi dans la course, surtout si elles sont conduites par les enfants d'un VIP ou d'un VRP. D'ailleurs, ces précieuses créatures se prennent souvent pour de petits Schumacher et foncent sur la route de l'aéroport comme sur les petites allées résidentielles, contribuant aux sensations fortes et aux palpitations de ceux qui se trouvent dans d'autres véhicules ou se déplacent à pied.

Manifestement, la logique et le bon sens n'ont pas leur place dans la folle circulation de Dacca, c'est pourquoi les fameux feux automatisés de signalisation n'ont rien changé et les policiers sont reve-

**Moins de 7% de la superficie de Dacca correspond à des routes goudronnées.**

nus à la bonne vieille méthode – de grands gestes et un sifflet rouillé.

Alors, comment fonctionnera la signalisation régie par une IA? Est-ce qu'une IA remédiera à l'absence totale de respect des règles de la circulation et aux comportements aberrants des chauffeurs et des piétons? Est-ce que cette "intelligence" mettra fin aux magouilles qui font que des tas de ferrailles et des cascadeurs déguisés en conducteurs maintiennent Dacca à la septième place des villes à la circulation la moins bien réglée? Est-ce que l'IA veillera à ce que les véhicules motorisés et non motorisés n'utilisent pas les mêmes voies? Est-ce qu'elle aidera à élargir la surface bitumée aux 25 % nécessaires pour remédier à l'engorgement permanent? Pourra-t-elle dégager les passages pour piétons, éradiquer le stationnement en double ou triple file dans les rues fréquentées? Et surtout, l'IA pourra-t-elle endiguer l'arrivée dans Dacca d'une quarantaine de véhicules individuels supplémentaires chaque jour?

Appelons-en d'abord à la bonne vieille "intelligence naturelle" pour gérer la circulation, avant de mobiliser l'artificielle.

—Aasha Mehreen Amin  
Publié le 13 janvier



COURRIER INTERNATIONAL

SOURCE



LIANHE ZAOBAO

Singapour  
Quotidien, 200 000 ex.  
zaobao.com

Né en 1983 de la fusion de deux anciens journaux singapouriens, Lianhe Zaobao est l'un des plus lus de la région et le premier en langue chinoise de la cité-État. Il s'est fixé pour ligne éditoriale la protection des intérêts nationaux, mais reste malgré tout une source précieuse d'informations sur la région.

à la une



En acceptant de livrer des chars lourds à l'Ukraine, et peut-être des avions de chasse demain, les Occidentaux ont décidé de s'engager plus frontalement dans le conflit, près d'un an après le début de l'invasion russe. Ils se préparent ainsi à une longue guerre de positions. Malgré leurs divisions, l'Europe et les États-Unis ont fait le choix d'aider l'Ukraine en vue de sa victoire. Un nouveau tournant qui n'est pas sans risques, estime la presse étrangère.



# La guerre entre dans sa phase la plus brutale

**Armes lourdes, recrues : les deux camps se préparent à livrer une bataille de chars et de positions comme l'Europe n'en a pas connu depuis 1945.**

—The New York Times (extraits)  
New York

La guerre en Ukraine est entrée dans une nouvelle phase, plus meurtrière et catastrophique, et rien ne montre que le seul homme à pouvoir y mettre fin, Vladimir Poutine, en ait l'intention. Au bout de onze mois au cours desquels l'Ukraine a remporté à plusieurs reprises des victoires décisives contre les forces russes, récupéré une partie de son territoire et de ses villes et résisté aux bombardements destructeurs qui visent ses infrastructures, la guerre semble s'enliser.

Pourtant, les combats continuent de faire rage, en particulier pour la ville de Bakhmout, objet d'une violente bataille dans la région de Donetsk, dans l'Est. Le spectacle de frappes de missiles russes, aussi cruelles qu'apparemment aléatoires, sur des objectifs civils est devenu courant. Le 14 janvier, un missile russe a touché un immeuble d'habitation à Dnipro, dans le centre de l'Ukraine. Parmi les plus de 40 morts se trouvaient des enfants en bas âge, une femme enceinte et une danseuse de 15 ans.

Les deux camps se prépareraient désormais à une nouvelle série d'offensives acharnées, autour de la fin de l'hiver et du début du printemps. La Russie a mobilisé 300 000 nouvelles recrues pour les jeter dans la mêlée, et certaines de ses usines d'armement tournent à plein régime. Dans le même temps, les fournisseurs d'armes occidentaux de l'Ukraine renforcent l'arsenal de Kiev avec des blindés et des systèmes antiaériens qu'ils rechargaient, il y a peu encore, à déployer face à la Russie, de peur de transformer le conflit en une guerre Est-Ouest totale.

Durant les deux derniers mois, les États-Unis ont promis des milliards de dollars de nouveaux armements et équipements, dont, pour la première fois, des véhicules de combat blindés Stryker. D'autres armes américaines sont en route pour l'Ukraine, comme le Patriot, le système américain de défense antiaérienne le plus moderne, des véhicules de combat d'infanterie Bradley, des transports blindés et des systèmes d'artillerie.

Les alliés de l'Otan y ont ajouté d'autres équipements, dont le premier char lourd promis à l'Ukraine, le Challenger 2 britannique. L'Allemagne, qui a toujours répugné à

voir ses chars utilisés contre la Russie, a subi de fortes pressions de ses alliés pour autoriser l'exportation de ses chars Leopard, des engins de grande qualité. [Elle a accepté de le faire le 25 janvier, dans le cadre d'une entente avec les États-Unis, qui livreront, eux, des chars lourds Abrams.]

Tout cela signifie que, bientôt, les vastes champs boueux de l'Ukraine seront de nouveau le théâtre d'une guerre de tranchées et de batailles de chars, qui opposeront cette fois des armes occidentales à une Russie aux abois. Le genre de conflit qui ne devait plus jamais se produire en Europe après la dernière guerre mondiale.

L'Ukraine et ses soutiens espèrent que ces armes occidentales joueront un rôle décisif, en offrant à Kiev une plus grande chance de stopper une offensive russe, puis de repousser les forces de Moscou.

**Paix négociée.** Jusqu'où? Là est la question. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, parle de chasser la Russie de tout le territoire ukrainien, y compris les régions occupées par le Kremlin en 2014 en Crimée et dans l'est du pays. Les États-Unis et leurs alliés préféreront peut-être une solution moins ambitieuse, bien que les autorités américaines envisagent également cette possibilité, selon certaines sources. Mais tant que Poutine ne se montre pas ouvert à des pourparlers, le sujet est accessoire.

La mission est de convaincre la Russie que la seule issue passe par une paix négociée.

D'où l'importance cruciale des prochains combats. Mais alors que Poutine s'enferme dans la poursuite de ses illusions, il est tout aussi vital que le peuple russe prenne conscience de ce qui est commis en son nom, et comment il détruit son propre avenir.

C'est pourquoi cet éditorial s'adresse en partie au peuple russe : c'est en son nom que son président mène cette guerre terrible et inutile ; ses fils, pères et époux sont tués,

**La Russie a mobilisé 300 000 nouvelles recrues, et certaines de ses usines d'armement tournent à plein régime.**



ÉDITO

← Dessin de Ruben L. Oppenheimer, Pays-Bas.

**Dernière minute**

## Après les chars, les avions de chasse ?

●●● "Vous vous souvenez du débat sur l'envoi de chars en Ukraine ? Ça, c'était hier." À peine passée la livraison de chars allemands et américains, actée le 25 janvier, l'attention se tourne déjà vers un nouveau renforcement du soutien militaire accordé à l'Ukraine, estime le **Financial Times**. "L'Occident va peut-être devoir se pencher sur une autre décision potentiellement clivante dans les semaines qui viennent", confirme **The Guardian**. Prochaine étape : les avions de combat, réclamés avec insistance par Kiev. Car une chose est sûre, "la livraison de plusieurs dizaines de chars constitue une étape marquante, mais elle n'aura pas forcément d'incidence déterminante", prévient le journal britannique. D'où les rumeurs insistantes au sujet des avions de combat, relève encore le **Financial Times**. L'un des dirigeants de l'entreprise américaine de défense et d'aéronautique Lockheed Martin a ainsi confié au **Guardian** qu'"on parl[ait] beaucoup du transfert par une tierce partie" d'appareils F-16. Selon **Dziennik Gazeta Prawna**, la Pologne aurait déjà livré "plusieurs" avions de combat MiG-29 à l'Ukraine en secret. Ils auraient été livrés démontés et étiquetés comme pièces de rechange, précise le quotidien de Varsovie. Le 27 janvier, aux Pays-Bas, le ministère de la Défense a annoncé l'envoi vers la Pologne de huit avions de chasse F-35 "pour la surveillance de l'espace aérien de l'Otan en Europe de l'Est". Le calendrier se trouve dans le bureau d'un seul homme, conclut le **Financial Times** : Joe Biden. "Hier, il a changé d'avis sur les chars. L'Ukraine espère que d'autres lignes rouges pourront être franchies bientôt." Mais le 30 janvier lors d'une conférence de presse, le président démocrate a publiquement rejeté l'envoi d'appareils F-16 à l'Ukraine.

mutilés, ou poussés par la violence à perpétrer des atrocités ; son existence est hypothéquée pour des générations dans un État qui suscite méfiance et ressentiment dans nombre de régions du monde.

La machine de propagande du Kremlin travaille à plein temps pour débiter des récits mensongers sur la lutte prétendument héroïque de la Russie contre les forces du fascisme et de la débauche, des récits qui dépeignent les armes occidentales comme autant de preuves que ce qui se passe en Ukraine est une guerre par

UN AN  
DE GUERRE

procuration orchestrée par l'Occident pour dépouiller la Russie de sa destinée et de sa grandeur. Poutine a concocté une mythologie complexe dans laquelle l'Ukraine est une partie indélébile du *roussky mir*, le "monde grand-russe".

**La folie d'un homme.** Au bout du compte, la question est de savoir si tous les discours de Poutine sur l'histoire légitimement effectivement la mort et le carnage qu'il a ordonnés. Les Russes connaissent les horreurs de la guerre totale; ils doivent savoir que rien de ce que Poutine a inventé ne justifie ne serait-ce qu'un tant soit peu la destruction de villes et de villages, les meurtres, les viols et les pillages, ou les frappes délibérées sur les réseaux électriques et hydrauliques dans toute l'Ukraine. Comme la dernière grande guerre européenne, celle-ci est essentiellement la folie d'un seul homme.

La véritable étendue des pertes russes est, elle aussi, cachée au peuple. Le général Mark A. Milley, le chef d'état-major des armées américain, a déclaré en novembre que les pertes de Moscou se situaient "au-delà de 100 000 soldats russes tués et blessés". Quelque 300 000 hommes ont été mobilisés de force pour être transformés en chair à canon, et beaucoup d'autres pourraient suivre.

Il est possible que Poutine finisse par chercher une solution négociée, mais plus les Ukrainiens subissent des destructions et des pertes grandissantes, plus leur volonté de ne pas céder un pouce de leur pays s'accroît, et plus cette éventualité devient irréaliste. Pour l'heure, Poutine est manifestement toujours persuadé qu'il peut mettre l'Ukraine à genoux et lui dicter son destin, quel qu'en soit le prix.

Quand il apparaît en public, Poutine cultive encore l'image d'un homme fort et sûr de lui. Ce n'est pas la première fois que le Kremlin offre ce spectacle aux Russes. Ils auraient intérêt à se demander si, dans cette version-là, Poutine est effectivement un tsar omniscient ou s'ils ne sont pas victimes de la comédie de dupes qu'il leur joue, lui-même emporté par sa vanité, ses délires et sa méchanceté. —

Publié le 21 janvier

## SOURCE



## THE NEW YORK TIMES

New York, États-Unis  
Quotidien, 570 000 ex.  
nytimes.com

Avec 1600 journalistes, 35 bureaux à l'étranger, 130 prix Pulitzer et quelque 5 millions d'abonnés au total, *The New York Times* est de loin le premier quotidien du pays, dans lequel on peut lire "all the news that's fit to print" ("toute l'information digne d'être publiée"). C'est le journal de référence des États-Unis, dans la mesure où les télévisions ne considèrent qu'un sujet mérite une couverture nationale que si *The New York Times* l'a traité.

## Contexte

L'UNITÉ  
AVANT TOUT

"On voulait s'assurer de rester tous unis", a souligné Joe Biden le 25 janvier en annonçant, le même jour qu'Olaf Scholz, l'envoi de chars lourds en Ukraine. Le président américain et le chancelier allemand se sont directement entendus sur ces livraisons. Au nom de l'unité des Occidentaux, Biden a passé outre aux objections du Pentagone, qui jugeait ses chars trop complexes à manier et à entretenir pour l'armée ukrainienne. "Le calcul politique l'a emporté sur les préoccupations logistiques", souligne **The New York Times**.

Même si les 31 Abrams M1 promis par Biden n'arriveront pas en Ukraine avant des mois, Washington offre ainsi "une couverture" à l'Allemagne et aux autres pays européens prêts à fournir des chars Leopard 2. "Ce qui est stupéfiant, c'est à quel point nos alliés ont peur de faire face à la Russie sans les États-Unis", relève Evelyn Farkas, une ancienne responsable du Pentagone.

LA "Valse-  
HÉSITATION"  
D'OLAF SCHOLZ

Fin janvier, le chancelier allemand a finalement annoncé la livraison de chars Leopard à l'Ukraine. Une annonce rapidement suivie par celle de l'envoi de chars Abrams par les États-Unis. Mais qu'y a-t-il vraiment derrière ce virage historique ?

— *Die Zeit* (extraits) Hambourg

L'un est né voilà quatre-vingts ans en Pennsylvanie, l'autre voilà soixante-quatre ans à Osnabrück [dans le nord-ouest de l'Allemagne]. L'un se reconnaît à sa paire de Ray-Ban Aviator sur le nez, l'autre à sa serviette en cuir fatiguée. L'un est à la tête d'une grande puissance militaire, l'autre se considère comme une grande puissance intellectuelle.

À première vue, Joe Biden et Olaf Scholz ne pourraient pas être plus différents. Pourtant, pour le chancelier allemand, ils ne sont pas juste deux personnages qu'une guerre a réunis par-delà les continents, mais quelque chose comme des frères spirituels. La formule vous semble saugrenue? Ceux qui suivent Olaf Scholz savent qu'il le pense sérieusement. Ou, comme il le dirait lui-même : très, très sérieusement. Scholz se sent proche de Joe Biden, personnellement, mais aussi et surtout politiquement. Il pense s'inscrire ainsi dans la tradition de la République fédérale, d'Adenauer à aujourd'hui en passant par son modèle, Helmut Schmidt.

Cette proximité avec les États-Unis explique en partie la politique ukrainienne de Scholz mais aussi, ce qui est mal compris, son attention dans le dossier des livraisons d'armes. Les décisions seront prises "en concertation étroite avec [les] alliés", a-t-il fait savoir. Traduction : "avec les Américains". "Avec" signifiant ici que l'allié de premier plan ne doit pas se contenter d'apporter son soutien formel aux décisions de l'Europe mais devenir partie prenante du conflit, y compris dans le pire des scénarios, celui d'une escalade militaire. C'est la seule manière, estime Scholz, d'assurer la sécurité de l'Allemagne.

Scholz et Biden en auraient envisagé la possibilité au téléphone mi-janvier. Scholz œuvrait conjointement avec l'Hexagone au ralliement des



pays scandinaves et d'autres alliés au sein d'un "package" européen. Un "nombre non négligeable" de chars Leopard et Abrams doit être livré, pour un total à trois chiffres. Pour Scholz, c'est à la fois un motif de satisfaction et un risque. Les pressions sur le chancelier s'étaient accentuées pendant des jours, y compris au sein du gouvernement, certains membres n'ayant pas caché leur agacement devant cette valse-hésitation.

La retenue du chancelier rend son action illisible à l'international mais aussi sur le sol national. Ajoutons que la fixation qu'il fait sur les États-Unis a créé des turbulences considérables sur la scène politique intérieure et étrangère – tout en révélant les paradoxes et contradictions du personnage.

**"Faire cuire la grenouille".** Les deux principaux partenaires européens de l'Allemagne, la France et la Pologne, s'accordent sur peu de choses mais jugent l'une et l'autre que l'atlantisme de Scholz est une régression pour l'Europe, un renoncement à son rôle moteur. Si Varsovie et Paris voient d'un mauvais œil ce rapprochement de Scholz et Biden, ce n'est cependant pas pour les mêmes raisons. La France veut plus d'indépendance sur les programmes d'armement et s'émanciper des États-Unis. La Pologne à l'inverse coopère étroitement avec les États-Unis et vient de leur passer d'ailleurs une commande importante de chars Abrams. Pour Varsovie, le problème allemand ne vient pas de la proximité avec Biden, mais du fait que Berlin a insisté pour conditionner la livraison des Leopard à celle de chars d'assaut américains.

Même à Washington, le pas de deux entre Joe et Olaf fait grincer des dents. Le président américain a face à lui un Congrès républicain qui ne manquera pas une occasion de lui mettre des bâtons dans les roues. Livrer des chars à l'Europe



dans le seul but de dépanner l'Allemagne : le reproche est tout trouvé pour les trumpistes. Ils jugent l'Otan périmée, et donnent aujourd'hui l'impression que Biden s'est laissé happer par Scholz dans un conflit européen.

Dans ses rapports avec Biden, Scholz, à l'inverse, pense être passé maître dans l'art de "faire cuire la grenouille à petit feu". Pour faire cuire une grenouille vivante, il faut que la montée en température soit très lente, de sorte que la grenouille ne s'en aperçoive pas et reste dans la casserole. Dans la sphère diplomatique américaine, la formule a été citée à plusieurs reprises au sujet des relations avec Poutine. Scholz résume sa stratégie à cette question : jusqu'ouÛ peut-on aller sans déclencher une guerre mondiale ?

Olaf Scholz n'est pas en mesure de délier le nœud de la discorde, qui existe depuis le début de la guerre et qui s'est aggravé avec le débat sur les livraisons de chars, pas plus que ne le pourront d'ailleurs des blindés : si on en livre trop, le risque est de franchir un point de bascule qu'il est impossible de déceler à l'avance.

**Les États-Unis doivent devenir partie prenante du conflit. C'est la seule manière, estime Scholz, d'assurer la sécurité de l'Allemagne.**

Trop peu, le risque est alors de nous retrouver nous-mêmes dans le rôle des grenouilles qui, impuissantes, voient Poutine approcher peu à peu de son objectif.

Car rien n'est simple face à un risque d'escalade. Pendant que Scholz et Biden tentent de deviner les lignes jaunes de Poutine afin de ne pas s'attirer un retour de bâton fulgurant, Poutine

attise la peur en brandissant de manière plus ou moins directe la menace nucléaire. D'autant qu'il existe, en face aussi, un risque d'escalade : si l'Ouest se laisse intimider et n'apporte pas une aide suffisante aux Ukrainiens, cela peut pousser Poutine à jouer la carte de l'escalade, dont il jugerait alors le coût peu élevé.

**Ni défaite ni victoire.** Scholz lui-même se voit ainsi délesté d'un soupçon pénible : l'aide militaire qui met tant de temps à se concrétiser serait en effet la preuve qu'il ne souhaite pas au fond la victoire de l'Ukraine. C'est la raison pour laquelle il refuserait – suppose-t-on – de définir des objectifs précis, se réfugiant dans une formule brumeuse : la Russie ne doit pas gagner et l'Ukraine ne doit pas perdre. Pourquoi donc ne déclare-t-il pas que l'Ukraine doit gagner ? Olaf Scholz juge naïve cette question qui lui est posée à tout bout de champ.

Officiellement, seule l'Ukraine est à même de définir des objectifs, car c'est elle qui conduit cette guerre. L'Allemagne n'est pas belligérante et ne le sera pas non plus après les livraisons de chars Leopard. Elle aide simplement un pays envahi à faire valoir son droit à l'autodéfense. C'est pourquoi elle ne peut pas définir d'objectifs à la place de Kiev. Le type et le nombre de chars d'assaut livrés sont dès lors une manière de dire jusqu'ouÛ nous sommes prêts à aller pour aider l'Ukraine à libérer ses territoires occupés. Sommes-nous prêts à remonter jusqu'à la ligne du 23 février 2022 ? Ou au-delà, en incluant les territoires pris en 2014, voire la Crimée ?

Sur ce dernier point, il n'existe pas de consensus parmi les soutiens de l'Ukraine ni avec l'Ukraine : le président Zelensky souhaite en effet reprendre la péninsule annexée. Les États-Unis refusent jusqu'à présent de livrer les missiles longue portée qui le permettraient. En janvier, *The New York Times* a néanmoins fait savoir que Joe Biden envisageait de préparer les Ukrainiens en vue d'une offensive dans la péninsule. Militairement parlant, la justification avancée est que la Russie lance la plupart de ses attaques depuis la Crimée – l'Ukraine ne pourrait pas l'emporter sans bouter la Russie hors de la péninsule. Seulement voilà, c'est en Crimée, à Sébastopol, que mouille la flotte russe dans la mer Noire, avec ses armes nucléaires. Pour Poutine, c'est un territoire russe, ce qui pourrait justifier de la défendre par tous les moyens, y compris les plus extrêmes.

À vrai dire, les Américains ne voulaient pas livrer leurs chars – les Allemands et les Européens étaient censés prendre les devants. Avec son revirement, Biden donne l'occasion au chancelier allemand de changer à son tour son fusil d'épaule. Il aura donc fallu que ce soit Scholz le velléitaire qui permette aujourd'hui à l'Ukraine de se défendre contre les troupes russes, non seulement grâce à des Leopard de fabrication allemande, mais aussi à des Abrams américains. Le chancelier, qui portait sa prudence en étendard, mouille la chemise. Mais pas seul.

— Peter Dausend,

Tina Hildebrandt et Jörg Lau

Publié le 25 janvier

← Dessin de Tom paru dans *Trouw*, Amsterdam.

**SOURCE**   
**DIE ZEIT**  
Hambourg, Allemagne  
Hebdomadaire  
578300 ex.  
zeit.de

C'est la publication allemande de référence, une autorité outre-Rhin. Ce (très) grand journal d'information et d'analyse politique, pointu et exigeant, se distingue aussi par sa maquette et son iconographie très recherchées. Tolérant et libéral, il paraît tous les jeudis.

**Vu de Suisse**

**Tensions commerciales**

●●● Paradoxalement, l'envoi de blindés allemands en Ukraine n'est pas une bonne nouvelle pour l'économie d'outre-Rhin. "Dans l'industrie de l'armement, on s'inquiète du fait que les Américains n'attendaient qu'une chose : offrir aux Européens leurs propres chars en remplacement des chars Leopard", assure la **Neue Zürcher Zeitung**. Plusieurs pays auraient été approchés par les États-Unis, qui leur ont proposé par la même occasion de nouer un partenariat commercial à plus long terme. Si les informations du journal suisse se confirment, le Leopard allemand – actuellement dans les stocks de 15 pays de l'Otan et de l'UE – risque de perdre sa prééminence sur le marché européen. "Le choix d'un modèle de char constitue un engagement au long cours", explique le titre zurichois. Son maniement requiert des investissements allant de la formation aux infrastructures nécessaires à l'entretien et aux réparations. "Quand un modèle est choisi, c'est pour plusieurs décennies. Et, de la même manière, quand un modèle est écarté, c'est aussi pour des décennies."

**Vu d'Allemagne**

**Prendre le temps de la réflexion**

●●● "Quelle quantité [de matériel militaire] suffit ?" s'interroge Martin van Creveld dans les pages de **Die Welt**. Pour le chercheur israélien, cette question est au centre des questionnements des pays de l'Otan depuis des semaines. Et surtout de l'Allemagne, où les débats sur la livraison d'armes lourdes en Ukraine ont été plus virulents qu'ailleurs. Or Berlin a eu raison d'être prudent. Au-delà des questions morales, l'envoi de matériel militaire est intimement lié aux objectifs de l'Alliance atlantique. Livre-t-on du matériel "afin que Zelensky et ses hommes puissent tenir jusqu'à ce que la situation tourne à leur avantage" ? Ou souhaite-t-on nourrir "une offensive pour libérer le Donbass et la Crimée" ? Selon l'option choisie, "de combien de chars les États de l'Otan peuvent-ils se défendre sans compromettre leur propre sécurité" ? Et "comment les Russes vont-ils réagir" ? L'historien et théoricien militaire considère que ces facteurs doivent tous être étudiés avant l'envoi de matériel. Tout comme le "capital politique" que les Occidentaux sont prêts à dépenser pour l'Ukraine.

## Vu d'Estonie

## L'assistance militaire atteint 1% du PIB

●●● Des obusiers, des munitions, des lance-grenades... : "L'assistance militaire de l'Estonie à l'Ukraine atteint désormais 370 millions d'euros, soit 1% du PIB du pays", relève **ERR**, le média public estonien. Ce nouveau paquet d'aide approuvé en début d'année par le gouvernement ne fait pas débat dans la société car, comme le rappelle la Première ministre, Kaja Kallas, "les Estoniens ont tiré la leçon de leur histoire douloureuse quand le mal triomphe et que les grands pays absorbent les plus petits". Citée par **ERR**, la chef du gouvernement relève aussi que les Ukrainiens sont des "élèves appliqués" et pourront utiliser le matériel militaire fourni par l'Estonie à dessein. Tous ces dons n'entameront pas la capacité de l'Estonie. Limitrophe de la Russie, le pays renforce aussi ses systèmes de défense. De nouvelles acquisitions de matériel militaire, notamment sud-coréen, ont été décidées et sont en cours de livraison. Le gouvernement estonien espère aussi recevoir 400 millions d'euros du Fonds européen de la défense en compensation de son aide à l'Ukraine.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

## "Il nous faut des F-16"

Les tankistes ukrainiens vont disposer de chars lourds allemands, britanniques et américains. Les aviateurs aussi rêvent de matériel occidental, ce que confirmait l'un d'eux dans un entretien accordé à **Oukraïnska Pravda** en décembre.



## Des atouts à ne pas gâcher

La présence de chars occidentaux sur le terrain est une excellente nouvelle pour Kiev. Encore faut-il savoir s'en servir, prévient ce journaliste ukrainien spécialiste des questions militaires.

Mais pourquoi les Leopard, Abrams et Challenger sont-ils si importants pour l'Ukraine, et que vont-ils changer ? Tout d'abord, il est à noter que les dépôts des pays de l'Otan recèlent un grand arsenal de canons de 120 mm. Les canons de char de calibre 120 mm sont très répandus dans le monde, et on en trouve des réserves importantes partout, de quoi tenir longtemps, même avec une utilisation intensive. C'est la clé qui explique pourquoi nous avons besoin de ces chars.

L'Allemagne va nous transférer une compagnie de chars les plus modernes, des Leopard 2A6 dotés d'un système automatisé de conduite de tir moderne, de viseurs thermiques, d'un système de communication protégé, et capables de recevoir et de traiter un grand nombre d'informations sur l'ennemi et sur nos propres unités. Ces chars sont actuellement considérés comme certains des meilleurs du monde dans cette catégorie. La Russie n'a pas l'équivalent. Le Leopard 2A6 dispose d'un avantage significatif sur le T-90M Proryv, le meilleur char russe, au niveau de toutes les caractéristiques fondamentales. Les autres types de Leopard sont des engins qui ne sont pas aussi contemporains, mais ils peuvent être modernisés.

Cela va entraîner un changement de tactique dans l'emploi des chars [pour l'armée ukrainienne]. Les chars de l'Otan ne sont pas prévus pour ouvrir des brèches rapides dans le dispositif adverse, ils sont beaucoup plus lourds, entre 60 et 70 tonnes, contre 45 tonnes pour les chars de type soviétique T-64, T-72, T-80 et T-90. Toute tentative d'utilisation de ces chars pour un blitzkrieg quelconque, comme les chars de fabrication soviétique (une masse blindée projetée vers l'avant accompagnée par

## À la une



## LE DERNIER TABOU ALLEMAND

"L'Ukraine peut-elle désormais gagner la guerre ?" s'interroge **Der Spiegel**. Une chose est sûre, "le conflit entre dans une nouvelle phase". Pour la première fois, des chars lourds allemands vont faire "ce pour quoi ils ont été imaginés au moment de la guerre froide", à savoir "repousser des attaques venant de Russie". En envoyant de tels engins, l'alliance occidentale fait tomber "le dernier tabou", estime le titre d'outre-Rhin. "La livraison de nouveaux systèmes d'armement, tels que des avions de combat, des navires de guerre ou même des sous-marins, ne paraît plus si irréaliste." Même si, pour l'instant, Berlin s'y oppose.

## SOURCE



## NOVYNARNIA

Kiev, Ukraine  
novynarnia.com  
Ce site d'information créé en 2022 écrit "principalement sur la guerre contre les envahisseurs russes" et "sur la vie dans le Donbass ukrainien et les territoires occupés". Il s'intéresse particulièrement aux questions militaires. Soutenu par des fonds européens et américains, il revendique une ligne indépendante.

## —Novynarnia Kiev

Le 25 janvier, le président américain, Joe Biden, a déclaré que les États-Unis prévoyaient de transférer à l'Ukraine 31 chars M1 Abrams, de quoi équiper un de nos bataillons, afin de renforcer la capacité de l'Ukraine à se défendre face à l'agression russe. Un peu plus tôt le même jour, le gouvernement allemand a officiellement annoncé qu'il avait décidé de transférer à l'armée ukrainienne des chars de combat Leopard 2, et d'autoriser leur réexportation par les pays qui souhaitent en envoyer à l'Ukraine.

On assiste ainsi à la mise en place d'une "coalition des chars", qui compte fournir des Leopard à l'Ukraine. Plusieurs pays ont également fait part de leur intention d'envoyer à l'armée ukrainienne ces chars de construction allemande. La Pologne notamment a déjà adressé une demande en ce sens à Berlin.



l'artillerie), sur le *tchernoziom* [la terre noire] du Donbass sera vouée à l'échec.

Les chars de l'Otan sont optimisés pour la tactique moderne de recherche et de destruction de l'ennemi, leurs équipages travaillent comme des "chasseurs-tueurs". Autrement dit, ils repèrent et identifient les cibles, qu'ils frappent à l'aide de canons de haute précision. Ces chars sont idéalement conçus pour la destruction de l'ennemi sur les points les plus chauds du front. À bord des chars de l'Otan, les équipages peuvent mener des combats de longue durée, ils bénéficient des conditions les plus confortables et d'une protection maximale.

Cela va également nous obliger à modifier nos systèmes d'entretien et de réparation. C'est le point faible de notre armée. Les chars de l'Otan sont exigeants pour les professionnels, il est impossible de les confier à des tankistes d'un faible niveau de préparation. Si les conditions d'entretien ne sont pas respectées et les équi-

## L'efficacité au combat des chars de l'Otan et leur perte éventuelle dépendent de la qualité du commandement.

pages qualifiés pas préparés, mais également si les unités de réparation ne sont pas formées, ne disposent pas de pièces détachées ou utilisent des huiles et du carburant inappropriés, ces chars se retrouveront rapidement hors service et ils vont s'enliser avec leurs 70 tonnes. Et évacuer ces titans sera extrêmement difficile, car nous n'avons que peu d'engins capables de tracter des chars de ce type.

Les chars de l'Otan sont particulièrement optimisés pour le combat dans les conditions de la guerre contemporaine, la *network centric warfare* ou guerre en réseau, à laquelle l'armée russe n'est pas prête. L'utilisation au sein d'un ensemble composé d'une reconnaissance tactique efficace, de drones, d'un commandement et d'interactions de qualité permettra aux tankistes des Leopard de repérer rapidement et de frapper n'importe quelle cible qui se trouvera à leur portée sur le champ de bataille. Ces chars peuvent fonctionner comme de véritables plateformes multimédias blindées. Pour cela, il faut assurer à l'équipage le niveau nécessaire de connaissance de la situation.

Mais les armes absolues n'existent pas. Si l'utilisation que nous faisons des chars de l'Otan n'est pas adaptée à leurs caractéristiques, ils seront perdus, comme n'importe quel autre char. L'efficacité au combat des chars de l'Otan et leur perte éventuelle dépendent avant tout de la qualité du commandement, à tous les niveaux. Il ne s'agit pas d'armes soviétiques et russes, prévues comme des armes de masse. Les chars de l'Otan sont des armes qui offrent un avantage qualitatif. Avec un commandement et une utilisation de haut niveau, ces chars vont dominer le champ de bataille.

—**Iouriy Boutoussov**  
Publié le 25 janvier

### Vu de Russie

#### DEMAIN, LA "CHAIR À CANON" EUROPÉENNE

"La récente prise de Soledar et une série d'autres victoires de l'armée russe ont placé l'Occident face à un choix : capituler ou entrer en conflit armé contre la Russie", écrit la journaliste Viktoria Nikiforova, de l'agence de presse russe **Ria Novosti**. Cependant, les États-Unis font tout pour éviter une confrontation directe entre Washington et Moscou et "comptent sur les armées européennes" pour servir de "chair à canon" sur le terrain ukrainien de la guerre. Mais deux facteurs freinent les Européens : la peur de l'arme nucléaire et la mémoire historique. En effet, "combien de leurs ancêtres partis conquérir et piller la Russie reposent aujourd'hui dans nos vastes contrées ? Comme l'a écrit Pouchkine, il y a assez de place pour d'autres assaillants dans les cimetières de leurs pères."

↳ *Dessin de Mohr paru dans Augsburgers Allgemeine, Allemagne.*

# L'ALLEMAGNE POUSSÉE À PLUS D'INTERVENTIONNISME

Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne était censée ne plus jamais devenir une puissance militaire. Mais la livraison de chars lourds à l'Ukraine change la donne, estime ce géopolitologue russe.

—**Rossia v Globalnoï Politiké** (extraits)  
Moscou

L'association des termes "Allemagne" et "puissance militaire" a mis les Européens mal à l'aise pendant un siècle et demi. La "question allemande", celle de la place et du rôle de l'Allemagne au sein du continent, a précipité plus d'une fois celui-ci dans la guerre, jusqu'à provoquer deux conflits mondiaux.

La Seconde Guerre mondiale a tranché en mettant un terme à l'unité allemande et en déléguant le contrôle de ses territoires à des puissances extérieures. La réunification allemande à l'aube des années 1990 avait d'abord suscité la méfiance des partisans de la RFA [République fédérale d'Allemagne], tant la mémoire des ambitions de la "grande" Allemagne était encore vive.

C'est en réalité dans cet événement qu'il faut chercher les racines de la périlleuse crise que traverse la sécurité de l'Europe. L'idée de l'élargissement récent de l'Otan est née de cette nécessité de garanties face à la réunification allemande. Les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et les petites nations voisines de l'Allemagne pensaient que l'intégration de cette dernière à l'Otan découragerait ses potentielles velléités à suivre un jour sa propre voie.

À Washington, Londres, Paris et même Bonn, on pensait que l'URSS serait contre, mais le Kremlin voyait les choses autrement et ne s'y opposa pas. Or il s'est avéré que l'extension de la juridiction de l'Otan à l'ancienne RDA [République démocratique allemande] a servi de précédent pour la suite. En effet, juridiquement, cela a avalisé le principe selon lequel chaque État choisit librement d'appartenir à telle ou telle organisation internationale. De là à l'hypothèse d'une adhésion de l'Ukraine à l'Otan, la voie était toute tracée.

Le pacifisme inculqué de force aux Allemands après la Seconde Guerre mondiale impliquait que l'Allemagne devienne un allié modèle au sein de l'alliance militaire, mais qu'elle n'y jouerait aucun rôle de premier plan. Le "changement d'époque" annoncé par le chancelier Scholz en février 2022 a été immédiatement accompagné de la promesse d'importants investissements dans la modernisation de son appareil militaire.

Toutefois, dans le contexte d'exaltation générale, en particulier dans l'Est européen, Berlin s'est

singularisé tout au long de l'année par ses atermoiements. Et si les alliés rouspétaient, la plupart restaient néanmoins prudents pour ne pas provoquer d'escalade. À l'automne, cependant, les garde-fous ont sauté. L'écrasement militaire de la Russie est alors devenu l'objectif assumé.

L'Allemagne s'est alors trouvée devant un choix capital, dont l'affaire des chars fut l'une des manifestations concrètes. Compte tenu des positions dominantes au sein de l'alliance occidentale, il était évident que l'Allemagne ne pourrait pas s'opposer au transfert de ses Leopard. Berlin a traîné les pieds, conscient que l'Allemagne modifiait ainsi la nature de son implication dans le conflit et ouvrait la voie à la livraison d'autres types d'armes. La prochaine réunion du groupe de contact à Ramstein a d'ailleurs déjà son ordre du jour : l'aviation. Or plus les équipements envoyés à Kiev seront sophistiqués, plus il est probable qu'il faudra se rendre sur place pour les mettre en service.

La situation est paradoxale : il y a trente-trois ans, l'Otan était considérée comme le meilleur rempart contre une hypothétique résurgence de l'expansionnisme allemand. Aujourd'hui, c'est précisément l'appartenance à l'Alliance qui constitue le principal motif de l'engagement rapide et important de l'Allemagne dans un conflit militaire. Du point de vue de l'Occident, il n'y a pas de danger – Berlin n'agit pas de sa propre initiative, mais sous l'impulsion du groupe. Mais cela relève du théorique. Qu'en pense, par exemple, la Pologne, qui nourrit une hostilité non dissimulée à l'encontre de l'Allemagne ? Et la France, dont l'identité historique repose en grande partie sur les conséquences des revirements de l'Allemagne quant à son réarmement aux différents stades de son développement ? Peut-on alors parler d'une unité solide et confiante ?

Aujourd'hui, personne ne se risquerait à prédire l'issue de la crise ukrainienne. Mais une chose est sûre : la sécurité européenne, sous tous ses aspects, sera affectée. Les parties directement impliquées dans ce drame en sortiront changées, et plus leur implication est forte, plus ce changement sera profond. Ceux qui ont jeté les bases de la "nouvelle Europe" (comme on l'appelait dans la Charte de 1990) ne sont sans doute plus de ce monde. Ils seraient fort étonnés du résultat...

—**Fiodor Loukianov**  
Publié le 26 janvier



OPINION

UN AN  
DE GUERRE

← Dessin de Kroll  
paru dans *Le Soir*,  
Bruxelles.

## Désormais pour l'Occident, Kiev doit gagner

Les décisions récentes en matière de livraison d'armes clarifient la situation. Les capitales occidentales, malgré leurs divisions persistantes, cherchent à faciliter la victoire de l'Ukraine.

—The Guardian Londres

L'envoi de plus de chars occidentaux pour soutenir l'Ukraine ne signifie pas que la guerre est désormais presque finie, contrairement à ce que certains politiciens se hasardent parfois dangereusement à sous-entendre, oubliant que les combats font toujours rage. La guerre d'Ukraine va encore durer des mois, pour ne pas dire des années, et les décisions du 25 janvier tiennent plus de l'esquive stratégique que d'un retournement complet et délibéré. Quoi qu'il en soit, le moment est bel et bien important, et ce pour trois raisons principales.

La première, c'est que ces chars lourds confèrent à l'Ukraine un avantage militaire qui pourrait être décisif. Les trois types de chars occidentaux qui vont être envoyés en Ukraine – le M1 Abrams américain, le Leopard 2

allemand et le Challenger 2 britannique – sont tous nettement plus puissants que les T-72 de l'époque soviétique qui composent l'essentiel des forces blindées russes et ukrainiennes. Il en va de même des Leclerc français, dont l'envoi en Ukraine n'a pas non plus été écarté.

**Rôle capital.** Ces chars occidentaux sont plus mobiles, disposent d'une puissance de feu plus meurtrière et d'un blindage plus épais que ceux des Russes. Ce qui les rend aussi plus lourds, assurant ainsi un avantage aux chars russes, plus légers sur terrain boueux, lequel ne manque pas en Ukraine au moment du dégel. Malgré tout, les systèmes de contrôle et de navigation des chars occidentaux leur permettent d'opérer dans le cadre de manœuvres combinées impliquant l'artillerie et l'infanterie, y compris de nuit, ce dont les Russes sont incapables.

Par conséquent, les chars occidentaux sont potentiellement en mesure de percer les lignes russes et d'influer sur l'évolution du conflit dans de vastes zones du territoire occupé. Ils joueraient également un rôle capital dans la défense des positions ukrainiennes face aux contre-attaques. Mais ce que ces armements ont de plus séduisant, pour l'Ukraine et ses alliés, c'est que, s'ils sont aussi efficaces que le suggère le battage médiatique, ils pourraient à terme permettre à Kiev de dicter ses conditions pour un cessez-le-feu et une paix avec Moscou.

Toutefois, nous en sommes encore loin. Il faut émettre immédiatement deux réserves – au sujet du nombre et de la logistique. L'Ukraine réclamait 300 chars. Selon les déclarations du 25 janvier à Berlin et ailleurs, moins d'une centaine d'engins auraient été promis. Cette guerre, soulignent les spécialistes, a montré qu'il fallait beaucoup de chars sur un champ de bataille moderne. Le total occidental actuel ne suffit toujours pas.

Et il y a la question, plus qu'importante, du transfert des chars jusqu'au front. Les chars américains sont apparemment toujours en Amérique du Nord. Et ils nécessitent un matériel de soutien considérable. Selon *The New York Times*, des responsables américains auraient prévenu que leur déploiement pourrait prendre des années. Les Leopard allemands, eux, sont en Europe, et ils peuvent être

**Berlin a déjà dépensé plus, pour le soutien de l'Ukraine, que tout autre pays d'Europe (Royaume-Uni compris).**

entretenus dans les pays voisins de l'Ukraine. Ce qui n'empêche pas qu'il va bien falloir les conduire tous jusqu'au champ de bataille. Il est indispensable d'établir des lignes de ravitaillement et de maintenance appropriées. C'est un point qui doit forcément rester secret, mais le déploiement ne s'effectuera pas d'un coup de baguette magique.

La deuxième raison pour laquelle les décisions du 25 janvier constituent un tournant tient au fait que l'Allemagne a répondu présent. Berlin a déjà dépensé plus, pour le soutien de l'Ukraine, que tout autre pays d'Europe (Royaume-Uni compris), et a envoyé des canons automoteurs et des véhicules blindés. Or cette réalité peut paraître un peu grossière, mais il n'en est pas moins vrai qu'Olaf Scholz gouverne un pays qui (contrairement au Royaume-Uni ou à la France) doit en permanence être à l'écoute tant de l'Est que de l'Ouest. Il s'est abstenu de livrer des chars tant que la Maison-Blanche ne lui avait pas emboîté le pas. Il a agi en fonction de ses propres impératifs, au lieu d'obéir aux ordres d'électrons libres grandiloquents comme Boris Johnson [soutien zélé de Kiev pendant son mandat].

L'hésitation allemande a plusieurs explications. Chacune est compréhensible. Citons notamment le refus d'être en décalage par

rapport aux États-Unis ; le passif de l'histoire allemande dans les guerres du xx<sup>e</sup> siècle ; la répugnance de Berlin à endosser le rôle de chef militaire de l'Europe ; les divisions au sein de l'opinion publique allemande sur tout ce qui a trait à l'armée ; le désir d'assurer la fragile cohésion entre les trois partis de la coalition au pouvoir ; la nomination récente d'un nouveau ministre de la Défense, Boris Pistorius ; et l'inquiétude quant aux relations avec la Russie, ce qu'il ne faut absolument jamais sous-estimer.

Il n'en reste pas moins que la nécessité de défendre l'Ukraine et de tenir à distance la menace russe transcende tout cela. Scholz a fini par franchir le Rubicon, avec une prudence certes caractéristique qui pourrait compromettre certains de ses propres objectifs.

**L'intérêt des Ukrainiens.** Et si les déclarations de la semaine [du 25 janvier] sont si importantes, c'est aussi parce qu'il s'agit, plus clairement qu'auparavant, d'une guerre occidentale contre la Russie pour l'indépendance de l'Ukraine. Non que l'Occident ait voulu cette guerre. Ni que les forces ukrainiennes se battent simplement par procuration pour les intérêts occidentaux. Cet argument, dirait le professeur britannique [expert en stratégie militaire] Lawrence Freedman, reviendrait à priver les Ukrainiens du libre arbitre qui est manifestement le leur. Ni que les objectifs de l'Occident soient autre chose que défensifs : ils ne vont pas au-delà de la volonté d'aider l'Ukraine à se libérer de ses envahisseurs.

La question de l'envoi de chars lourds a montré que les buts et tactiques de l'Ukraine et de ses alliés militaires ne coïncident pas toujours parfaitement. C'est la vérité depuis le début de la guerre, quand les nations occidentales ont tout entrepris (ce qui est toujours le cas) pour éviter une escalade vers un conflit nucléaire, ou quand elles ont rejeté les appels de Kiev à la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Ukraine. Ces divergences ont continué tandis que les alliés occidentaux débattaient des armes à envoyer à Kiev, et de leur quantité, processus dont les chars lourds ne sont qu'un exemple de plus.

## Il est clair que l'attitude de l'Occident s'est durcie et que la guerre est entrée dans une phase cruciale.

Il est désormais incontestable que l'attitude de l'Occident s'est durcie, et les alliés de l'Ukraine reconnaissent que la guerre est entrée dans une phase cruciale. La livraison des chars confirme que l'intention est dorénavant de faciliter la victoire ukrainienne. Mais les incertitudes quant à leur nombre et à la logistique du déploiement ne sont pas seulement dues à la nécessité de préserver le secret. Elles sont aussi le reflet d'une ambivalence politique durable.

Les plus grandes divergences auxquelles il faut maintenant s'attendre porteront sans doute sur la façon de mettre fin à la guerre, en particulier sur les velléités de l'Ukraine de reprendre la Crimée à la Russie. Tout dépendra alors de la position du soutien incontournable de Kiev, le gouvernement américain. [Le 25 janvier], Volodymyr Zelensky a enfin obtenu une partie de ce qu'il a demandé quand il s'est rendu à Washington avant Noël, mais en remportant ce succès, il a inévitablement un peu plus placé l'avenir de son pays entre les mains de Joe Biden.

—Martin Kettle  
Publié le 25 janvier



### SOURCE

#### THE GUARDIAN

Londres, Royaume-Uni

Quotidien, 134 443 ex.

[theguardian.com](http://theguardian.com)

L'indépendance et la qualité caractérisent ce titre né en 1821, qui compte dans ses rangs certains des chroniqueurs les plus respectés du pays. *The Guardian* est le journal de référence de l'intelligentsia, des enseignants et des syndicalistes. Orienté au centre gauche, il se montre très critique vis-à-vis du gouvernement conservateur.



### SUR NOTRE SITE

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

#### “N'ayez pas peur de la chute de Poutine”

Figures de l'opposition russe, Mikhaïl Khodorkovski et Garry Kasparov invitent les Occidentaux, dans une tribune publiée dans *Foreign Affairs*, à ne pas craindre une chute du régime de Poutine.

### Décryptage

## La France hésite sur les chars Leclerc

●●● “La pression monte d'un cran pour Emmanuel Macron quant à la livraison de chars Leclerc à l'Ukraine”, estime le *Daily Telegraph* après l'annonce allemande d'envoyer des chars Leopard 2 à Kiev. Longtemps considéré comme un fournisseur d'armes récalcitrant parmi les Occidentaux, Paris est, selon le quotidien londonien, de nouveau attendu sur le dossier. Après l'annonce surprise, au début du mois, de livrer des chars AMX-10 RC à l'Ukraine, il s'agit maintenant de véhicules d'un autre ordre, des Leclerc. Une alliance de fournisseurs de chars lourds sans la France serait une surprise, estime *Die Zeit* en Allemagne, qui tente d'expliquer le silence français. Premièrement, “Macron peut se permettre de se faire discret”. En France, il n'y a pas de pressions internes, contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne, explique le journal libéral, toute l'énergie politique étant actuellement dépensée dans le débat sur la réforme des retraites. “Par ailleurs, l'armée française subit déjà de fortes pressions”, notamment au Burkina Faso (lire p. 16). Et puis les deux grands partis d'opposition, le Rassemblement national et La France insoumise, ayant des relations historiquement amicales avec la Russie, ils ne semblent pas décidés à attaquer le président sur la question. Malgré tout, les hésitations restent surprenantes, estime la *Zeit*, compte tenu des ambitions françaises en matière de politique étrangère. “Le président français aspire à la souveraineté européenne et plaide pour une Europe de la défense. Mais pour ce qui est du soutien à l'Ukraine, il s'efface volontiers pour laisser les autres agir d'abord.”

# UKRAINE, UN AN APRÈS

Tout le mois de février, avec une journée spéciale sur le site le 24

Retrouvez dans l'hebdo et sur [courrierinternational.com](http://courrierinternational.com) l'actualité du conflit vue par la presse étrangère

Analyses, reportages, enquêtes...

# trans- versales.



## sciences

Économie ..... 34  
Signaux ..... 35

# Quand les pairs sont des enfants

**Publications.** Les relecteurs de la revue scientifique “Frontiers for Young Minds” ont entre 8 et 15 ans. Ils ont pour mission de rendre la science accessible à leur génération.



↑ Dessin d'Ajubel  
paru dans *El Mundo*, Madrid.

potentiellement catastrophiques du dérèglement climatique. *Frontiers for Young Minds* a pour objectif non seulement de publier des articles scientifiques, mais aussi de les rendre accessibles aux jeunes lecteurs. La revue s'attaque ainsi directement à un problème qui pèse depuis longtemps sur la science : la mauvaise communication entre les professionnels et le grand public.

“Les scientifiques ont tendance à utiliser leur jargon sans se demander si tel mot est vraiment connu du grand public, reconnaît Jon Lorsch, le directeur de l'Institut national des sciences médicales générales [dans le Maryland, aux États-Unis]. Parfois, pour vraiment expliquer quelque chose, il faut une phrase et pas le mot spécifique utilisé par les scientifiques.”

Un langage dense envoie le message que “la science est pour les scientifiques, qu'il faut être un ‘intellectuel’ pour lire et comprendre la littérature scientifique et que la science n'a aucun intérêt ni aucune importance pour la vie de tous les jours”, conclut un article publié l'année dernière par *Advances in Physiology Education*.

*Frontiers for Young Minds*, qui a récolté près de 30 millions de vues en neuf ans d'existence, affiche un message bien différent sur sa page d'accueil : “La science pour les jeunes, revue par les jeunes.”

Tout a commencé par une remarque de Robert T. Knight, un professeur de psychologie et de neurosciences de l'université de Californie à Berkeley. En 2007, peu avant le début d'une réunion de la Société des neurosciences à San Diego, une dizaine de membres s'étaient embarqués dans un grand débat sur le processus d'évaluation des articles scientifiques. La discussion portait sur la façon dont on les évalue et dont on décide de les accepter. “Peut-être devrait-on faire appel à des enfants, avait lancé Robert Knight, pensant que les jeunes pourraient faire du bon boulot et ce sans tout le cinéma

que font les adultes. Ça marcherait beaucoup mieux.” Les autres avaient arrêté de se chamailler et salué cette idée, raconte-t-il.

Robert Knight a trouvé l'occasion de faire entrer les jeunes dans le processus scientifique quelques années plus tard. Contacté par l'éditeur *Frontiers* pour assurer la rédaction en chef de *Frontiers in Human Neuroscience*, l'une de ses 185 publications en ligne gratuites, le professeur a accepté à une condition : l'éditeur devait lancer une nouvelle publication scientifique destinée aux enfants et aux adolescents.

L'article d'Idan Segev sur le projet *Human Brain*, qui avait été refusé deux fois par la jeune Abby, a été l'un des premiers publiés. Idan Segev et Robert Knight assurent désormais la rédaction en chef du magazine, qui est disponible en anglais, en arabe, en hébreu, et qui devrait présenter des éditions en français et en mandarin cette année.

Plus de 70 % des lecteurs de *Frontiers for Young Minds* ont moins de 18 ans. La plupart viennent des États-Unis (4,7 millions), d'Europe (plus de 2 millions), d'Inde (1 million) et d'autres parties de l'Asie (1,3 million). Le Canada, l'Australie, l'Afrique et le Moyen-Orient réunissent 1,4 million de lecteurs.

Les jeunes évaluateurs sont recrutés par l'intermédiaire d'un réseau de mentors, en général des chercheurs ou des professeurs de science titulaires d'un doctorat. Une évaluation fait parfois intervenir une classe entière.

**“Dans dix ans, si tout se passe bien, je ferai ce que ces gens-là font en ce moment.”**

**Younis,**  
JEUNE RELECTEUR

—The Washington Post  
(extraits) Washington

L'évaluatrice n'était pas convaincue par l'article du neurologue israélien Idan Segev et de son collègue suisse Felix Schürmann au sujet de *Human Brain*, un projet de modélisation informatique de toutes les connaissances sur le cerveau humain. “Professeur Idan, lui a-t-elle écrit, je n'ai rien compris à ce que vous

avez dit.” Les deux auteurs ont révisé leur texte, mais l'évaluatrice l'a renvoyé à nouveau – toujours pas assez clair. Il fallut une troisième version pour la satisfaire. “D'accord, a répondu l'évaluatrice, une fille de 11 ans de New York nommée Abby. Là, je comprends.”

Le processus de publication de la revue scientifique en ligne *Frontiers for Young Minds* est extrêmement strict : les articles de chercheurs de haut vol, parfois

titulaires d'un prix Nobel, portant sur l'édition des gènes, les ondes gravitationnelles et autres, sont soumis à des évaluateurs exigeants âgés de 8 à 15 ans.

**Initiative inédite.** Lancée en 2013 à Lausanne, en Suisse, cette revue arrive à maturité dans une période où la population se tourne vers les scientifiques pour obtenir, entre autres, des informations claires sur le coronavirus et les conséquences

La revue trouve ses mentors en contactant les rédacteurs en chef d'autres publications de l'éditeur et en compte actuellement 850 dans le monde.

On n'a pas besoin de passer des tests pour être évaluateur, il suffit d'être passionné par les sciences. Jusqu'à présent, les articles publiés par la revue ont été évalués par 5 500 enfants et adolescents originaires de 64 pays. Comme ils sont mineurs, leur nom n'est pas associé aux articles.

Dans des entretiens, trois de ces jeunes disent leur satisfaction d'avoir pu travailler avec des scientifiques professionnels. "Quand j'avais 10 ans, j'ai remporté les Olympiades nationales de maths [israéliennes] dans ma tranche d'âge, raconte Hillel, aujourd'hui âgé de 12 ans. Au début, je croyais que c'était un truc de nerd, mais j'ai fini par comprendre qu'il n'y avait pas de quoi être gêné. C'est quand j'ai vu d'autres jeunes évaluateurs que j'ai changé d'opinion. J'ai trouvé un espace où m'exprimer."

**Inspirante.** En mai 2022, Hillel a dédié une de ses évaluations – sur les connexions entre le cerveau et le reste du corps – à la mémoire de son chien Kenny, mort, qui "dormait dans [son] cœur depuis". Hillel a évalué quatre autres articles pour la revue, dont l'un sur l'ARN messenger. Quand il lit un article scientifique, Hillel cherche les passages que les autres élèves ne comprendraient probablement pas : "Il faut que je m'installe dans une pièce et que je me concentre. Parfois, ça prend deux ou trois jours."

Younis, des Émirats arabes unis, a évalué deux articles avant l'âge de 15 ans. Il procédait pas à pas. Il lisait le titre, y réfléchissait, puis lisait le résumé. Ensuite, "pendant deux à cinq jours, je faisais des recherches pour avoir une compréhension profonde du sujet", explique-t-il. Puis il lisait l'article trois fois, en notant les passages qui pouvaient être améliorés. Le processus entier prenait une semaine. Maintenant âgé de 16 ans, trop vieux pour continuer à évaluer des articles pour *Frontiers for Young Minds*, il est reconnaissant pour ce que ce travail lui a apporté. "J'ai vraiment conscience du travail difficile" qu'accomplissent les scientifiques, confie-t-il. "C'est une chose dont je parle tout le temps. Là, je suis adolescent, mais dans dix ans, si tout se passe bien, je ferai ce que ces gens-là font en ce moment."

Dix lauréats du prix Nobel ont eu des articles publiés dans *Frontiers for Young Minds* et dix autres ont des contributions en cours d'évaluation. Les prix Nobel ont droit à un processus différent en raison de leur emploi du temps chargé. Ils sont d'abord interviewés par Noa Segev, la fille d'Idan Segev. La journaliste

scientifique rédige l'article, consulte le chercheur, puis soumet le texte aux jeunes évaluateurs.

"Ce que j'aime dans l'évaluation, c'est que le sujet est toujours différent. C'est toujours quelque chose de nouveau et on approfondit toujours plus nos connaissances", confie Noora, 15 ans, elle aussi des Émirats arabes unis. Elle a travaillé avec Younis sous la houlette d'Asma Bashir, professeure assistante au Fatima College of Science d'Abou Dhabi.

La Norvégienne May-Britt Moser, colauréate du prix Nobel de médecine en 2014 pour avoir découvert le système dans le cerveau qui permet aux individus

**"Les enfants posent des questions directes. Ils ne veulent pas de réponses compliquées. C'est oui ou non."**

**Aaron Ciechanover,**  
COLAURÉAT DU PRIX NOBEL  
DE CHIMIE EN 2004

de se repérer dans leur environnement, a écrit un article pour *Frontiers for Young Minds* et soutient la mission de la revue. "C'est très important. Il y a une chose qu'on dit dans notre labo, c'est : 'Si tu ne peux pas communiquer ta découverte aux enfants, c'est que tu ne la comprends pas toi-même'", révèle-t-elle.

Le biologiste israélien Aaron Ciechanover, colauréat du prix Nobel de chimie en 2004, a écrit pour la revue un article expliquant comment l'organisme dégrade les protéines endommagées ou devenues inutiles. Il aime donner des conférences aux enfants, parfois même dans des écoles maternelles, et souligne que les scientifiques ne doivent pas sous-estimer l'intelligence des jeunes. "Les enfants sont vraiment merveilleux. Ils vous posent des questions directes. Croyez-vous en Dieu ? Ils ne veulent pas de réponses compliquées. C'est oui ou non. Ils sont très inquisiteurs. Ils n'ont pas de limites."

Le même principe doit s'appliquer à la revue, estime Idan Segev. Aucun sujet ne doit être considéré trop complexe pour de jeunes scientifiques. "On peut tout expliquer, déclare-t-il. J'en suis convaincu."

— **Mark Johnson**  
Publié le 7 janvier

**LA LETTRE  
TECH**



**Tous les quinze jours,  
l'actualité de la Silicon  
Valley vue des États-Unis**

PHILIPPE COSTE, à New York

## Le miracle du "sujet T12", la grande peur du plagiat et le gentil monde de Nextdoor

**E**n lisant la **MIT Technology Review**, j'ai repensé au livre *Le Scaphandre et le papillon*, ce récit bouleversant qu'avait écrit un journaliste paralysé par un accident vasculaire cérébral en indiquant chaque lettre de l'alphabet par des clignements d'yeux. À l'université Stanford, le "sujet T12" pourra, lui, écrire sans mal ses Mémoires s'il le souhaite, ou plus simplement recouvrer une communication décente et s'affranchir, au moins en paroles, d'un corps mué en prison. Ce patient atteint de la maladie de Charcot (maladie de Lou Gehrig en Amérique du Nord), caractérisée par la dégénérescence des neurones moteurs, ne pouvait plus ni bouger ni prononcer des sons compréhensibles. Un implant cérébral lui permet maintenant de parler via un ordinateur, au rythme de 62 mots à la minute, plus lent que les 160 mots dont est capable un individu en bonne santé mais suffisant pour révolutionner sa vie quotidienne.

Enfoncé profondément dans son cortex, l'implant ne lit pas ses pensées. Il se contente de détecter les impulsions cérébrales commandant les mouvements imperceptibles de ses lèvres puis de les traduire ou d'en estimer la signification avec l'aide d'un programme d'intelligence artificielle qui s'adapte au contexte, au thème de la conversation, pour produire les vocables manquants ou finir correctement une phrase. Les avancées dans le domaine de ces prothèses vocales semblent sidérantes. Le précédent record de vitesse, établi en 2019, culminait à 19 mots par minute... L'appareillage, une sorte de casque barbare, est toujours encombrant et très visible, mais les chercheurs sont certains que leur méthode peut être extraordinairement améliorée par d'autres

types de palpeurs cérébraux, comme ceux que perfectionne Neuralink, la start-up d'implants d'Elon Musk, réputés capables de répartir un millier d'électrodes microscopiques dans le cerveau de personnes handicapées.

### Guerre au "PlaGPT"

Tant qu'à louer les nombreux bienfaits de l'intelligence artificielle, la Lettre tech tentera de calmer la grande peur des enseignants, obsédés par la nouvelle ère du plagiat indétectable qu'ouvre ChatGPT. Écoutons par exemple la réponse de Sam Altman, patron d'OpenAI et concepteur de ce diabolique logiciel. Dans **Gizmodo**, il rappelle que la triche et le pompage sévissent dans les classes depuis la nuit des temps, peu importe le moyen utilisé, la toute-puissance informatique ou l'aide d'un complice humain fort en thème. Mieux vaut apprivoiser le danger, prône-t-il, utiliser ce chatbot comme une sorte de répétiteur qui aiderait l'élève à éditer sa prose, à enrichir son vocabulaire, essayer de nouvelles versions de textes et apprendre sans crainte à faire un plan de rédaction à force d'exemples et de questions successives posées à l'ordinateur. D'autres experts interrogés craignent que cette phobie ne débouche sur une nouvelle ère de flicage des élèves. Durant la période Covid du téléenseignement à outrance, les établissements ont eux-mêmes abusé de la technologie pour éviter la triche. Nombre d'étudiants se souviennent des caméras et traqueurs "intelligents" de mouvements d'yeux qu'on leur imposait durant les examens en ligne pour éviter les antisèches...

PS : la **Technology Review** rappelle dans un autre article qu'à l'heure où les fleurons de la tech licencient à tour de bras, seule l'intelligence artificielle

continue d'embaucher. Le secteur pourrait rester *hot*, chaud bouillant, pendant encore un moment.

### Bons voisins

Je suis abonné à Nextdoor dans mon quartier de Manhattan. L'appli me permet de prendre des nouvelles émouvantes des chats perdus par des voisins que je n'ai jamais rencontrés, de spéculer sur les raisons de la fermeture subite du restaura-thaï du coin (rassurez-vous, il vient mystérieusement de rouvrir sous un autre nom avec le même menu), en clair, de remettre un brin de connivence dans notre monde de brutes citadines. Nextdoor est arrivé en France en 2018, mais j'ignore s'il a eu en Europe les conséquences sur l'immobilier que déplore **Vice** aux États-Unis. Comme tous les forums, il sied souvent aux grandes gueules qui, dans certains États du nord-ouest du pays, ont lancé des campagnes pour interdire la construction de logements sociaux ou de lotissements abordables dans leur voisinage immédiat. Cet activisme en ligne a des conséquences graves, vu la crise du logement et des loyers qui sévit dans toute la région. Nextdoor déplore ces mœurs égoïstes et **Vice** rappelle que la société est cotée à Wall Street sous le code boursier "KIND", "gentil" en anglais. Sa devise ? "Cultivons un monde plus gentil où l'on peut compter sur son voisin." Pas toujours simple quand même.—



**SUR NOTRE SITE**  
[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

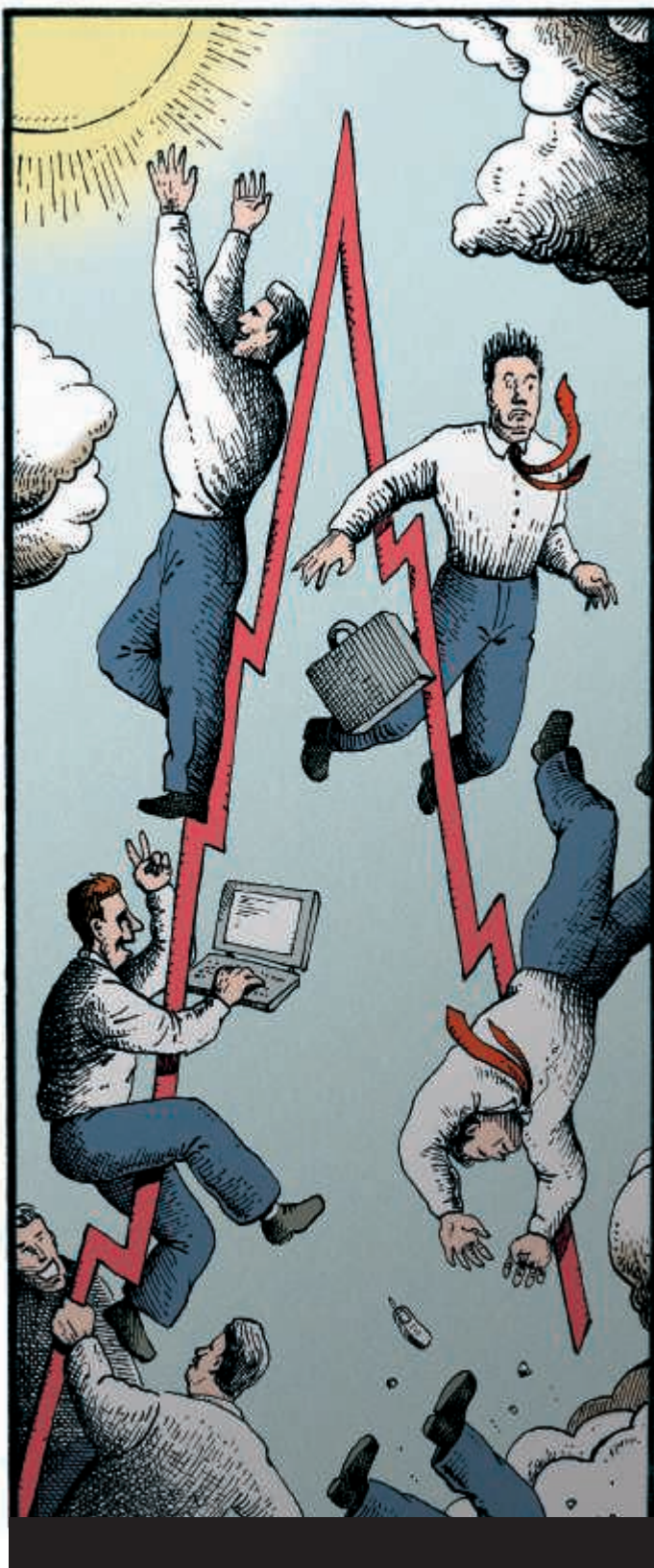
Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **la Lettre tech**.

ÉCONOMIE



# La tech chasse le “suremploi”

**Travail.** Selon cet hebdomadaire conservateur, s’il y a autant de licenciements dans le secteur, c’est que les cols blancs y étaient pléthoriques.



—The Sunday Times  
Londres

**R**ien ne fait plus plaisir à Wall Street que d’entendre parler de licenciements. Voyez ce qui s’est passé le 11 janvier. [La banque d’investissement] Goldman Sachs a annoncé la mauvaise nouvelle à 3 200 de ses employés à travers le monde. Certains n’ont eu qu’une demi-heure pour vider leur bureau et faire place nette. Les investisseurs ont applaudi la nouvelle de ces licenciements brutaux en faisant grimper de 3 % le cours des actions de Goldman Sachs. À la fin de la semaine, la banque avait gagné 4 milliards de dollars [3,7 milliards d’euros] en valorisation.

C’est ainsi. Depuis que Meta, propriétaire de Facebook, a mis à la porte plus de 11 000 personnes en novembre, son action a regagné un tiers de sa valeur. Et ce n’est pas parce que le monde a enfin compris le génie de Mark Zuckerberg et de ses rêves de métavers.

**Trancher fermement.** Tout ça ne fait que commencer. Alors que le coût de la vie et les taux d’intérêt s’envolent, les gens ont de moins en moins d’argent à dépenser. Les entreprises voient leurs bénéfices diminuer et le moyen le plus rapide de se refaire une santé financière consiste souvent à se débarrasser de ces encombrants centres de coûts : les humains.

Le licenciement de masse est un art. D’après Bill Gurley, l’investisseur qui a financé aussi bien Uber que [le service de réservation en ligne pour restaurants] OpenTable, le mieux est de trancher fermement en une seule fois. Les licenciements sont de toute manière déchirants et perturbants, argue-t-il, quel que soit leur nombre. Si une société ne taille pas suffisamment dans ses effectifs la première fois, elle devra recommencer plus tard, ce qui revient à “s’attirer des ennuis sans fin, pour rien”.

Prenez Robinhood, l’application de courtage qui a supprimé 9 % de ses effectifs en avril, puis encore 23 % en août. Ou la plateforme de cryptomonnaies Coinbase. Elle s’est séparée d’environ un cinquième de ses collaborateurs en juin, puis [le 10 janvier] elle a renvoyé 18 % des effectifs en plus, alors que les nuages

s’accumulent sur le marché des cryptoactifs. Les 3 200 licenciements de Goldman Sachs ne représentent que 6,5 % de ses 50 000 employés.

Ces licenciements laissent néanmoins deviner une vérité que personne ne souhaite dire tout haut : beaucoup de gens ne font pas grand-chose. Cela semble particulièrement vrai après la frénésie d’embauche à laquelle se sont livrés les employeurs durant la pandémie, lorsque l’économie, inondée par l’argent des fonds de relance, a prospéré. Maintenant que la conjoncture s’inverse, les entreprises s’aperçoivent combien leurs effectifs sont pléthoriques. Les licenciements reviennent donc en force et ont inspiré une nouvelle expression : les “élites excédentaires”.

La définition est encore floue, mais dans la Silicon Valley la formule semble désigner tout col blanc dont l’absence ne serait guère préjudiciable à la bonne marche de l’entreprise. Pire, tout irait mieux une fois que cette dernière se serait débarrassée de tous ces gens, de leurs mémos et de leurs réunions inutiles. Le terme *downsizing* [de *size* en anglais, réduction de la taille des effectifs ou dégraissage] a été remplacé par le plus élégant (mais peut-être pire ?) *rightsizing* [ajustage], laissant entendre que si vous êtes “ajusté”, c’est que votre entreprise n’aurait jamais dû vous embaucher au départ.

## Depuis octobre, Elon Musk a licencié au moins 75 % des salariés et sous-traitants de Twitter.

Le secteur de la technologie, et plus particulièrement des logiciels, a été le grand gagnant de cette pandémie qui nous a tous précipités en ligne pour travailler et faire nos courses. Il est donc logique qu’il soit aujourd’hui le plus durement touché. D’après le site *Layoffs.fyi* [qui donne en temps réel les licenciements dans la tech], plus de 150 000 employés du secteur ont perdu leur emploi l’an dernier dans le monde.

Ils ne seront pas les derniers. *The Sunday Times* a parlé à plusieurs personnes emportées par la vague de licenciements, que ce soit chez [l’éditeur de logiciels de gestion]

Salesforce (8 000 départs), chez le spécialiste des paiements Stripe (1 000) ou chez Amazon (18 000), et un thème commun émerge : il y avait tellement de gens qu’on ne savait pas très bien ce que beaucoup d’entre eux faisaient de leurs journées.

**Poursuites.** Le phénomène a pris une telle ampleur pendant la pandémie que l’on a assisté à une forme de “suremploi”, où des télétravailleurs assumaient deux, trois voire quatre jobs à temps plein, tout en étant capables de remplir les objectifs peu ambitieux fixés par leurs employeurs.

Mais la fête est finie. C’est pourquoi de nombreux dirigeants d’entreprises ont l’œil rivé sur Twitter et l’expérience qu’y mène en temps réel son nouveau patron, Elon Musk. Depuis son arrivée en octobre, le magnat de Tesla a licencié au moins 75 % des salariés et sous-traitants de Twitter. Or les prédictions sur l’effondrement imminent du réseau social ne se sont pas réalisées.

On peut contester nombre de décisions d’Elon Musk – il a cessé de payer un temps le loyer du siège de Twitter, a fait poireauter des semaines les salariés licenciés avant qu’ils ne touchent leurs indemnités, et encore n’étaient-elles pas aussi élevées que prévu. Rappelons qu’il est plus facile de tailler dans les effectifs aux États-Unis qu’au Royaume-Uni [ou qu’en France]. Certains employés du bureau londonien de Twitter ont d’ailleurs engagé des poursuites contre la société au motif qu’ils auraient été renvoyés sans préavis, ce qui est illégal. Jusqu’à présent et bien qu’il ne fonctionne qu’avec un quart de ses effectifs, le réseau social est néanmoins toujours accessible à ses 200 millions d’utilisateurs quotidiens.

Les dirigeants qui voient leurs bénéfices et leurs actions plonger tandis que les charges augmentent ont trouvé leur modèle en Twitter. Peut-être est-il exagéré de virer quatre employés sur cinq, mais le pari d’Elon Musk leur a donné la permission de penser “plus grand” et de tailler davantage dans les effectifs. Les investisseurs les récompenseront. Et si vous faites partie de ces “élites excédentaires”, l’annonce s’annonce difficile.

—Danny Fortson  
Publié le 14 janvier

↳ Dessin de Cost  
paru dans *Le Soir*, Bruxelles.



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

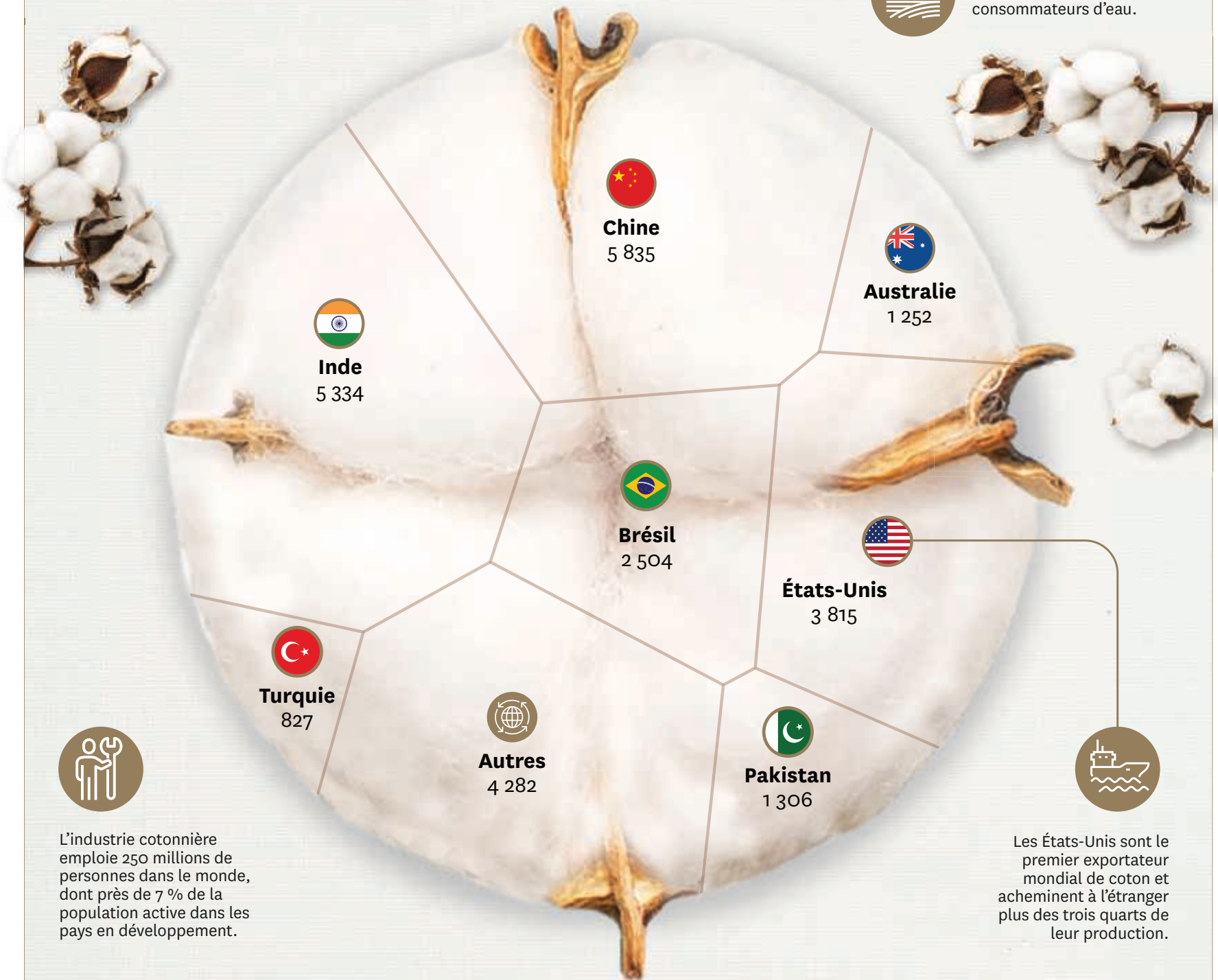
# Un monde assez coton

Si cette fibre naturelle est produite sur tous les continents, les États-Unis en sont le premier pays exportateur.

**Production de coton\*** Saison 2021-2022, en milliers de tonnes



C'est l'un des produits agricoles les plus consommateurs d'eau.



L'industrie cotonnière emploie 250 millions de personnes dans le monde, dont près de 7 % de la population active dans les pays en développement.



Les États-Unis sont le premier exportateur mondial de coton et acheminent à l'étranger plus des trois quarts de leur production.

Source : Service agricole international de l'USDA, WWF, The World Counts

Source



**VISUAL CAPITALIST.** Ce site canadien créé en 2011 propose des infographies sur des sujets tels que la technologie, l'énergie, l'économie mondiale... Celle-ci, publiée le 23 novembre, s'intéresse à la production du coton. Cette fibre naturelle,

présente partout, est la plus utilisée dans le monde. Elle est devenue le premier produit agricole non alimentaire. Les trois quarts des 25 millions de tonnes produits dans le monde durant la saison 2021-2022 sont issus de cinq pays.

# 360

## MAGAZINE

Faisons de notre vie un roman • Idées .....	40
Filmer Naples et mourir • Plein écran .....	42
Martha Nussbaum, philosophe • L'entretien .....	44

# Au Congo, les liaisons facétieuses

**Le Congolais Robert Nzaou est l'auteur d'une espiègle série sur l'amour, "Louzolo". En inversant les rôles traditionnellement attribués aux hommes et aux femmes dans son pays, il espère changer les mentalités.**

**D**es clichés joyeux, farçeurs et colorés. À l'image de son travail, le photographe congolais Robert Nzaou ne manque pas d'humour. Sa série *Louzolo* ("L'Amour" en kikongo, un dialecte parlé au Congo) est composée de photomontages très amusants. Il y met en scène ses proches et amis dans des scènes d'amour où s'opère "une inversion des rôles" traditionnellement attribués aux femmes et aux hommes dans son pays, relate-t-il. En maniant à merveille la facétie et l'image, le photographe espère "faire bouger les mentalités".

Animé par le désir de "raconter le monde l'entourant", le photographe s'est attaqué au thème le plus universel qu'il soit, l'amour, avec pour théâtre, toujours, le quartier où il vit à Pointe-Noire, la capitale économique. Dans chaque image, il a associé plusieurs clichés, avec pour fond les murs du quartier ou des rideaux. Un travail qui se rapproche du collage et dans lequel il joue sur l'abstrait, et cherche le "vrai, ce qui nous touche tous", à travers des mises en scène.

L'idée de cette série lui est venue d'une anecdote familiale : lorsque sa femme a offert des fleurs à sa mère, qui n'en avait jamais reçu de la part de son mari, il a pris conscience que les Congolaises "appréciaient plus qu'on ne le pense ces petits gestes trop rares de la part des hommes". Ainsi est né le tryptique *Robinet d'amour*, qui montre un homme offrant des fleurs à une femme. Son corps, par la magie du montage, se fond dans le mur sur lequel un robinet est judicieusement placé à l'entrejambe, détaille Robert Nzaou, rieur.

D'autres images mettent en scène des hommes faisant la lessive, préparant à manger ou jouant de la flûte devant leurs compagnes souriantes. Le photographe a voulu montrer des hommes dans des attitudes qui ne sont pas traditionnellement considérées comme viriles, "à cause des préjugés" existant dans la société au Congo, mais "que les femmes apprécient, en fait", relève-t-il. Et s'il a choisi de faire fondre dans les décors certains corps masculins, c'est pour montrer que "les hommes veulent parfois faire ces petits gestes mais à l'abri des regards, sans que la société les voie", plaisante-t-il.

Robert Nzaou explique : "[Je cherche à] capturer la société pour qu'on ait des documents qui nous montrent, nous les Congolais, tels que nous avons été."

Le quadragénaire veut aussi sublimer ses compatriotes, montrer ce qui marche. "Pour que l'on soit fiers d'être congolais, fiers de venir de ces endroits-là : c'est tellement chaleureux, tellement beau", confie-t-il.

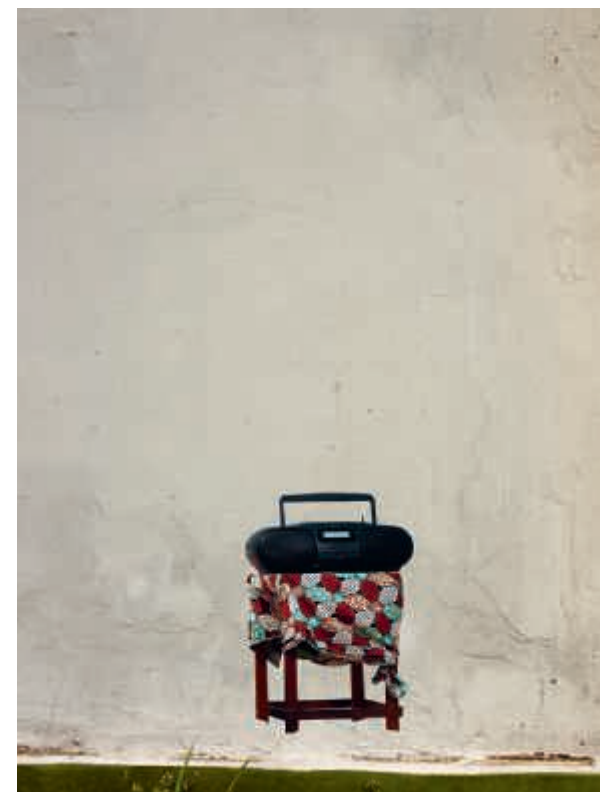
Son terrain de jeu préféré : la rue. Lui qui a débuté dans le rap, "une musique qui raconte le quartier, la société", découvre ensuite dans la photographie de rue d'Henri Cartier-Bresson ou de Robert Doisneau un autre support assez puissant pour peindre son monde. Et c'est ce qu'il a décidé de faire à Pointe-Noire, une ville qui l'émerveille sans cesse par "ses couleurs et ses gens, qui sont toujours bien habillés : des sapeurs pour qui la mode est importante", explique-t-il.

— **Courrier international**



→ **Femme noire, femme africaine.**





### Le photographe

#### ROBERT NZAOU

Né en 1976 à Nkayi, quatrième ville de la république du Congo, ce photographe est autodidacte. Après une carrière d'ingénieur du son et de musicien, dans le rap plus spécifiquement, il s'est mis à la photographie de rue sur le tard, en 2015. Établi à Pointe-Noire, il croque sa ville et ses compatriotes dans des clichés très colorés. Sa série *Louzolo* a été publiée dans le magazine allemand *ProfiFoto* et lui a valu d'être finaliste du prix Cap, prestigieuse récompense de la photographie africaine contemporaine. Il est l'auteur de trois livres de photographie de rue, en vente sur son site Internet : *Puddle Hunting*, *La chasse aux miroirs d'eau*, *Pointe-Noire en couleur*, et *Dans ma rue*.

↑↗↗ *Robinet d'amour 1, 2 et 3.*



↓ *Power Couple.*





↑ Avenue Tchikaya U'Tamsi.

← Ku Tuta Saka Saka.

idées. 

# Faisons de notre vie un roman

Les histoires que nous nous racontons sur nous-même influencent notre santé mentale et notre capacité à nous projeter dans l'avenir. Pourrions-nous les mettre à profit pour vivre plus heureux ?

—New Scientist (extraits) Londres

Tout le monde connaît les ingrédients d'une bonne histoire. Un personnage principal, qui n'est certes pas parfait mais auquel il est facile de s'identifier, part en quête de quelque chose. Au fil des chapitres, notre héros affronte des difficultés et des revers de fortune qui l'amènent à explorer d'autres chemins. À la fin de l'histoire, le personnage réussit à surmonter tous les obstacles et trouve enfin un sens à sa vie. Que ce soit Jane Eyre, Luke Skywalker ou Gilgamesh.

Nous adorons ces intrigues, aussi bien dans les romans et les films que dans les jeux vidéo. Mais les ingrédients d'une bonne histoire ont bien plus à offrir qu'un simple divertissement. Des recherches récentes montrent que la manière de raconter notre vie peut renforcer notre résistance au stress. Les gens qui envisagent leur vie comme une aventure, avec des difficultés à surmonter et des possibilités de se racheter, seraient plus équilibrés. C'est l'effet du héros imparfait.

Mieux encore, les psychologues ont découvert que transformer nos souvenirs en une histoire bien ficelée, et considérer notre avenir comme la suite naturelle de cette aventure, pouvait nous aider à atteindre plus facilement nos objectifs.

C'est Dan McAdams, de l'université Northwestern, dans l'Illinois, qui s'est intéressé le premier au domaine de la psychologie narrative. Grand amateur de littérature à l'université, il a toujours été attiré par les grandes épopées de romanciers comme Tolstoï. Quand il a ensuite étudié la psychologie, il a commencé à réfléchir aux histoires que nous nous racontons à nous-même et s'est demandé si ces dernières n'étaient pas au cœur de notre identité.

**D'acteur à auteur.** Précédemment, les psychologues considéraient l'identité comme la somme des valeurs et des croyances d'un individu, de ses objectifs et de son rôle dans la société, et une attention particulière était accordée à la façon dont la personne se comparait aux autres. McAdams ne remet pas en question l'importance de ces éléments mais, selon lui, notre récit personnel, fondé sur nos souvenirs autobiographiques, est le fil qui relie tous ces éléments entre eux. Et notre manière d'envisager notre histoire nous aide à savoir qui nous sommes et influence notre perception des événements présents et à venir. *“L'identité est censée être la synthèse de votre vie dans le temps, explique-t-il. Elle réunit les différents rôles de votre vie et façonne la place que vous avez dans le monde. Et comme toute*

*histoire, elle a ses personnages, son intrigue et ses grands thèmes.”*

McAdams a formulé ce concept, qu'il appelle “la construction de l'identité par la mise en récit” dans les années 1980. Grâce à l'analyse des souvenirs de ses sujets d'étude et de la perception de leur identité, il a découvert que l'identité d'une personne se forgeait à partir de sa façon de raconter son histoire personnelle. Ces vingt dernières années, cette hypothèse a également intéressé de nombreux autres psychologues.

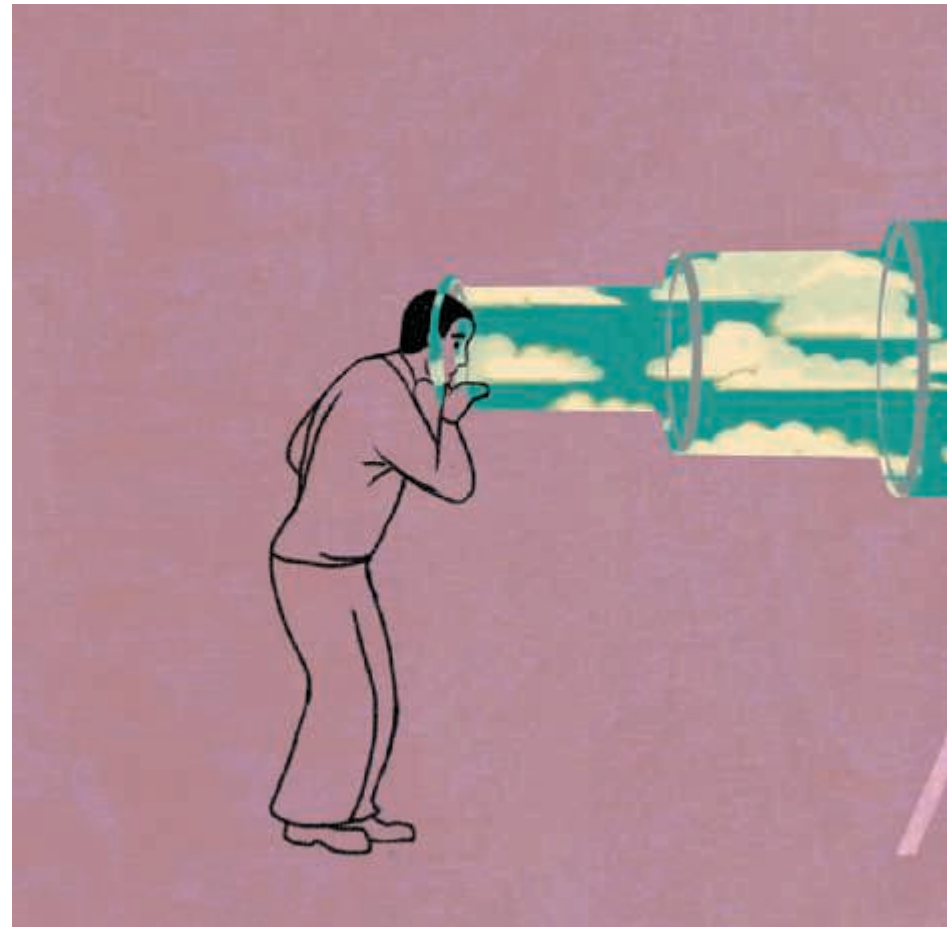
Les premières recherches portaient en grande partie sur la naissance de ces récits personnels. McAdams et d'autres se sont aperçus que les jeunes enfants ne voyaient pas leur vie comme une série d'événements liés entre eux, mais plutôt comme une succession d'événements isolés. Ils ne font pas de liens entre ces derniers. *“Les capacités cognitives nécessaires pour créer son récit personnel ne sont pas vraiment sollicitées avant l'adolescence”,* explique McAdams. Ce processus s'apparente pour lui au passage d'un rôle d'acteur à un rôle d'auteur.

**Les gens dont les récits autobiographiques sont plus cohérents sont souvent plus satisfaits de leur sort.**

Par exemple, un enfant de 10 ans ne va pas considérer le divorce de ses parents comme un tournant dans sa vie, contrairement à un adolescent de 15 ans.

Autre découverte : la structure de ces récits autobiographiques s'organise comme celle des romans. Nous agencions l'histoire de notre vie en chapitres bien précis qui représentent des changements importants de notre identité. *“On pense à sa vie en différentes périodes : l'époque où j'étais en primaire, l'époque où je vivais dans cette maison, dans cette ville, ou l'époque où j'étais en couple avec telle personne”,* souligne Dorthe Kirkegaard Thomsen, de l'université d'Aarhus, au Danemark.

À mesure que les recherches progressaient dans ce domaine, il est devenu rapidement évident que les gens n'étaient pas tous égaux face à la création de leur roman personnel. En analysant les récits des différents sujets, les chercheurs ont évalué la cohérence des histoires, la chronologie et les liens de causalité entre les différents épisodes autobiographiques. Ils se sont rendu compte que certaines personnes déroulaient des histoires qui regorgeaient de détails, tandis que d'autres étaient beaucoup plus vagues, et que ces différences avaient des répercussions importantes sur leur bien-être. Les gens dont les récits étaient plus cohérents avaient un sens plus fort de leur identité, étaient



✍ *Dessin de Beppe Giacobbe  
paru dans Corriere della Sera,  
Milan.*



plus solides, et ils avaient le sentiment que leur vie avait plus de sens, une direction plus affirmée et un vrai but. Ces personnes étaient en général plus satisfaites de leur sort que les autres.

McAdams et ses collègues ont également enquêté sur les liens entre le bien-être et certains grands thèmes narratifs. Ils ont découvert que le libre arbitre – le sentiment d’avoir eu une certaine prise sur des événements passés – est un indicateur important de la santé mentale. *“Les gens qui sont dépressifs ou trop anxieux racontent souvent leur vie comme s’ils étaient complètement impuissants”,* poursuit McAdams. *“Ils ont le sentiment d’être ballottés par des forces qu’ils ne réussissent pas à contrôler.”*

**Nouveau départ.** Autre thème important : le nouveau départ, qui implique de trouver du positif dans des événements stressants. *“Les gens peuvent, par exemple, raconter avoir appris quelque chose et en être sorti grandis”,* dit McAdams. D’après ses recherches, cette caractéristique fait souvent défaut aux personnes aux prises avec des problèmes psychologiques comme la dépression. *“Ils se racontent qu’ils ont tout gâché ou qu’ils n’arrivent pas à entretenir des relations positives et qu’ils sont destinés à être coincés à jamais dans cette situation.”*

Croire en sa capacité à rebondir est particulièrement important pour surmonter

une mauvaise habitude ou une addiction. Dans le cadre d’une étude, les nouveaux membres des Alcooliques anonymes devaient décrire leur dernier verre. Certains ont donné des descriptions très factuelles, d’autres ont décrit un moment personnel de prise de conscience, qui les a conduits à un changement positif. Plus de 80 % des gens qui ont raconté une histoire de nouveau départ sont restés sobres, contrairement aux 44 % qui étaient restés factuels.

Ces découvertes ont conduit les psychologues à se demander s’il était possible de former les gens à mettre en récit leur passé afin de les aider à progresser sur le plan personnel.

En 2010, des chercheurs se sont approchés de ce but. Une équipe dirigée par Sharon Danoff-Burg, alors à l’université d’Albany, dans l’État de New York, a demandé à trois groupes de participants de remplir des questionnaires sur leur santé mentale, puis de passer vingt minutes à écrire sur leur passé. Certains ont été invités à donner une description factuelle d’une maison dans laquelle ils avaient vécu. D’autres ont été encouragés à exprimer leurs pensées et leurs sentiments. Un troisième groupe devait écrire sur un événement spécifique et était invité à se concentrer sur des éléments narratifs : il fallait décrire le contexte de

l’événement, donner des détails sur comment ça s’était passé et comment ça s’était terminé. Les productions de ce dernier groupe présentaient une structure narrative et une cohérence supérieure à celles des autres, et leurs auteurs ont également vu des améliorations dans leur santé mentale le mois suivant. Quelques personnes du groupe d’écriture invité à s’exprimer en toute liberté avaient spontanément raconté une histoire personnelle et, fait révélateur, plus leurs histoires étaient cohérentes, plus leur bien-être s’est amélioré par la suite.

La bonne nouvelle pour tous ceux qui essaient de prendre de bonnes résolutions en 2023, c’est que ce sentiment de contrôler sa vie peut aussi fortifier la volonté. McAdams, en collaboration avec Brady Jones et Mesmin Destin, des collègues de l’université Northwestern, a demandé à des jeunes de 14 et 15 ans de raconter par écrit un de leurs échecs et une de leurs réussites. La moitié d’entre eux ont reçu des consignes supplémen-

**“Ceux qui sont dépressifs ou trop anxieux racontent souvent leur vie comme s’ils étaient impuissants.”**

**Dan McAdams,**  
PSYCHOLOGUE

taires et devaient décrire comment ils expliquaient cette réussite (ce qui encourageait la réflexion sur le libre arbitre) et en quoi cet échec avait eu des conséquences positives (ce qui encourageait la réflexion sur la capacité à rebondir). Huit semaines plus tard, les membres de ce groupe avaient remarqué qu’ils étaient plus sérieux dans leurs devoirs, et qu’ils avaient de meilleures notes.

Ces résultats ont beau être enthousiasmants, Kate McLean, de l’université Western Washington, émet quelques réserves. Sa première inquiétude, c’est que certaines personnes se sentent obligées de réécrire un traumatisme vécu sous un angle positif. Si elles n’y parviennent pas, elles risquent de se sentir coupables, ce qui ne peut qu’accentuer leur mal-être. Selon McLean, la culture occidentale – et surtout la culture américaine – nous pousse déjà trop souvent à chercher le bon côté des choses. *“Cette pression peut vraiment être problématique”,* assure-t-elle.

Pour McLean, à trop se raconter d’histoires, on risque également de devenir présomptueux. En collaboration avec Lauren Jennings, qui travaillait alors également à l’université Western Washington, elle a réalisé une expérience où elle faisait passer des tests, et faisait ensuite croire aux participants que les résultats montraient qu’ils avaient des préjugés.

Ils étaient très contrariés et perdaient confiance en eux. Toutefois, s’ils écrivaient ensuite une histoire décrivant un moment fort de leur vie, ils se remettaient rapidement et recommençaient à se percevoir comme des personnes tolérantes. *“Il est également possible de se raconter des histoires pour ne pas avoir à affronter une réalité inconfortable ou à se remettre en question”,* insiste McLean.

Les récits narratifs ne sont donc pas la panacée. Et quand nous sommes confrontés à une vérité douloureuse nous concernant, il vaut mieux que nous essayions de nous remettre en question plutôt que de fermer les yeux. Néanmoins, si vous aspirez à progresser dans certains domaines, les découvertes de la psychologie narrative peuvent vous être très utiles.

**Fixer une date.** Prenons le travail de Katy Milkman, qui étudie les comportements à l’université de Pennsylvanie, à Philadelphie. Inspirée par les recherches sur la psychologie narrative, elle a voulu savoir si nous étions sensibles aux dates pour entamer un nouveau chapitre de notre vie – et si, par conséquent, ces dates pouvaient nous aider à prendre de bonnes habitudes. Les bonnes résolutions du 1<sup>er</sup> janvier sont l’exemple le plus évident de ce principe en action. Mais les anniversaires, la rentrée ou un déménagement peuvent aussi être sources de motivation. Dans une étude, Milkman et ses collègues ont découvert que la date du 20 mars, le début du printemps, suffisait à motiver les gens à adopter de nouvelles bonnes habitudes, comme faire plus de sport.

L’équipe de Milkman n’a pas vérifié si ces bonnes intentions se concrétisaient mais, d’après une expérience menée par John Beshears, de la Harvard Business School, cette stratégie peut vraiment porter ses fruits. L’équipe a ainsi travaillé avec quatre universités américaines. Il était offert à 6 000 employés la possibilité d’augmenter leurs économies avec un nouveau plan d’épargne. Certains participants se sont vu proposer de commencer à une date qui évoquait un nouveau départ, comme leur anniversaire, le 1<sup>er</sup> janvier, ou le *“premier jour du printemps”,* tandis que d’autres ont eu des dates plus banales comme *“dans deux mois”*. Tout a fonctionné comme l’équipe s’y attendait : la perspective de commencer un nouveau chapitre de leur vie, à une date qui avait du sens, a incité plus de gens à lancer ce programme d’épargne.

Nos vies ne sont peut-être pas aussi passionnantes que celles de nos personnages de fiction préférés. Pourtant, en reconnaissant que nous sommes les héros de nos aventures, nous pouvons tous, littéralement, faire de notre vie un roman.

**—David Robson**  
Publié le 4 janvier

# plein écran.



—Il Foglio (extraits) Milan

Un babà, une pastiera, une pizza à bords épais ? Ou si on regardait plutôt une chouette série ? La “Napolimania” bat son plein, et Naples est devenue une fierté nationale, un état d’esprit. Pour s’en rendre compte, il suffisait de prendre le train au moment de l’Épiphanie, pour tomber sur des petites familles tout émoustillées à l’idée d’aller se nourrir de mythes, de légendes, de culture, de Maradona, d’Elena Ferrante. Et de beaucoup, beaucoup de glucides.

Tout est complet, tout est sold out. Et force est de constater que le petit écran a joué un rôle de tout premier plan dans le redressement de notre chère capitale des Bourbons. Il n’y a qu’à se rendre au légendaire siège napolitain de la Rai [la télévision publique italienne] où, à deux pas du stade Maradona et au milieu de tresses d’ail porte-bonheur suspendues dans les bureaux, on croise toutes sortes de célébrités. Parmi elles, les comédiens d’*Un posto al sole* [“Une place au soleil”, sorte de *Plus belle la vie* transalpin, à l’antenne depuis 1996]. La série télé italienne, ou plutôt napolitaine, d’où tout a commencé et qui bat des records de longévité.

Avec le petit écran, Naples et la Campanie ont enfin trouvé leur industrie, et *Un posto al sole* a été le précurseur de ce mouvement. Et puis est arrivée *Gomorra*, le pendant d’*Un posto al sole*. Si la première série incarne la Rai d’hier, la deuxième [tirée des écrits de Roberto Saviano sur la mafia locale et diffusée en Italie sur la chaîne satellitaire Sky (2014-2021)] représente l’algorithme néo-réaliste. “À Naples, il y a un avant et un après *Gomorra*, analyse [l’écrivain et scénariste] **Pepe Fiore** dans la revue monographique

## Naples crève l’écran

La ville attire en nombre tournages de films et de séries. Et il n’y est pas question que de mafia. Un engouement qui, petit à petit, amène les Italiens à la considérer autrement.

*The Passenger*. *Gomorra a montré à tous que Naples était l’une des villes les plus contemporaines du monde.*”

Et *Gomorra* n’a pas seulement tordu le cou à l’image de carte postale de Naples, au triptyque mer-soleil-mandoline et à ces draps suspendus qui plaisaient tant aux Américains après-guerre. Elle a aussi été un centre de formation d’excellence. “Les chefs techniciens débarquaient de Rome et embauchaient des petits gars du coin. Le type qui a commencé manœuvre sur la première saison de *Gomorra* est aujourd’hui deuxième assistant électro. Naples aujourd’hui, ce n’est pas juste une ville de cinéma, la ville et le cinéma y sont deux vases communicants”, écrit **Pepe Fiore**. Et pour avoir une idée du phénomène, rappelons que, ces cinq dernières années, environ un millier de productions y ont vu le jour, entre les films, les séries et les pubs.” Un chiffre considérable, qui fait de Naples le premier lieu de tournage d’Italie.

“On compte plus d’acteurs à Naples qu’à Hollywood”, révélait voilà quelque temps [le journal] *La Repubblica*, dans une vaste enquête sur un essor qui est aussi industriel, entre les studios, les acteurs, les scénaristes, les éclairagistes, les costumiers, les maquilleurs et autres.

Parallèlement, beaucoup rêvent de quitter Rome, et surtout Milan, et d’élire domicile sur la colline [huppée] du Posillipo. Un phénomène qui a commencé avec le Covid, quand s’est fait jour, dans la péninsule – dans le Nord, surtout –, la volonté irrésistible de sortir de chez soi et d’explorer des lieux à la fois proches et lointains. C’est à ce moment que les

disciples de [l’écrivain voyageur Bruce] Chatwin se sont dit, depuis Milan : puisqu’on ne peut pas prendre l’avion pour New York, pourquoi ne pas prendre le train pour Rome, voire pousser jusqu’à Naples ? La ville qui, chez certains souverainistes lombards, évoquait le vol à la tire, le mal de vivre, inspire aujourd’hui la joie, l’allégresse, la spontanéité. Naples est italienne ! Naples, c’est l’Italie !

Aujourd’hui, Naples s’affiche aussi sur grand écran avec *Nostalgia*, de Mario Martone, qui fait un tabac en France. Le film est sorti le 4 janvier dans les salles françaises, séduisant en quelques jours plus de 52 000 personnes. Un engouement qui créera d’autres activités et encouragera les touristes à se lancer dans un grand tour à la Stendhal. “À Naples, à Naples\* !” *Nostalgia* a été produit par Mad Entertainment, la société napolitaine qui

✓ Sur le tournage de la série *Un posto al sole*, avec le Vésuve en ligne de mire.

Photo Giuseppe D’Anna

a financé *Napoli Magica*, un documentaire [inédit en France] sur Naples et ses mythes. Parmi ceux-ci, *Polichinelle et l’incontournable Monaciello* [“le petit moine”, personnage du folklore local], qui apparaissait déjà dans *La Main de Dieu*, de Sorrentino, le film [sorti sur Netflix à la fin de 2021] qui a définitivement consacré le nouvel âge d’or d’Hollywood-sur-Vésuve.

Et puis il y a bien sûr *La Vie mensongère des adultes*, un pur produit Netflix [mis en ligne début janvier], tiré d’un roman d’Elena Ferrante, et *L’Amie prodigieuse* [une autre série adaptée d’une trilogie de l’écrivaine napolitaine].

**“Gomorra a montré que Naples était l’une des villes les plus contemporaines du monde.”**

**Pepe Fiore,**  
ÉCRIVAIN ET SCÉNARISTE

Naples est désormais trop petite pour contenir tous ces films, toutes ces histoires et tous les appétits d’un pays qui veut toujours plus de Naples, dans toutes les salles, à toutes les sauces. Résultat, la ville s’allonge et s’étire. Tous en veulent un morceau, et l’une des conséquences de cette *nouvelle vague\**, c’est la mise en images d’“autres Naples”, de quartiers de la ville que l’on n’avait encore jamais vus.

Adieu les draps suspendus dans les quartiers. Place au Centro Direzionale, un quartier entièrement fait de gratte-ciel, à la manière des *downtown* américains, tout en verre et miroirs. C’est là que Renzo Piano avait dessiné la tour Telecom Italia, qui sera pendant vingt ans la construction la plus haute d’Italie, avec ses 129 mètres. On l’entrevoit dans *La Vie mensongère des adultes*. Une série faites d’intérieurs lambrissés, de bibliothèques richement garnies et de pères de famille qui ne haussent pas la voix et respectent le Code de la route.

Déjà, *La Main de Dieu* explorait les immeubles et les crises de cette bourgeoisie non différente de celle qu’on peut voir dans d’autres capitales. En somme, c’est le quart d’heure de la bourgeoisie napolitaine. Bien sûr, le risque est que, dans vingt ans, le couple d’intellectuels en crise qui vit dans un penthouse avec 230 mètres carrés de terrasse privative et vue sur le centre de Rome ne cède la place à un autre couple d’intellectuels en crise. Celui-ci aussi vivra dans un penthouse avec 230 mètres carrés de terrasse privative, mais cette fois, entouré par le splendide quartier napolitain de la colline du Vomero.

**—Michele Masneri**  
Publié le 16 janvier

\* En français dans le texte.

**Oui, je m'abonne pour 10,75€ par mois**  
par prélèvement automatique, au lieu de 18,23 €\*.

Je reçois **en cadeau** 4 numéros supplémentaires de *Courrier international*. Je remplis le mandat SEPA ci-dessous.

**RÉDUCTION  
-41%\***

\* Prix de vente au numéro.



Tous les magazines **livrés** chaque semaine.



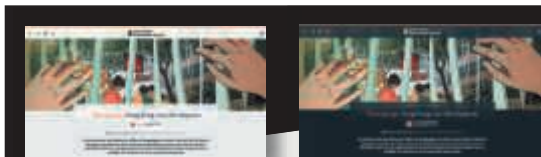
L'**accès au site Internet** en illimité sur tous les supports numériques.

**EN CADEAU**

**4 numéros** supplémentaires de *Courrier international* si j'opte pour le **prélèvement mensuel**.



Mon premier prélèvement aura lieu après la réception de mes 4 numéros gratuits.



[www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com)

- Possibilité de lecture **en mode "sombre"** pour une meilleure accessibilité.
- **Pour chaque article**, vous avez le temps de lecture, la date de publication, la source et la langue de traduction.
- Vous avez un lien pour le lire dans sa **version originale**. Et vous pouvez également le partager avec vos amis.
- Vous accédez à la totalité des articles qui vous sont réservés et bien d'autres contenus : **cartes, infographies...**

**Je préfère payer en une seule fois.**

**Je règle 129 €** par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*.

1 an - 52 numéros + l'accès à la totalité du site Internet.

*+ simple  
+ rapide  
+ d'offres*

Abonnez-vous directement sur le site Internet et profitez immédiatement du site

<https://abo.courrierinternational.com/auto2301>

**J'indique mes coordonnées :**

Monsieur  Madame

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CP

VILLE .....

**Je remplis le mandat de prélèvement SEPA et je joins un RIB.**

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

**Titulaire du compte à débiter**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal :  Ville : .....

**Désignation du compte à débiter**

IBAN – Numéro d'identification international du compte bancaire

BIC – Code international d'identification de votre banque

Note : Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice par ce dernier de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Pour toute réclamation : [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

**RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)**

.....  
Sera rempli par *Courrier international*

Paiement répétitif

Fait à : .....

Le : .....

Signature obligatoire

**Organisme créancier :**  
Courrier international  
ICS : FR11ZZ396542  
67-69, av. Pierre-Mendès-France 75013 Paris

l'entretien.



# “Il faut des avocats pour défendre les droits des animaux”

—Martha Nussbaum

—The New York Times Magazine (extraits)  
New York

**A**u fil de sa longue carrière, l'éminente philosophe Martha C. Nussbaum a écrit des livres marquants sur des sujets fondamentaux de l'humanité : le sexe et le genre, l'éthique, la politique et la justice, parmi d'autres. Dans un nouvel ouvrage, elle tourne son impressionnante capacité d'analyse vers les créatures non humaines.

Avec *Justice for Animals. Our Collective Responsibility* [inédit en français], Martha Nussbaum, 75 ans, défend notamment un statut juridique renforcé pour les animaux. Elle propose aussi un cadre éthique dans lequel le droit des animaux à une vie épanouie n'est pas subordonné au nôtre – une idée discrètement révolutionnaire. (Le livre est dédié à sa fille Rachel, juriste spécialiste des droits des animaux qui est morte en 2019, à 47 ans.) “Chaque animal de chaque espèce devrait avoir une réelle chance de vivre une existence caractéristique de cette créature, affirme la philosophe. Mais il y a tant d'obstacles à surmonter.”

**DAVID MARCHESI :** Il paraît clair que l'élevage industriel ou le braconnage sont contraires au droit des animaux de mener une vie épanouie. Il semble aussi raisonnable que les animaux aient un recours judiciaire en cas d'infraction à ce droit. Mais s'ensuit-il que nous mettions sur le même plan les vies animales et les vies humaines ? Par exemple, si un passant voit un chien et un enfant dans une maison en flammes et ne sauve que l'enfant, je pense que la plupart des gens jugeront cette décision compréhensible. L'inverse serait sans doute vu comme une grave erreur morale.

**MARTHA NUSSBAUM :** Je crois que nous sommes ici mus par ce qui nous ferait sauver un proche plutôt qu'un inconnu : l'intuition d'un lien de parenté. Ce n'est pas si mal, car c'est quelque chose qui nous a guidés favorablement dans de nombreuses situations. Ce qu'on oublie cependant, c'est que les deux solutions impliquent un méfait. C'est une sorte de dilemme : si

Cette philosophe de premier plan publie un livre appelant à prendre conscience de notre responsabilité envers les animaux.

Elle défend leur droit à vivre une vie épanouie et propose de les doter d'un statut juridique. À l'instar de l'Inde, qui les considère déjà comme des individus à part entière.



**MARTHA NUSSBAUM**

Née à New York en 1947, Martha Nussbaum est professeure de droit et d'éthique à l'université de Chicago. Elle est connue pour ses contributions à la philosophie politique et morale contemporaine. Elle a notamment développé, avec le prix Nobel d'économie Amartya Sen, la notion de “capabilités”, qui désigne ce qu'une personne peut être ou faire si elle le choisit. Un concept développé dans une perspective féministe dans *Femmes et développement humain. L'approche des capacités* (Éditions des Femmes-Antoinette Fouque, 2008).

nous ne sauvons qu'un seul être vivant, nous devons reconnaître qu'il était injuste que l'autre meure. Avec pour conséquence de redoubler nos efforts pour veiller à ce que les animaux ne périssent pas à l'avenir.

Il est acceptable que ce sentiment de parenté joue à l'échelle personnelle, mais la politique publique ne doit pas reposer sur les liens au sein d'un groupe d'intérêt en particulier. Ce qu'il nous faut, c'est une théorie de la justice qui guide globalement nos actions publiques, puis qui laisse la possibilité, au sein de ce cadre, de faire primer nos enfants ou autres. Nous devons faire la différence entre les sphères.

**Comment délimiter des sphères distinctes en ce qui concerne la justice pour les animaux ? Leur vie et leur bien-être sont complètement indissociables de l'humanité.**

Il y a deux façons d'envisager le problème. La première consiste à se demander ce que nous pouvons faire dès maintenant ; la seconde à s'interroger sur notre objectif à long terme. Mon livre porte principalement sur la seconde question. Si nous avons une idée de l'objectif à long terme pour la planète – ce que je nomme “la Constitution virtuelle” – alors nous pouvons plus raisonnablement nous dire : “Bon, par où commence-t-on ?”

Je suis pour une progression pas à pas. Nous devons commencer par corriger les pires maltraitances. L'élevage industriel finance des activités qui donnent aux pratiques de l'industrie de la viande une façade acceptable. Nous devons informer les gens sur ce qui se passe vraiment, puis chercher à mettre en œuvre une action concertée pour plus de justice. L'espoir est le plus grand quand une mobilisation locale peut être organisée. Si vous voulez empêcher les élevages intensifs de chiens de faire du marketing à Chicago, vous pouvez y arriver.

Mais il nous faut un objectif à long terme. C'est ce que je m'efforce de formuler.

**Quels seraient les objectifs à long terme des chasseurs de wapiti, par exemple ? Ils peuvent avancer que c'est la bonne santé des populations de wapitis et qu'ils y contribuent en soutenant la sauvegarde de l'espèce ; ils peuvent faire valoir que la mort par balle est préférable à la mort de maladie ou prédation. Faut-il en déduire que chasser le wapiti pour le plaisir est juste sur le plan éthique ?**

Le cas du wapiti est très intéressant. Il me semble en effet qu'il doit y avoir une forme de contrôle des populations chez les humains et chez les animaux. Les êtres humains et les animaux doivent limiter leur croissance démographique pour que le monde soit un minimum juste.

Pour le wapiti, plusieurs pistes ont été explorées : la mort par balle ; la contraception ; l'introduction de loups qui le déchiquettent. Les gens disent que c'est préférable, car c'est naturel. Je n'aime pas cet argument. Pour le wapiti, recevoir une balle dans le crâne (si la personne sait tirer, ce qui n'est pas le cas de nombreux chasseurs) vaudrait beaucoup mieux qu'être mis en pièces par un loup. Je pense donc que la seule solution raisonnable à long terme est une forme de contrôle des populations.

**Ce que vous venez de dire sur les loups me fait penser à une phrase, dans votre livre, sur les animaux vulnérables à l'état sauvage : “Il ne fait tout simplement pas partie de la forme de vie de ces créatures d'être mangées par des prédateurs.” N'est-ce pourtant pas le contraire ? Comment est-ce possible, dans la mesure où les prédateurs existent bel et bien ?**

↓ Dessin de Cost paru dans *Le Soir*, Bruxelles.



La nature ne se caractérise ni par l'harmonie ni par la justice. Pensez, par exemple, au fait que les femmes sont souvent violées et cela a toujours été le cas tout au long de l'histoire de l'humanité. Ce n'est pas pour autant que les femmes ont été créées pour être violées. Elles ont été créées pour mener leur vie avec une considérable autonomie. En réalité, elles se trouvent dans un environnement où d'autres personnes détiennent le pouvoir et, par conséquent, elles sont trop souvent violées.

On peut établir un parallèle avec la prédation. Moi qui suis favorable aux changements progressifs, je veux rester prudente, car je ne pense pas que les prédateurs fassent quoi que ce soit de mal. Je ne pense pas qu'ils doivent être privés de leur mode de vie. Nous ignorons aussi quels terribles déséquilibres apparaîtront dans les écosystèmes si nous faisons en sorte qu'aucune antilope ne soit tuée. Nous savons en revanche que, dans le cas de nos animaux de compagnie, nous leur enseignons d'autres formes de comportement. Les gens qui laissent leurs chats sortir tentent de les empêcher de manger de petits oiseaux et, pour cela, ils peuvent apprendre à faire leurs griffes sur un arbre. Les propriétaires veulent que leurs bêtes aient un moyen moralement acceptable de satisfaire leurs instincts de prédateur.

**Mais les animaux sauvages carnivores resteront des prédateurs.**

C'est ce que les êtres humains font depuis des siècles : s'il n'y a pas autant de femmes et d'enfants qui sont violés, torturés et j'en passe, c'est parce que nous avons inventé des exutoires, comme le football professionnel et d'autres sports de compétition, pour évacuer les instincts agressifs que les hommes ont depuis des siècles. Je pense que ça ne fonctionne pas si bien. Il en résulte une culture du viol et une pseudo-masculinité très présentes, mais c'est un autre sujet.

Je pense que des comportements de substitution seraient la meilleure solution. Dans un zoo, on donne au tigre un ballon lesté avec lequel il peut jouer, puis on lui donne de la viande qui a été tuée sans cruauté ; c'est beaucoup mieux que de déchiqueter la petite créature.

**La comparaison que vous venez de faire entre la prédation et le viol est aussi développée dans votre livre, mais la question de la subsistance n'est-elle pas une différence fondamentale entre la prédation et le viol ? Les animaux sauvages carnivores doivent manger d'autres animaux, sans quoi ils mourront.** C'est vrai, c'est un bon argument. C'est pour ça que je ne veux pas dire que les animaux font quoi que ce soit de mal.

Le fait est que partout où vivent les grands félins, les humains maîtrisent l'environnement, alors ils peuvent les nourrir s'ils le décident. J'aurais quand même tendance à le déconseiller dans les très grands refuges animaliers, car les répercussions sur l'environnement dans son ensemble seraient incertaines. Mais, en théorie, on pourrait copier ce que fait le zoo de San Diego : leur donner de la viande tuée sans cruauté.

À terme, on pourrait imaginer de la viande artificielle ne nécessitant de tuer aucun animal et on les laisserait exercer leurs instincts de prédateur autrement. Mais ce n'est pas pour tout de suite.

**Vous avez dit que la nature n'était pas juste, mais les questions de justice ne sont-elles pas hors de propos dans les milieux sauvages où l'être humain n'est pas aux commandes et n'intervient pas ?**

↓ Dessin d'Alex paru dans  
La Liberté, Fribourg.

Quand les gens avancent ce type d'argument, ils ne comprennent pas à quel point les humains conservent le contrôle dans ces sphères. Ils pensent qu'une réserve en Afrique est un espace vierge où la main de l'homme est inexistante, mais c'est tout simplement faux. Ils pensent que les océans sont des lieux exempts de toute activité humaine, mais c'est complètement faux. Il en va de même du ciel. Il faut bien l'avoir en tête.

Mais pourquoi penser que quelque chose est juste car naturel ? La morale et ce qui se passe concrètement n'ont jamais été deux éléments très compatibles, et il faudrait vraiment tordre les choses à l'absurde, comme le pense Pangloss dans *Candide* [pour qui nous vivons dans "le meilleur des mondes possibles"], pour arriver à cette conclusion. Quand les gens disent cela, c'est en partie pour se rassurer. Si un dieu bienveillant n'est pas à la manœuvre, alors c'est la nature, et la nature, c'est juste la façon dont les choses se passent.

Précisons maintenant que la nature n'existe nulle part dans le monde, car nous sommes à la manœuvre partout. La seule question est de savoir si nous serons des guides bienveillants ou non.

**Parlons des animaux et de leur statut juridique. Donner plus de droits juridiques aux animaux en tant qu'individus est critiqué car, pour les personnes, l'intégration au système judiciaire sous-entend un certain degré de responsabilité sociale et d'obligation de rendre des comptes, deux choses dont ne peuvent répondre les animaux, du moins pas de la même manière. Est-ce que cet argument tient la route ?**

Ce qu'il faut pour se présenter à la justice, c'est qu'il y ait un préjudice, et qu'il vous affecte en particulier. Nul besoin de pouvoir rendre des comptes. C'est le préjudice qui confère le statut. J'entends par ce mot qu'un avocat peut ainsi vous défendre devant un tribunal. Nous parlons donc d'avocats qui défendraient les intérêts de l'animal.

Le problème, c'est quand il n'y a personne pour agir au nom du bien des animaux. Lorsque l'animal souffre – si par exemple vous maltraitez votre chien – et que les lois ne sont pas appliquées, personne ne peut intervenir et déclarer : "Je vous traîne devant la justice en ma qualité d'allié de cet animal et j'intente un procès pour faire respecter les lois." Dans le cas d'animaux qui vivent dans un endroit en particulier et ne sont pas seulement des animaux domestiques – des bêtes qui vivent dans nos villes –, il devrait y avoir un département du bien-être animal pouvant exercer une telle fonction.

**Pourriez-vous donner un exemple concret d'une bonne loi qui n'est pas appliquée ?**

La plupart des États aux États-Unis ont de nombreuses lois contre les actes de cruauté infligés aux animaux domestiques et agricoles, et ces textes sont rarement appliqués.

Des lois sur le transport du bétail, l'aménagement des bétailières, la durée du transport et l'alimentation des bêtes pendant ces trajets. Pour les chiens et les chats, si quelqu'un maltraite un animal, il n'y a pas actuellement de mécanisme permettant de réagir si la loi n'est pas appliquée.

Cette notion de statut permettrait aussi d'autres choses : non seulement appliquer les textes existants, mais aussi lancer plusieurs types de recours constitutionnels. Mais commençons par le droit existant. La loi sur le bien-être animal [de 1966] est un texte très exhaustif qui prévoit des protections fédérales très complètes pour les espèces, mais elle n'est pas du tout appliquée.



### EN ÉQUATEUR, UN JUGEMENT QUI FERA DATE

"Victoire pour les animaux en Équateur : ils sont reconnus comme sujets de droits", titrait le magazine équatorien **Vistazo** en février 2022, après la publication d'un jugement de la Cour constitutionnelle du pays. L'Équateur avait déjà été le premier à inscrire un ensemble de droits de la nature dans sa Constitution, en 2008. Le jugement rendu l'an dernier marque "la première fois qu'un tribunal a appliqué les droits de la nature à un animal – un singe laineux du nom d'*Estrellita*", souligne **Inside Climate News**, aux États-Unis. D'après la plus haute juridiction équatorienne, "les animaux sauvages ont des droits juridiques spécifiques, notamment le droit d'exister, de développer leurs instincts innés et d'être à l'abri de toute cruauté, peur ou détresse disproportionnée", explique ce site spécialisé. "Ce qui rend cette décision si importante, c'est que désormais les droits de la nature peuvent être mobilisés au bénéfice de petits groupes ou d'animaux individuels, déclare Kristen A. Stilt, juriste à l'université Harvard. Cela fait des droits de la nature un instrument bien plus puissant qu'il ne l'était sans doute jusqu'ici."

Je pense qu'il devrait exister des services aux niveaux local et national. Au niveau local, Chicago a par exemple un département de la protection de l'enfance. Il devrait exister la même chose pour la protection animale et un mécanisme de signalement obligatoire, qui imposerait et non suggérerait de dénoncer les maltraitances dont on est témoin. Ensuite, à l'échelle des États américains, on peut en faire autant, et il faut enfin des lois plus draconiennes au niveau fédéral.

À terme, nous pourrions prendre exemple sur l'Inde, qui a conféré le statut d'individu aux animaux dans son droit constitutionnel. Les animaux sont maintenant reconnus comme individus au sens de l'article 21 de la Constitution de l'Inde. Vous ne pouvez pas soustraire à un animal sa vie ou sa liberté sans un respect scrupuleux de la loi. Ce serait l'objectif.

**Vous vous êtes décrite comme favorable à des changements graduels, mais si nous suivions les arguments de votre livre en faveur de la justice animale, il faudrait intégralement repenser de grands pans de la société contemporaine, de la propriété foncière à notre alimentation. Quel est le meilleur parallèle historique pour le type de changements que vous imaginez ?**

Je pense que ce serait le mouvement de libération des femmes. Pendant des milliers d'années, les femmes n'ont été considérées que comme des choses, la propriété des hommes. Dans *L'Iliade* d'Homère, une femme est une récompense que l'on remet à un héros. Les femmes étaient vues ainsi, habituellement, même s'il y a toujours eu des contre-exemples, bien sûr. Dans le cas des animaux, on les traite aussi comme des choses, des biens.

Les gens me demandent pourquoi je suis si optimiste, mais en tant que féministe et femme, je ne peux pas m'en empêcher. En 1890, aucun pays n'accordait aux femmes le droit de vote, et aujourd'hui, même en Arabie saoudite, les femmes ont plus ou moins ce droit. Il y a un mouvement de libération. On voit des revers ici et là mais, dans la mesure où les femmes réussissent mieux leurs études supérieures que les hommes partout dans le monde, rien ne pourra les arrêter à long terme. Avec les animaux, c'est la même chose mais à un rythme plus lent, car leurs voix ne sont pas consignées et ils ne participent pas directement aux politiques publiques. Ce n'est que par une mobilisation volontaire des êtres humains que ces progrès auront lieu. Mais je pense que cela arrivera.

—Propos recueillis par David Marchese

Publié le 6 décembre 2022

### SOURCE



#### THE NEW YORK TIMES MAGAZINE

New York, États-Unis

Hebdomadaire, 1 087 000 ex.

[nytimes.com/section/magazine](https://nytimes.com/section/magazine)

Inclus dans la livraison dominicale

du *New York Times* depuis 1896,

ce magazine de haute volée est réputé

pour ses longs formats (reportages,

enquêtes, essais) et ses signatures

prestigieuses : journalistes, écrivains

et personnalités de tous les domaines.

Il aborde avec originalité une grande

variété de sujets, des plus sérieux

aux plus légers. Il fait la part belle

à l'image, notamment à la photographie.

Aux États-Unis,  
la plupart des États  
ont de nombreuses lois  
contre les actes de cruauté  
infligés aux animaux,  
mais elles sont  
rarement appliquées.

A close-up portrait of Sonia Mabrouk, a woman with long, wavy brown hair, smiling warmly. She is wearing a dark blue blazer. The background is a solid blue color.

**Écoutez**

**CEUX  
QUI AIMENT  
POSER  
LES BONNES  
QUESTIONS**

**SONIA MABROUK**

**8H13**

**L'ENTRETIEN**

**Europe 1**



Nathalie  
Promotion 2022

© Ecole polytechnique, J.Barande

# EXECUTIVE MASTER

Technologie • Management • Innovation

## VOUS ÊTES CADRE DIRIGEANT ?

Rejoignez l'Executive Master de l'École polytechnique et vivez une expérience unique au cœur de l'innovation tout en continuant de travailler.



Découvrez  
notre  
formation

[polytechnique.edu/executive-master](https://polytechnique.edu/executive-master)